

■ ACTUEL



photo : Daniel Bahaud

LA LIBERTÉ VOUS INVITE SUR LE WEB

Le Comité de refonte de la Société franco-manitobaine (SFM) est venu présenter son Rapport et ses 16 propositions dans une entrevue web-diffusée sur la-liberte.mb.ca et notre page Facebook dès maintenant.

A5-A6

**BE SEXY
READ FRENCH**

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 \$ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 104 N° 2 • 12 AU 18 AVRIL 2017
SAINT-BONIFACE

L'HEURE EST À LA REFONTE DE LA SFM



Retrouvez le Rapport du Comité de refonte et le nouveau Règlement administratif de la SFM proposés par les cinq membres élus. La version intégrale des deux documents est encartée dans cette édition du journal.

Le SOMMAIRE

Dans nos écoles	A16-A17
Emplois et avis	A19
Petites annonces	A19
Jeux	B2
Nécrologies	B6
Bicolo	B8

Les refondateurs proposent un « grand saut »

Un Comité de refonte, composé de cinq personnes, a été élu lors de l'Assemblée générale annuelle de la Société franco-manitobaine le 13 octobre 2016. Ils ont reçu le mandat de se pencher sur la refonte de la SFM.

Raymond Lafond, Ben Maréga, Diane Leclercq, Raymond Hébert et Mona Audet ont remis un rapport d'environ 90 pages qui propose de profonds changements par le biais de 16 propositions qui seront débattues et votées lors de l'AG extraordinaire d'ici quelques semaines (la date n'était pas encore publique à l'heure de passer sous presse). | **Pages A4 à A7. et Cahiers 1 et 2 encartés dans cette édition.**



**Hypothèque
à bas taux**



**Paiements
flexibles**

En effet, vous pouvez :

- doubler un paiement
- sauter un paiement
- réduire votre prêt jusqu'à 20% annuellement.

**Votre
hypothèque
de choix.**

Caisse 80^{ANS}
1937-2017
Groupe Financier
www.caisse.biz

Tadens Mpwene et *La Liberté* vous offrent en exclusivité la bande dessinée *Nelson au Manitoba*. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.



NELSON AU MANITOBA



DESSINS : TADENS MPWENE • SCÉNARIO : LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi

APF Association de la presse francophone
Fondation Donatien FRÉMONT
RÉSEAU SÉLECT
CMCA AUDITED

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de Derksen Printers à Steinbach.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | la-liberte@la-liberte.mb.ca

Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | promotions@la-liberte.mb.ca

Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net

Journalistes :
Daniel BAHUAUD | redaction@la-liberte.mb.ca
Barbara GORRAND | presse3@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | presse2@la-liberte.mb.ca

Chef de la production : Véronique TOGNERI | production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : Roxanne BOUCHARD | administration@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : Marta GUERRERO | reception@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : Cayouche (Réal BÉRARD)

Publi-reporters :
Léo GAUTRET | presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | presse5@la-liberte.mb.ca
Elisabeth VETTER | presse7@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | presse6@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : la-liberte@la-liberte.mb.ca.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.ca ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba** : 64,50 \$ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 \$ (TPS incluse)

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »



I ACTUALITÉS I

| En appui au conseiller municipal de Saint-Boniface Mathieu Allard À VOUS la parole

Madame la rédactrice,

J'étais présente à l'assemblée générale annuelle de l'Association des résident.e.s du Vieux Saint-Boniface le 22 mars dernier. Comme la centaine de gens à la rencontre, j'ai vu ce qui se passait autour de moi, j'ai écouté pour bien entendre les enjeux et j'ai aussi entendu bien des propos lors de l'assemblée.

Le conseiller de Saint-Boniface Mathieu Allard était à la porte pour accueillir tous les gens qui se sont présentés. Il avait pris le temps le temps de préparer de la documentation pour la soirée, y inclus le procès-verbal de l'AGA de 2016, l'ordre du jour pour l'AGA de 2017, ainsi qu'une liste de candidats qui se présentaient aux élections. Il y avait aussi un bulletin d'information expliquant les raisons pour sa décision d'appuyer le projet lié au 825, avenue Taché ainsi que des

lettres d'appui en provenance de quatre organismes intimement liés au Vieux Saint-Boniface. Cette documentation écrite est la seule qui m'ait été offerte au courant de la soirée.

À mon avis, Mathieu Allard a très bien compris son rôle de conseiller municipal. Il s'est donné la peine de faire valoir l'importance des décisions que doit prendre le CA de l'Association des résidents du Vieux Saint-Boniface en nous offrant tous les faits sur un sujet d'importance capitale pour l'avenir de notre quartier et l'ensemble de sa population.

D'autres se sont opposés aux décisions municipales. Tel est leur droit dans notre démocratie. Ils avaient aussi le droit de bien renseigner l'ensemble de la population sur les enjeux de leur choix. En tant que citoyenne de

Saint-Boniface, je n'ai pas reçu ces renseignements de leur part, mais leur présence en grand nombre le 22 mars indique clairement qu'ils ont renseigné un bon nombre de leurs partisans.

Intéressant tout de même que neuf nouveaux candidats, citoyen.nes de Saint-Boniface, se soient présentés aux élections, prêts à s'impliquer dans les affaires de leur quartier. Tous avaient le droit de présenter des candidats aux élections, mais certains ont choisi de ne pas le faire ouvertement.

La salle de rencontre vibrait avec les échanges d'opinions le soir du 22, certains exprimés à haute voix, d'autres chuchotés en sourdine. J'apprécie les échanges encouragés par notre démocratie, mais je déplore les commentaires péjoratifs, injurieux même ou carrément racistes d'esprits échauffés qui ne

font que nuire à la bonne entente. À un moment durant la rencontre, j'ai choisi de changer de place dans la salle en raison de pareils commentaires qui insultaient ma famille, mes amie.es et mes collègues de langue française. Je me suis même permis une remontrance à la personne qui les avait prononcés.

Quant à la demande de modifier l'ordre du jour de la rencontre, je ne vois pas comment cette demande pourrait être qualifiée d'ingérence. Elle voulait simplement tenir compte du fait que beaucoup de gens travaillaient le lendemain et auraient peut-être à quitter la salle plus tôt que d'autres. L'option d'apporter un amendement à un ordre du jour suggéré n'a rien de nouveau dans les rencontres.

Depuis mon arrivée à Saint-Boniface en 2001, j'ai reçu de nombreux avis de rencontres et des

feuilles me renseignant au sujet de l'Association des résidents du Vieux Saint-Boniface. Je les ai lus avec intérêt. J'appréciais les renseignements, même si je ne n'étais pas encore en mesure de m'impliquer.

Lorsque Mathieu Allard et son équipe se sont présentés à ma porte durant la cabale pour les élections municipales, j'ai été heureuse de l'appuyer, puisqu'il avait depuis des années démontrer ouverture d'esprit, respect et dévouement pour les citoyen.nes de mon quartier.

J'apprécie sa façon de faire et son énergie, son engagement envers le bien-être physique et financier de sa communauté. Il nous propose un bel avenir pour Saint-Boniface. Voilà pourquoi je continue à l'appuyer.

Bonne route Mathieu!

Evelyne Lachapelle
Le 8 avril 2017

« TROIS VOIX À LA 3 »



Michel Lagacé

L'élite, le cynisme et la colère

Le public a réagi avec colère quand Bombardier Inc. a annoncé que six de ses dirigeants recevraient une augmentation de rémunération de 48 %, alors que la compagnie venait de recevoir 1,7 milliard \$ des gouvernements québécois et canadien. D'après le PDG de Bombardier, le public ne comprenait pas que ces augmentations étaient nécessaires pour attirer et retenir les meilleurs gestionnaires de la planète. Rappelons donc que Bombardier a perdu 5,34 milliards \$ US en 2015 et 981 millions \$ US en 2016, que les avions de la C Series ont coûté plus cher que prévu, que leur production a été retardée, et que sa division du transport est impliquée dans un conflit public sur la construction d'une ligne de métro léger à Toronto.

Que faire? Rien. Cyniquement, Bombardier a remis d'un an la remise d'une partie des primes à ses cadres. Le Premier ministre du Canada a affirmé benoîtement qu'il respectait le marché libre et les choix des compagnies privées. Celui du Québec craignait d'effrayer les investisseurs potentiels si le gouvernement s'ingérerait dans la gestion d'une entreprise subventionnée. Nul n'a vu de contradiction entre la notion de « marché libre » et l'injection de centaines de millions de dollars publics dans une société privée.

Les 100 plus riches PDG canadiens ont gagné en moyenne 9,5 millions \$ en 2015. Bombardier symbolise les inégalités économiques qui peuvent menacer la paix sociale et ouvrir la voie à ceux et celles qui veulent enflammer le mécontentement populaire. Les États-Unis et l'Europe nous rappellent qu'il ne manque pas de volontaires pour exploiter l'écart grandissant entre la population et l'élite politico-économique.



Roger Turenne

Les partis d'opposition ont un vrai pouvoir

Les deux principaux partis d'opposition à Ottawa auront bientôt à leur tête un nouveau chef. Les choix de leurs militants sont d'une importance capitale pour les Canadiens. D'abord dans l'éventualité où l'un d'eux accéderait au pouvoir, mais aussi parce qu'un parti d'opposition possède souvent un pouvoir bien réel sur les décisions gouvernementales.

Prenons l'exemple du gouvernement libéral majoritaire de Jean Chrétien, fortement influencé par le Parti réformiste. En effet, la montée fulgurante des réformistes en 1993, qui fulminaient sans cesse contre l'ampleur des déficits fédéraux, a permis au gouvernement Chrétien de s'attaquer au déficit avec beaucoup plus d'énergie qu'il ne l'aurait fait autrement.

Autre exemple : avant même qu'il n'accède au pouvoir, Stephen Harper a influencé de façon négative la politique canadienne en matière de changements climatiques. Sa propagande anti-environnementale a contribué à retarder la ratification de l'Accord de Kyoto, et contrarié l'élaboration d'un plan réaliste pour respecter nos engagements.

Et pour mémoire : dans les années 1980, après la crise linguistique au Manitoba, j'avais proposé, dans mon rôle de conseiller auprès du gouvernement NPD, qu'il offre des services de santé en français. Il n'a pas voulu, de crainte que l'opposition conservatrice ne soulève à nouveau les préjugés. Quelques années plus tard, le même projet a été soumis aux conservateurs, qui sont allés de l'avant parce qu'ils avaient l'appui tacite de l'opposition NPD.

Preuve que même s'ils ne forment pas le gouvernement, à leur façon les deux nouveaux chefs d'opposition auront, pour le meilleur ou pour le pire, une influence marquante sur la politique canadienne.



Raymond Clément

Quand le colza est devenu canola, le Canada a gagné

La richesse d'un pays dépend tellement de ses capacités à innover! Un article paru dans le *Winnipeg Free Press* du 24 mars le prouve encore et encore. L'histoire débute dans les années 1920 avec des immigrants polonais prévoyants qui avaient apporté jusque dans leur nouveau petit village à l'ouest de Prince Albert en Saskatchewan des graines de colza.

Leur variété de cette oléagineuse possédait bien des qualités, mais aussi deux défauts : sa teneur en acide érucique, qui donne un mauvais goût, et la présence du glucosinolate, qui rend cette graine malsaine pour les animaux.

À partir de la fin des années 1950, deux chercheurs, l'un du ministère fédéral de l'Agriculture à Saskatoon, et l'autre de l'Université du Manitoba, ont travaillé une dizaine d'années pour réussir à éliminer les caractéristiques néfastes de ce colza.

En 1974 enfin, une nouvelle graine, proprement canadienne, baptisée canola, est lancée sur le marché. Les chercheurs ont bien sûr poursuivi leurs travaux afin d'obtenir une qualité encore meilleure, et une maturation plus rapide pour encore mieux l'adapter au climat rigoureux de l'Ouest canadien.

Aujourd'hui, le canola génère 26,7 milliards de \$, assure 250,000 emplois, dont la masse salariale s'élève à 11,2 milliards de \$. En 2016, environ 20 millions d'acres de canola ont été emblavés dans nos Prairies, tout près des 23 millions d'acres ensemencés en blé.

Le budget fédéral 2017 a établi un Fonds stratégique en innovation pour soutenir la recherche agroalimentaire. Souhaitons-nous une autre percée innovatrice à la hauteur du canola!



Une équipe exceptionnelle d'experts primés, Groupe Financier Tétrault

Experts primés en gestion globale de patrimoine

204.925.2282 robtetrault.com

FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE
GESTION DE PATRIMOINE

FCPE
MEMBRE

Financière Banque Nationale est une filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque Nationale du Canada qui est une société ouverte inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (NA : TSX). Financière Banque Nationale est membre du Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE).

GROUPE FINANCIER
tétrault

MOT
DE LA DIRECTRICE

par Sophie Gaulin
la-liberte@la-liberte.mb.ca



Pour la santé de notre démocratie
et de notre francophonie

Plus tard que vendredi dernier, je me rendais à Ottawa sur invitation du Forum des politiques publiques (FPP) du Canada pour tenter de trouver, aux côtés de mes confrères et consœurs des plus grands quotidiens au pays, une solution au problème du manque de ressources financières des journaux canadiens. Ressources nécessaires pour payer des journalistes dans les salles de nouvelles, et les envoyer couvrir les réunions de commissions scolaires, les sessions législatives, les conseils municipaux ou les tribunaux. Ressources nécessaires pour garder la population canadienne informée et par conséquent notre démocratie en bonne santé.

À la table, le 7 avril, étaient réunis les hauts responsables du *Globe and Mail*, du *Devoir*, de *La Presse*, du *Droit*, du *New-Brunswick News* et des grands groupes médias comme Postmedia, Torstar, et j'en passe. Nous étions une vingtaine.

À la table aussi : des médias qui publient uniquement sur plateforme numérique et des éditeurs de magazines d'information.

À la table encore, une interrogation majeure et commune à tous : où trouver l'argent pour payer les journalistes qui créent un contenu fiable dans un monde où les fausses nouvelles inondent la planète?

Qu'ils soient publiés en version numérique ou imprimée, les journalistes écrivent des articles d'information respectant au mieux une méthodologie stricte et sérieuse. Des journalistes à qui l'on demande d'ailleurs de faire de plus en plus de choses pour un public qui paie de moins en moins pour la lecture de ses informations.

Les journalistes d'aujourd'hui sont des contorsionnistes. Ils doivent chercher des sujets, courir après leurs intervenants, écrire de longs articles pour le journal, des courts et *punchy* pour le web, produire des vidéos de 30 secondes, gazouiller sur Twitter en 140 caractères, inventer des *#quelque-chose* et des *@je-ne-sais-quoi* pour les médias sociaux, publier sur Facebook ce qui s'en vient dans le journal, aimer les pages des personnes les plus connectées de leur réseau, prendre de belles photos pour Instagram, allonger leur liste de contacts, remplir des demandes d'accès à l'information pour obtenir la vérité sur les institutions locales, provinciales ou nationales. Bref, on leur demande de se plier en dix pour créer un contenu qui saura attirer puis intéresser nos lecteurs.

Or la plupart des lecteurs canadiens ne veulent plus payer pour lire de vraies nouvelles. Ils ont assez à lire et sont assez occupés avec les fausses nouvelles diffusées par exemple sur Facebook et Google. Dans le rapport du FPP, *Le Miroir éclaté, Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*, on pouvait lire qu'en 2016, selon une étude internationale menée par Reuters, seuls 9 % des Canadiens payaient pour lire leurs nouvelles en ligne. Le Canada se situe ainsi au 17^e rang international (derrière les États-Unis d'ailleurs qui se placent en 14^e position). Et pourtant, le sondage du FPP et ses groupes de discussions « ont démontré qu'il existe un respect quasi solennel à l'égard du rôle que jouent les nouvelles et le journalisme dans une démocratie ».

Dans le cas de *La Liberté*, plus de 930 000 \$ sur un budget opérationnel d'un peu plus d'1 million \$ proviennent de ventes pures. L'unique subvention qu'obtient le journal est d'un montant

de 70 000 \$ alloué par Patrimoine canadien par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques.

C'est dire si la qualité du journal dépend de la force de vente de l'équipe en place, de la confiance de nos clients et de la loyauté de nos abonnés. Ce sont ces facteurs qui nous permettent de vous livrer chaque semaine un journal au contenu original et stimulant.

Trop souvent encore, j'entends dire qu'on emprunte le journal du voisin, qu'on se le passe dans la résidence ou qu'on n'a pas besoin de s'abonner parce qu'on reçoit une copie dans la salle du personnel au travail.

S'il n'y a pas une réelle prise de conscience et un passage à l'action de la part des décideurs politiques pour annoncer par le biais des médias canadiens, et de la part des lecteurs pour accepter de payer pour du contenu crédible, le dos des journalistes-contorsionnistes va casser. Et notre démocratie, que l'on tient pour acquise, cassera aussi.

Les consultations du FPP avaient commencé bien avant la prise de conscience de l'impact que pouvaient avoir les fausses nouvelles sur une élection présidentielle, comme celle de nos voisins du Sud.

L'élection de Donald Trump et le tsunami de fausses nouvelles qui l'ont précédée n'ont fait qu'accroître les inquiétudes de mes confrères et consœurs au pays. Les Canadiens ne valorisent pas assez l'accès à l'information. À une information vérifiée et fiable. Devant l'ampleur qu'ont pris Google, Facebook et les médias sociaux en général dans le

monde de la diffusion de contenu, nos journaux, créateurs de contenu crédible, original et vital à la démocratie nécessitent l'intervention du Gouvernement fédéral. Nous étions unanimes, le 7 avril, pour lui demander de légiférer et de prendre ses responsabilités aussi.

En cette semaine historique où le Comité de refonte de la Société franco-manitobaine publie son rapport en intégralité encarté dans ce journal. C'était pour eux le moyen le plus fiable, le plus crédible et le plus évident de se rendre dans vos foyers, sans compter l'assurance que ce rapport figure « pour la postérité » dans les archives numérisées du Projet Peel, notre équipe rédactionnelle s'est affairée à lire le rapport qui avait été donné sous embargo, décortiquer le travail sérieux et solide des cinq élus, solliciter une rencontre avec eux (Raymond Lafond, Ben Maréga, Diane Leclercq, Raymond Hébert et Mona Audet), filmer cette entrevue pour diffusion sur Facebook et notre site Internet dès le 12 avril, réaliser une annonce pour vous inviter à regarder l'émission Web, écrire un article.

Et tout ça... avec la volonté de vous donner envie de lire le rapport et d'y réfléchir afin que d'ici quelques semaines vous veniez participer à l'Assemblée générale extraordinaire de la SFM (dont la date n'est pas encore confirmée à l'heure d'écrire ces lignes). Car là aussi, il s'agit de prendre ses responsabilités et d'exercer dans un cadre démocratique votre droit de citoyen et voter sur les 16 propositions qui visent à redéfinir en profondeur l'organisme porte-parole de la francophonie manitobaine.

Retrouvez exceptionnellement la caricature de Cayouche en page 8.



Taylor McCaffrey srl
Avocats et Notaires



Nous souhaitons la bienvenue
à Solange Buissé.

Solange est spécialisée dans la planification successorale et l'administration immobilière et offre ses services en français et en anglais.

Marc E. Marion
204.988.0398
mmarion@tmlawyers.com

John A. Myers
204.988.0308
jamyers@tmlawyers.com

Alain L.J. Laurencelle
204.988.0304
al@tmlawyers.com

Jeff Palamar
204.988.0364
jpalamar@tmlawyers.com

Daniel Marion
204.988.0310
dmarion@tmlawyers.com

Solange Buissé
204.988.0370
sbuisse@tmlawyers.com



■ LA LIBERTÉ A INTERROGÉ LE COMITÉ DE REFONTE DE LA SFM

Les refondateurs proposent un « grand saut »

La Liberté a donné une première occasion aux cinq membres du Comité de refonte de la SFM de préciser leur pensée sur leurs 16 propositions. L’entrevue, menée le 9 avril par la rédactrice en chef Sophie Gaulin est accessible sur la page Facebook du journal et sur notre site Internet la-liberte.mb.ca.

Bernard BOCQUEL
et Daniel BAHUAUD

Durant l’entretien filmé, Mona Audet, Raymond Hébert, Raymond Lafond, Diane Leclercq et Ben Maréga sont revenus à plusieurs reprises sur l’esprit dans lequel ils ont pensé le rapport, dont les propositions s’enchaînent d’une manière qui traduit le fil de leur réflexion, effectuée entre la mi-octobre et la fin-mars. En tenant compte de la nouvelle réalité de la francophonie manitobaine et en

s’inscrivant dans la continuité, il s’agissait pour eux de concevoir une meilleure représentativité de la SFM, avec un souci d’inclusivité pour plus d’efficacité d’action. Leur but était d’obtenir plus de visibilité pour l’organisme porte-parole des francophones du Manitoba et donc générer plus de fierté pour assurer la pérennisation de la francophonie manitobaine.

Comme il l’exprime dans l’introduction du rapport encarté dans cette Liberté, Raymond Lafond, le président et porte-parole du Comité de refonte, a souligné : « Nous souhaitons que



Le Comité de refonte de la SFM s’est entretenu à La Liberté le 9 avril. De droite à gauche : Mona Audet; Raymond Hébert; Diane Leclercq; Sophie Gaulin, la rédactrice en chef de La Liberté; Ben Maréga et Raymond Lafond, le président du Comité de refonte.

notre rapport suscite de nombreuses discussions fructueuses pour donner un nouvel essor contemporain à la SFM et à notre francophonie manitobaine. »

Les cinq membres du Comité de refonte se sont fait un point d’honneur de trouver un consensus sur tous les sujets qui ont émergé. Mona Audet : « On a discuté et discuté jusqu’au consensus. On s’est appuyé sur les préoccupations exprimées lors des cafés citoyens et dans le Plan stratégique communautaire adopté à l’unanimité en octobre 2016. Ainsi la Proposition numéro 2 sur la vision, la mission, les valeurs, les rôles et

les responsabilités de la SFM reflètent les objectifs des États généraux et du Plan stratégique communautaire. »

Interrogés sur la proposition à laquelle ils tenaient le plus, les refondateurs se sont accordés pour dire, avec Raymond Hébert, que « le cœur du rapport, son âme, c’était la nouvelle structure avancée et donc la nouvelle manière de fonctionner pour que la SFM soit en position de remplir sa mission de revendication, qui est essentielle ».

Le Comité propose un conseil d’administration de 21 membres (Proposition numéro

4). A l’heure actuelle, le CA compte neuf membres.

Sur les 21 membres proposés, quatre devraient être élus à une assemblée générale annuelle de la SFM. Les autres membres seraient des représentants choisis par les six clientèles et les organismes qui représentent les huit secteurs d’activité de la francophonie. Siègeraient aussi à ce nouveau CA la direction générale de la Corporation catholique de la santé du Manitoba, la direction générale de la Division scolaire franco-manitobaine et le recteur de l’Université de Saint-Boniface.

Suite en page A6

Proposition numéro 1

Changement de nom, même sigle

Le Comité de refonte de la SFM tenait absolument à proposer un nom qui soit plus inclusif que « Société franco-manitobaine ».

Diane Leclercq élabore : « Il y avait le souci de reconnaître la nouvelle réalité. On considère que *francophonie manitobaine* est plus inclusif et que l’expression comprend les francophones du Manitoba et toutes les personnes qui veulent s’associer à cette francophonie. »

Ainsi, le Comité de refonte propose que « l’organisme porte-parole de l’ensemble de la collectivité francophone (Proposition numéro 1) se dote d’un nouveau nom, à savoir la *Société de la francophonie manitobaine* ».

(1) Le comité souligne par ailleurs qu’il est « conscient du débat entourant les mots *communauté*, *collectivité*, *société* et ainsi de suite. Dans le présent rapport, nous utiliserons surtout l’expression *la francophonie manitobaine* pour désigner toutes les personnes qui parlent français au Manitoba ; cependant, nous utiliserons parfois l’expression *la communauté francophone* pour désigner essentiellement la même chose. »

JOYEUSES
PÂQUES!



Greg Selinger
Député de Saint-Boniface
123, promenade Enfield
204-237-9247 | GregSelinger.ca



Vous voyagez? FlexiLivraison^{MC} garde vos articles achetés en ligne en sécurité.

Ce service vous permet de faire livrer les articles que vous commandez en ligne au bureau de poste qui vous convient.

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT à postescanada.ca/flexilivraison



Du monde en ligne jusqu’à vous

POSTES
CANADA

 CANADA
POST

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes

Suite de la page A5

Mona Audet a fait le pari que « les différentes clientèles et organismes auront à cœur de se choisir une représentation très forte ».

Raymond Lafond renchérit : « Nous croyons qu'il est possible d'avoir une nouvelle culture organisationnelle de la SFM. Et que cette culture passe par un conseil d'administration de 21 membres. Dans cette nouvelle conception du CA, le gros du travail va se faire au niveau des comités permanents du CA. Ces comités présenteront leurs idées et c'est le CA qui se réunira au moins trois fois par année qui prendra les décisions. »

À cette observation, Diane Leclercq a précisé : « On cherche à amener un maximum d'expertise. »

Ben Maréga a résumé tout l'effort de restructuration par une simple formule : « On voulait permettre que les bonnes personnes soient à la bonne place. »

Raymond Hébert a rappelé

par ailleurs l'intention du Comité de donner à la nouvelle SFM les outils nécessaires pour rehausser son efficacité au fil des années : « On propose d'essayer autre chose. On est conscient que c'est un grand saut. C'est pourquoi, si la proposition est adoptée, nous proposons aussi une réévaluation de la nouvelle structure en 2022. » (Proposition numéro 8).

Outre l'effort porté sur la représentativité et l'efficacité d'une nouvelle SFM, le comité de refonte a ainsi tenu à confirmer une des raisons d'être centrales de l'organisation : le rôle de revendication politique de la SFM. Dans ce but, Raymond Lafond a indiqué que, « le Comité s'est penché de façon très approfondie sur le statut de bienfaisance de la SFM, qui remonte au temps de l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba ». « Or le statut de bienfaisance est un vrai handicap à la revendication ».

Conscient de toutes les conséquences financières et légales de la révocation du statut

de bienfaisance, le Comité s'est expliqué dans l'entrevue avec *La Liberté* qu'il était nécessaire de faire appel à des experts en mesure de recommander le meilleur processus possible. Mona Audet soulignant que dans ce dossier, « il y avait beaucoup de zones grises ».

Après avoir noté qu'il y avait eu dans le passé des tentatives de créer une structure pour que Presse-Ouest Limitée, la société éditrice de *La Liberté*, ne soit plus sous la responsabilité de la SFM, le Comité de refonte propose deux modèles de structure pour assurer l'indépendance journalistique du journal, sa qualité et sa viabilité financière : une fiducie et une entreprise sociale (Proposition numéro 16).

Là encore, devant les conséquences pratiques et les implications techniques, le Comité de refonte propose la nomination d'un groupe de cinq experts en mesure de faire les recommandations appropriées : Me Rénald Rémillard, Me Christian Monnin, Mona Dupuis, Paul Prenovault et Me Jean-Marc Ruest.

Le Comité de refonte a aussi fait des propositions qui concernent la séparation du côté opérationnel de l'Accueil francophone de la SFM (Proposition numéro 14), et le transfert d'Infojustice à un groupe de juristes (Proposition numéro 15). Enfin, le manque de visibilité de la SFM a été pris en compte (Proposition numéro 11).

La prochaine étape est la tenue, prévue par la SFM lors de la mise sur pied du Comité de refonte, d'une Assemblée générale extraordinaire qui aura lieu en mai à une date encore indéterminée, à l'heure d'écrire ces lignes. Raymond Lafond a noté que le comité « a refait le Règlement administratif de la SFM, en respectant la présentation du Règlement actuel pour faciliter les comparaisons ».

Si le Règlement administratif, tel que proposé ou modifié, n'est pas adopté à l'Assemblée générale extraordinaire, tout le processus sera bloqué et la transition vers une nouvelle SFM ne pourra pas se faire.

Propositions numéros 6 et 12

Pour afficher la vitalité

S'inspirant du Plan stratégique communautaire, le Comité de refonte de la SFM a prévu un effort soutenu visant la participation active des francophones du Manitoba à la vitalité de leur communauté.

À cette fin, il propose qu'un Forum de la francophonie manitobaine soit tenu annuellement par la SFM (Proposition numéro 6).

Raymond Hébert élabore : « Le Forum permettrait aux organismes de faire le partage des progrès accomplis par rapport au Plan stratégique. Des informations pourraient aussi être partagées par les organismes représentant les différents secteurs. Lors du Forum, les participants pourraient en même temps élire leurs représentants au CA, tel que prévu par la Proposition numéro 3. »

Pour rehausser la fierté chez les francophones du Manitoba, le Comité de refonte a également proposé que la SFM étudie la possibilité de rassembler la francophonie dans un grand ralliement tous les cinq ans (Proposition numéro 12).

Raymond Hébert a souligné que « le Ralliement pourrait devenir une grande fête, un rendez-vous mémorable qui serait une occasion d'exprimer notre fierté et notre vitalité. »

Pour Ben Maréga, « ce serait l'occasion de lancer un message politique à la Province et aux autres instances gouvernementales ». « Ce serait dire, collectivement : *On est là. On est actif, présent et conscient de qui ont est et de ce qu'on veut.* »

AGENT/AGENTE DE COMMUNICATIONS

Service : Communications

Sous la direction de la : Directrice des communications

Type de poste : Temps plein, 37,5 heures/semaine, requiert de la souplesse pour travailler occasionnellement le soir, la fin de semaine et en situation d'heures supplémentaires.

Aperçu

La Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface est le principal organisme de collecte de fonds dans le domaine de la santé au Manitoba. Nous cherchons un agent ou une agente des communications qui possède des compétences exceptionnelles en rédaction et en gestion de projet pour se joindre à notre équipe dynamique. Le ou la titulaire du poste sera responsable de créer, de rédiger et de réviser des documents s'inscrivant dans la stratégie de communication, les programmes de financement et les initiatives de gérance de la Fondation.

Qualifications

- Diplôme obtenu dans un programme de communications reconnu ou combinaison équivalente d'études et d'expérience.
- 3 à 5 années d'expérience dans un rôle lié aux communications et mettant l'accent sur la rédaction, la correction d'épreuves et la gestion de projet.
- Excellentes aptitudes pour les communications écrites, verbales et interpersonnelles.
- Capacité de travailler dans le milieu de la collecte de fonds où les activités se déroulent à un rythme rapide.
- Personne dynamique, enthousiaste et soucieuse d'obtenir des résultats qui a la capacité de faire partie d'une équipe et d'entretenir des relations positives avec le personnel, les fournisseurs de services et les donateurs.
- Personne ayant des talents pour raconter des histoires et qui fait preuve d'initiative pour chercher continuellement des histoires et de nouvelles avenues pour les raconter.
- Enthousiasme et curiosité naturelle pour les soins de santé et la médecine.

Fonctions

- Élaborer et mettre en œuvre du matériel et des plans créatifs en communications pour les programmes de collecte de fonds, le travail de gérance et les relations avec les donateurs.
- Créer du contenu d'une qualité rédactionnelle exceptionnelle et gérer/exécuter le magazine semestriel, le rapport annuel, les publipostages directs et les programmes des loteries.
- Collaborer avec des fournisseurs de services externes de graphisme et d'imprimerie pour produire du matériel, y compris des brochures, des affiches, des invitations et des lettres de sollicitation et d'information.
- Contribuer à toutes les fonctions susmentionnées en créant du contenu qui raconte des histoires éveillant des émotions et mettant l'accent sur la capacité des donateurs à influencer sur les soins fournis aux patients avec compassion et la recherche médicale innovatrice.

Postulez dès maintenant!

La Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels.

La date limite pour présenter votre candidature est fixée au 19 avril 2017. Nous vous remercions de votre intérêt. Nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature est retenue pour une entrevue. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, une lettre de présentation et vos attentes salariales à :

Rita Groleau
Courriel : rgroleau@stbhf.org



Temps d'attente réduits. Meilleurs soins aux patients.

Au cours des 6 à 24 prochains mois, l'Office régional de la santé de Winnipeg apportera des modifications importantes à notre système de soins de santé.

Pour plus d'information sur le contenu et le moment des modifications, visitez le site Web guerirnotresystemedesante.ca

DÉFINITION D'UN FRANCOPHONE : LA POURSUITE DE LA SFM EST AJOURNÉE

Bonnes intentions à confirmer

La Société franco-manitobaine, qui cherche à élargir la définition d'un francophone utilisée par le Fédéral, a accepté d'ajourner sa cause en Cour fédérale. Motif : donner au gouvernement le temps de repenser son Règlement sur les langues officielles.

 Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

L'audience de la SFM était censée avoir lieu du 10 au 12 avril. L'ajournement a été demandé par Jody Wilson-Raybould, la ministre de la Justice et Procureure générale du Canada. La Cour

fédérale a accepté la demande, à laquelle a consenti la SFM.

Daniel Boucher, le président-directeur général de la SFM, présente le raisonnement qui a conduit au consentement de l'organisme :

« Notre poursuite remet en question la définition périmée d'un francophone, qui est toujours utilisée par le Fédéral dans son Règlement sur les langues

officielles. Pour le gouvernement, un francophone est une personne qui parle français, née d'une famille canadienne où les deux parents sont, eux aussi, des francophones. C'est exclure tous les immigrants, les familles exogames et les personnes pour qui le français est très important, même s'il s'agit d'une langue seconde.

« Nous croyons que cette définition n'est pas compatible



Archives La Liberté

Daniel Boucher : « On ne doute pas des intentions du gouvernement fédéral. Mais on voudra des résultats plus concrets avant d'abandonner l'idée d'une poursuite juridique. On ne lâche pas le marteau. »

avec la Loi sur les langues officielles ou encore les Articles 16 et 20 de la Charte canadienne des droits et libertés. Nous avons donc intenté une poursuite contre le Fédéral. Cette poursuite a été engagée sous l'ancien gouvernement, qui ne voyait pas la nécessité de revoir son Règlement. Or le 17 novembre 2016, Scott Brison, le président du Conseil du Trésor, a indiqué que le gouvernement Trudeau était ouvert à une possible révision et modernisation du Règlement. Plus récemment, des fonctionnaires ont précisé qu'ils allaient étudier la possibilité de tenir compte de l'importance de la vitalité des communautés francophones minoritaires. »

Daniel Boucher : « C'était pour nous une précision clé.

Sans pour autant écarter la possibilité de continuer la poursuite juridique, il nous a paru raisonnable d'accorder au Fédéral le temps de poursuivre son travail de réflexion. Si en bout de ligne une révision du Règlement permet d'élargir le bassin de gens qui vont recevoir des services fédéraux en français, tant mieux. Il sera peut-être possible de ne pas devoir aller en Cour fédérale. De toute façon on a toujours l'option de réenclencher la poursuite. Mais on n'est pas encore rendu au moment de trancher. »

Ce moment pourrait arriver en fin d'été, puisque les parties ont la responsabilité d'indiquer à la Cour fédérale l'état de leurs discussions avant le 29 septembre.



Nous vous offrons notre expertise en vous aidant avec une sélection de plusieurs styles et couleurs de portes basculantes, conçues pour votre maison, ferme ou entreprise.

Créez votre propre design de porte sur notre site web.

5 % de rabais sur mention de cette publicité.

DAVE MORNEAU Services 24 hrs

NORBERT PELLAND Ventes

Pour un service en français demandez Norbert Pelland.

1 800 667-3667 (24 hrs) • www.hanoverdoors.com • info@hanoverdoors.com

DÎNER-RENCONTRE

Ce que Rajotte mijote!

Date : le mercredi 19 avril 2017
Présentation : 43 ans d'entreprise : l'expérience de George Rajotte
Inscription : 11 h 45 à 13 h
Lieu : Club de golf Saint-Boniface, 100, rue Youville

Réservez dès maintenant!
0 \$ pour les membres ayant une adhésion avec repas
25 \$ pour les membres ayant une adhésion sans repas
40 \$ pour les non-membres*
*Les repas non honorés seront facturés.

Veuillez confirmer votre présence avant : le vendredi 14 avril 2017

Dîner commandité par :



L'achat local, c'est vital...

Communiquer avec nos membres pour tous vos besoins
Rassembler, desservir et promouvoir ses membres dérivant de la communauté d'affaires francophone, ainsi que ceux désirant œuvrer/communiquer en français à Saint-Boniface et aux environs.
204.235.1406 | info@ccfsb.mb.ca | www.ccfsb.mb.ca
twitter.com/ccfsbstboniface | www.facebook.com/ccfsbsaintboniface

D'autres acteurs engagés

La poursuite juridique de la SFM, déposée en Cour fédérale le 27 février 2015, n'est pas uniquement l'affaire des Manitobains.

Daniel Boucher explique : « En 2014, quand on a entamé notre poursuite, Graham Fraser, alors Commissaire aux langues officielles, estimait qu'il fallait revoir le Règlement du Fédéral. Par ailleurs, la Fédération des communautés francophones et acadienne suit de près le dossier. »

Depuis des années, l'ancienne sénatrice manitobaine Maria Chaput a tenté elle aussi d'élargir la définition d'un francophone, en faisant appel aux moyens législatifs pour tenter de modifier la partie IV de la Loi sur les langues officielles.

La plus récente tentative, le projet de loi S-209, appuyé par la sénatrice manitobaine Raymonde Gagné, a franchi l'étape de la deuxième lecture et a été référé au Comité des langues officielles. Vrouyr Makalian, un porte-parole de la sénatrice, précise que « la sénatrice Gagné évalue présentement ses options quant au projet de loi, suite à l'annonce du Fédéral au sujet de la révision du Règlement, et des pourparlers entre le gouvernement et la SFM. »

■ EN TOILE DE FOND DU BUDGET PROVINCIAL DU 11 AVRIL

« Au fond, la monnaie est une fiction! »

Alors que les Manitobains évaluent l’impact du budget provincial sur leur porte-monnaie, voici un entretien qui traite d’argent avec Michel Lagacé, économiste de formation.

Propos recueillis par
Bernard BOCQUEL

Voilà environ 9 000 ans en Mésopotamie, quelqu’un aurait inventé l’argent, une manière plus pratique d’échanger les biens. C’était une idée de génie?

Sans argent, limitées au troc, les civilisations d’hier et d’aujourd’hui ne pourraient pas exister. Il sert d’unité de

mesure, de moyen d’échange, et de réserve de valeur. Depuis longtemps, la monnaie comme tel ne vaut rien. Sa valeur provient du fait que tout le monde sait qu’elle sera acceptée comme mode de paiement.

Quand la monnaie frappée ne suffisait plus pour compléter une transaction, les grands commerçants ont répandu la pratique d’utiliser des lettres de change qui précisaient quels montants l’acheteur ou son

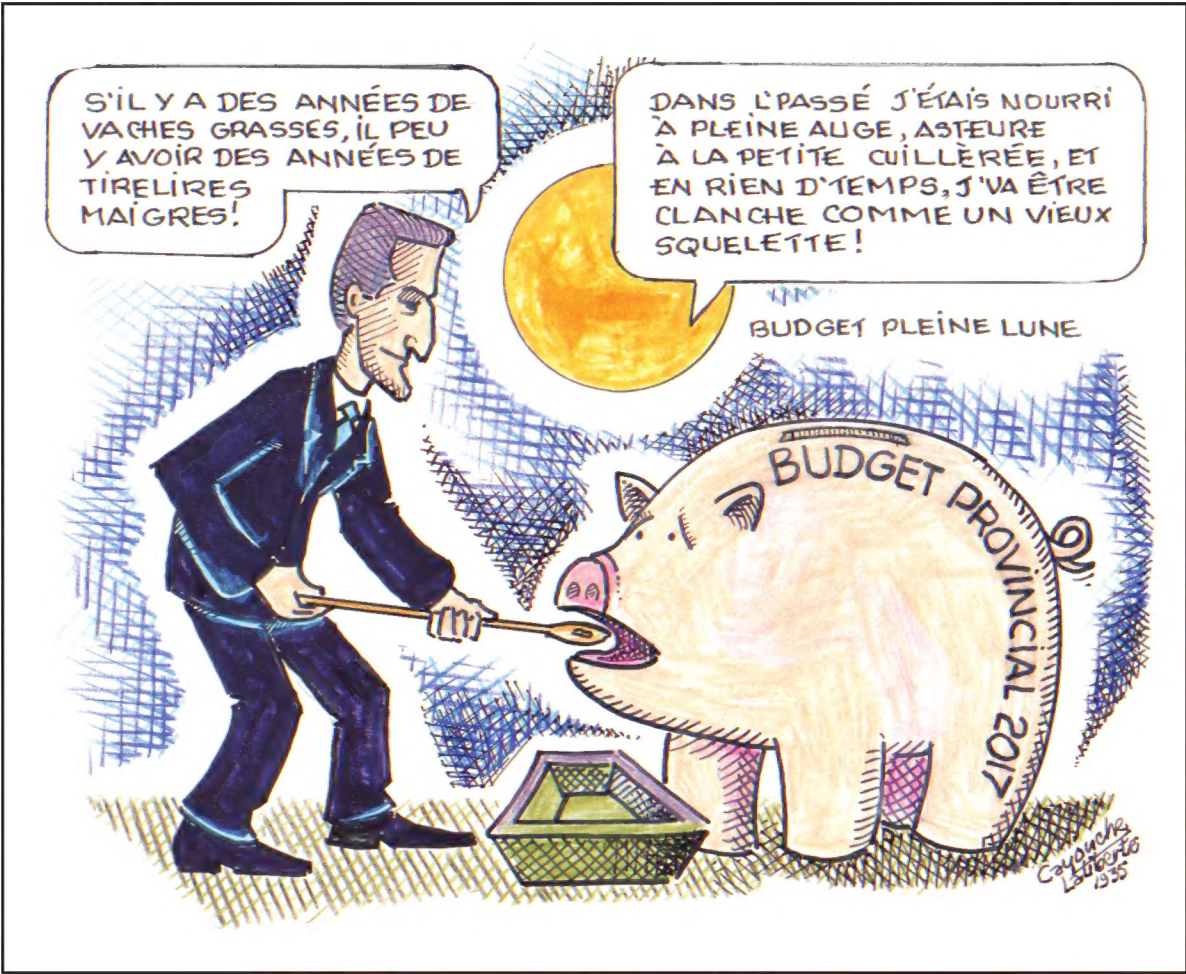


Illustration : Réal Bérard

La perspective de Cayouche sur le budget du gouvernement Pallister.

Signalez les demandes d'indemnisation frauduleuses



Conseils pour la conduite

La fraude peut prendre plusieurs formes

Dans le passé, la Société d'assurance publique du Manitoba a rencontré des assurés qui ont essayé de falsifier des demandes d'indemnisation, de truquer des accidents, de gonfler des demandes d'indemnisation authentiques et de faire de fausses déclarations sur des demandes d'assurance.

Nous vous protégeons

Nous nous sommes engagés à vous protéger contre le coût de la fraude à l'assurance. Les demandes d'indemnisation suspectes ou frauduleuses devraient être portées à l'attention de la Section des enquêtes spéciales à des fins d'examen et d'enquête.

Vous pouvez aider

Les Manitobains signalent environ 80 cas par mois. Leurs appels donnent lieu à de nombreuses enquêtes qui se traduisent par des économies importantes pour les payeurs de primes.

   l'extérieur de Winnipeg :
1 877 985-8477 (sans frais)
   Winnipeg :
204 985-8477
Courriel : tips@mpi.mb.ca



Société d'assurance publique du Manitoba

Visitez notre site Web pour obtenir d'autres conseils sur la conduite et apprendre comment réduire les risques d'accidents sur les routes du Manitoba.

mpi.mb.ca

banquier devait remettre au vendeur. Ces lettres pouvaient ensuite être utilisées par le vendeur pour payer ses propres créditeurs ou pour effectuer d’autres achats. Elles permettaient l’échange, sans qu’il soit nécessaire de transporter la monnaie sur de longues distances.

  a se crée comment, une monnaie? Mettons le dollar canadien...

Au fond, la monnaie est une fiction! Lorsque le gouvernement veut financer ses dépenses, il vend des obligations à la Banque du Canada ou aux institutions financières qui, en retour, créditent le compte du gouvernement avec de l’argent qui n’existait pas auparavant. Les institutions financières font la même chose quand elles accordent un prêt.

Si la banque centrale veut créer plus d’argent, elle achète des obligations des institutions financières. En diminuant les taux d’intérêt, cela encourage l’emprunt. C’est en gros ce qui a été fait pour contrer la crise financière de 2008 et la récession qui a suivi. Quand l’inflation menace, la banque centrale vend des obligations et “détruit” l’argent qu’elle reçoit en paiement de ces obligations.

Le plus gros casse-tête lié à une monnaie, semble être de garder sa valeur. Pourquoi est-ce si important, puisqu’un dollar faible nous permet de nous enrichir en exportant plus...

   l’intérieur du Canada, la

monnaie garde sa valeur tant que le taux d’inflation est très modeste. Il faut comprendre que le gouvernement ne contrôle plus directement la valeur du dollar canadien. Il laisse cette tâche au jeu de l’offre et de la demande. Par exemple, lorsque le dollar canadien vaut aussi peu que 65 cents américains, nos importations diminuent et nos exportations augmentent. Un taux de change si bas veut dire que notre pouvoir d’achat est faible aux   tats-Unis, mais il rend la vie plus facile aux exportateurs canadiens.

On a aussi parfois l’impression que l’inflation a du bon...

L’inflation favorise toujours les débiteurs! Ils paient leurs dettes avec de l’argent qui vaut moins que celui qu’ils ont emprunté. Mais en même temps, l’inflation réduit la valeur des avoirs des épargnants. L’inflation excessive mène à toutes sortes de distorsions dans l’économie et peut créer des tensions politiques importantes. On l’a vu en Allemagne durant la République de Weimar après la Grande Guerre.

Quelle est la raison principale qui nous oblige à prendre les déficits des gouvernements au sérieux? Laisser courir l’inflation en hyperinflation, c’est pas une bonne manière d’effacer une dette?

Les déficits des gouvernements deviennent sérieux quand les créditeurs commencent à douter de la

capacité d’un pays ou d’une province de rembourser ses créanciers. Au début des années 1990, on commençait à exprimer des doutes sur les finances publiques du Canada parce que le ratio entre la dette et le produit intérieur brut dépassait les 60 %. Le budget de 1995 a annoncé des coupures importantes dans les dépenses. Aujourd’hui ce ratio est de 31 %. Quand il dépasse les 150 %, comme en Gr  ce ou en Italie, les créanciers hésitent à prêter, les gouvernements coupent leurs dépenses, la décroissance économique s’aggrave et la population s’ag  te.

Certains politiciens prennent plaisir à suggérer une équivalence entre le budget d’un pays (ou d’une province) et le budget des ménages. La comparaison doit sûrement vous irriter...

C’est malheureusement un cliché qui nuit plus qu’il n’aide. Cette formule simpliste fait abstraction du fait que la capacité d’un gouvernement de financer sa dette dépasse de loin celle d’un ménage. Un gouvernement stable peut attirer les créanciers à des taux d’intérêt favorables. Il peut taxer la population et augmenter le prix de ses services. Tant que le ratio entre la dette et le produit intérieur brut est jugé raisonnable, les créanciers vont prêter de l’argent. De plus, un ménage a une durée de temps limitée à sa disposition pour payer ses dettes. Un gouvernement est essentiellement considéré comme intemporel.

TEMPS DE PRINTEMPS

■ CLAUDE DESROSIERS POUR UNE ULTIME SUCRERIE

« L'eau d'érable, c'est comme le lait »

Claude Desrosiers de McCreary produit du sirop d'érable depuis 1991. Pour le fermier laitier à la retraite, le retour du printemps appelle le temps des sucres.

Propos recueillis par
Daniel BAHUAUD

Mettez-nous dans l'atmosphère...

Si on voit un glaçon de sève se former lorsqu'on casse une petite branche d'érable, c'est le moment de s'activer. Pour que l'eau d'érable coule à flots, il faut qu'il gèle la nuit et que le mercure ne monte qu'à sept ou huit degrés le jour. Dès qu'on atteint les dix degrés, ça devient trop chaud. Depuis sept ou huit ans, la période idéale dure à peine cinq jours. Autrefois, le temps des sucres pouvait aller sur

une dizaine de jours, même s'éterniser sur deux semaines. Mais la transition entre l'hiver et le printemps est plus rapide. Le changement climatique est évident.

Vous êtes obligés de travailler vite...

Et quand on a 84 ans, ce n'est plus évident! Cette année, il y avait encore pas mal de neige dans les bois. Ma fille Solita et mon gendre Dan Hall m'ont donné un coup de main très apprécié. Dès le 26 mars, on se promenait d'arbre en arbre pour installer nos chalumeaux.

Des chalumeaux?

Ce sont des petits tuyaux en plastique qu'on enfonce d'un bon six centimètres dans l'arbre. On doit d'abord faire un trou avec une perceuse. Ensuite, à petits coups de marteau, on enfonce le tuyau. Après, on y suspend des cruches en plastique. L'eau d'érable coule tranquillement dedans.

Vous avez combien d'érables?

Plus de 600, sur six acres (2,4 hectares). Cette année, on a installé à peu près 300 chalumeaux. Dès le 28 mars, on a commencé la cueillette de la sève. Elle coulait bien. En peu de temps on a dû vider les cruches deux fois la même journée. Ça fait 300 litres en tout. Le 10 avril, on avait déjà collecté 2 100 litres. Et j'ai un gros arbre près de la maison qui a produit 60 litres! Pour faciliter la tâche, j'ai arrangé un sentier dans le bois. J'ai un tracteur qui tire une roulotte. Et sur la roulotte, il y a un baril de 850 litres. On verse l'eau d'érable dedans.

2 100 litres, ça donne combien de sirop?

C'est pas trop compliqué à calculer. D'abord, il faut que l'eau s'évapore jusqu'à ce qu'il ne reste que le sucre. La teneur en sucre de l'eau d'érable est d'environ deux pour cent. Parfois 2,5 %. Donc pour produire un litre de sirop, il faut 40 litres d'eau



photo : Gracieuseté famille Desrosiers

Claude Desrosiers : « La transition entre l'hiver et le printemps est plus rapide. Le changement climatique est évident. »

d'érable. Celle des premiers jours était faible. Un pour cent à peine. Alors pour faire un litre, ça a pris 60 litres de sève.

Ça en fait, de l'évaporation!

Quand j'ai commencé en 1991, je faisais évaporer l'eau dans des barils coupés en deux, chauffés au bois. C'était pénible! Surtout qu'il faut agir rapidement. L'eau d'érable, c'est comme le lait. Elle se gaspille rapidement. En 1994, j'ai acheté un évaporateur fabriqué au Québec. Il a six pieds de long. Dans un premier compartiment, de deux pieds par quatre pieds, on procède à une première ébullition, où le gros de l'eau est évaporé. Ensuite, l'eau se rend dans un deuxième compartiment, là où la concentration va vraiment se faire. Quand le mélange s'épaissit et qu'il a 104 degrés, c'est le temps de vérifier la teneur en sucre avec un hydromètre spécial. La norme canadienne dicte que le sirop doit contenir 66 % de sucre.

Et votre rendement est donc de...

À peu près 45 litres. Dans des meilleures années, j'ai facilement

pu produire 150 litres. En 2005, ma pire année, j'ai produit 50 litres. Mais ça, c'était avec deux fois plus de chalumeaux.

Je vends surtout le sirop. Mais je fais aussi du beurre d'érable et de la gelée d'érable, qu'on peut tartiner sur ses toasts le matin.

Et votre sirop est vendu localement...

Oui, au magasin général de McCreary. Mais aussi à Winnipeg, à La Fourche chez Almond Tree, au Musée de Saint-Boniface et à l'épicerie De Luca sur la Portage. Il porte le nom de Yummy Stuff. Dans des dégustations à l'aveugle, mon sirop a été favorablement comparé aux sirops québécois.

Et pourtant, vous dites que c'est votre dernière année...

Oui, vraiment le travail est rendu trop difficile. Ce qui va me manquer, c'est le temps passé avec mes enfants. Mes filles venaient souvent m'aider. Mon fils à Montréal a aussi entrepris le voyage du Québec pour m'aider. Les moments passés ensemble au temps des sucres resteront pour moi des moments incroyables.

« dialogues »
Le recteur présente la série Dialogues

Militante pour les droits des francophones, passionnée de sa communauté, Maria Chaput devient en décembre 2002 la première franco-manitobaine à siéger au Sénat du Parlement canadien, et plus tard en 2011, la première femme de l'Ouest canadien à être nommée Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, la plus haute décoration honorifique française.

Cette saison, le recteur reçoit l'honorable Maria Chaput, ex-sénatrice, sous le thème de : Le bilinguisme au Canada.

Jeudi 27 avril 2017 | 17 h
Centre étudiant Étienne-Gaboury (2^e étage)
Université de Saint-Boniface

Entrée libre. Un goûter et du vin seront offerts!



Dans une ambiance décontractée se tient chaque saison une conversation informelle sur un sujet d'intérêt en compagnie d'une invitée ou d'un invité de marque.

Université de Saint-Boniface
Une éducation supérieure depuis 1818

ustboniface.ca

Twitter Facebook YouTube Instagram /ustboniface

MG MONK GOODWIN S.R.L.
AVOCATS ET NOTAIRES

Solutions Stratégie Succès

MICHEL L.J. CHARTIER
SCOTT A. LANCASTER

Services juridiques dans les domaines suivants:

- Administratif
- Faillite et insolvabilité
- Affaires
- Immobilier et construction
- Assurances
- Litige
- Bancaire
- Successions
- Blessures corporelles
- Travail

800 - 444, AVENUE ST-MARY
WINNIPEG (MANITOBA)
R3C 3T1
Tél. : (204) 956-1060
www.monkgoodwin.com



IMAGINATION
INNOVATION
ESPRIT ENTREPRENEURIAL

Révolutionner le monde de l’aviculture

Établie depuis le septembre 2016, **Ukkö Robotics** est une entreprise qui se spécialise en poulaillers robotiques. Les deux jeunes ingénieurs qui en sont à l’origine, Daniel Badiou et Katrina Jean-Laflamme, désirent profiter de la Fosse aux lions pour promouvoir leur produit, unique au Manitoba.

Cela fait deux ans que Daniel Badiou et Katrina Jean-Laflamme travaillent sur le projet d’Ukkö Robotics. « Cela n’a jamais été inventé auparavant. Nous sommes les premiers à lancer une machine entièrement autonome, capable de se déplacer seule. J’ai donc déposé un brevet sur cette technologie. »

Daniel Badiou a grandi dans une ferme laitière, au Manitoba, et a toujours voulu rester dans le domaine. « Ma grand-mère élevait ses propres poulets lorsque j’étais jeune. J’ai toujours voulu en élever moi-même. Après mes études, je me suis dit, pourquoi pas faire un poulailler que l’on peut lever et déplacer, robotisé au point d’être autonome. »

Daniel Badiou s’est alors consacré à l’élaboration du prototype. L’objectif était de créer un produit à temps pour pouvoir le tester durant l’été. L’année suivante, il a bâti un meilleur prototype, aujourd’hui en place et opérationnel à Notre-Dame-de-Lourdes.

L’ingénieur manitobain a fait ses études en génie mécanique à l’école Polytechnique de Montréal. C’est là-bas qu’il a rencontré Katrina Jean-Laflamme. Originaire de la capitale québécoise, elle est aujourd’hui partenaire à la tête d’Ukkö Robotics, le premier poulailler automatisé au Manitoba, une grande innovation dans le domaine de l’aviculture dans la province.

Avec leur participation à la Fosse aux lions, les créateurs d’Ukkö Robotics souhaitent rendre accessible leur vision de l’élevage en pâturage.



photo : Marcel Druwé

Les finalistes de la Fosse aux Lions 2017, Daniel Badiou et Katrina Jean-Laflamme.

Un air d’océan au Manitoba

Derrick et Lyndon Jameson sont frères et partenaires. À la tête de **Jameson Saltwater Ecosystems**, ils œuvrent dans le milieu de l’aquaculture en proposant une gamme révolutionnaire d’écosystèmes d’eau de mer. Grâce à la Fosse aux lions, ils espèrent accomplir de nombreux projets d’avenir pour leur entreprise.

Le nom de leur magasin en dit long : « **Into the Blue** ». Ce lieu est ouvert à tous, aux amateurs tout comme aux experts de la vie marine. « On offre plusieurs services, mais ce que l’on fait principalement, c’est aider, guider et vendre des produits pour ceux qui désirent des aquariums d’eau de mer », explique Derrick Jameson.

La vie marine, pour les frères Jameson, c’est une histoire d’enfance. C’est après avoir visité l’Aquarium de Vancouver qu’ils ont commencé à vivre leur passion et ont créé leur propre aquarium d’eau douce, à l’âge de 13 ans. Ensuite tout deux devenus biologistes, ils concentrent leur travail sur le développement et la multiplication de coraux de types mous, durs, d’invertébrés et de poissons. « Notre priorité est d’utiliser des techniques bénéfiques pour la santé du poisson. » C’est pourquoi les frères Jameson sélectionnent avec précaution leurs fournisseurs.

Plus qu’un point de vente ou de consultation, Into the Blue est d’ailleurs la seule entreprise à Winnipeg qui se focalise sur l’aspect durable de l’aquaculture.

« C’est le moyen de partager notre passion, mais aussi d’établir une relation avec les jeunes et d’ouvrir le dialogue, précise Derrick Jameson. On désire changer l’attitude du public envers ce commerce. C’est très important, car avec tous les changements récents dans le domaine, les animaux sont en péril. »

En participant à la Fosse aux lions, Derrick et Lyndon Jameson aimeraient aller de l’avant. « On aimerait faire davantage d’élevage, et pourquoi pas aussi participer à la recherche au Manitoba pour l’avenir de l’aquaculture. »



photo : Marcel Druwé

Les finalistes de la Fosse aux Lions 2017, Derrick et Lyndon Jameson.

Fosse aux lions 2017 - 6^e édition

Grande finale au Centre étudiant de l’USB

le mercredi 26 avril à 18 h 30

Des prix compétitifs pour vos vitres et pare-brises



Glass Lab est une entreprise familiale dirigée par deux cousins : Jean-Marc Champagne-Brunet et Guy Champagne. L'entreprise qui a vu le jour en 2013, se spécialise dans la vente et l'installation de vitres et pare-brises pour voiture. La Fosse aux lions est une étape importante pour l'entreprise en expansion.

Ce qui démarque Glass Lab des autres entreprises, c'est qu'elle a son propre stock de pare-brises et de verre. Cela permet donc aux clients de faire des économies. « Un de nos points forts est notre service et la qualité de celui-ci. Mais surtout, au niveau des prix, nous sommes très compétitifs, contrairement aux autres entreprises qui passent par des grossistes. »

Jean-Marc Champagne-Brunet a d'abord travaillé dans le domaine du marketing. Diplômé de l'Universitaire de Saint-Boniface en 2008, il n'avait aucune expérience dans le secteur des vitres et pare-brises, mais cela ne l'a pas arrêté. « On a vu une opportunité sur le marché qu'on ne pouvait pas manquer. Évidemment, il y a eu une phase importante d'apprentissage. Après beaucoup de travail, on a réussi à faire notre place sur le marché et à être reconnus. »

Guy Champagne a quant à lui vécu à Calgary durant plus de 20 ans. Lorsqu'il a décidé de revenir à Winnipeg pour être plus proche de sa famille, les cousins se sont alliés. Autour de cette idée commune, ils ont fondé Glass Lab. Aujourd'hui, ils sont cinq employés à temps plein et ils espèrent doubler leur effectif dans l'année.

L'entreprise propose de la marchandise, mais pas seulement. Un autre aspect important de leurs services est la réclamation d'assurance. « Lorsque quelqu'un casse son pare-brise, nous sommes présents pour les aider et les guider dans les démarches d'assurance. Que ce soit pour les particuliers, les garagistes ou concessionnaires de voitures, on offre un service complètement mobile. »



photo : Marcel Druvé

Le finaliste de la Fosse aux Lions 2017, Jean-Marc Champagne-Brunet.

Pour l'amour et l'art de la brasserie

Depuis toujours, Matthew Sabourin rêve d'avoir sa propre brasserie. Aujourd'hui, le rêve a laissé place à la réalité avec **Nonsuch Brewery Co.** En participant à la Fosse aux lions, il espère partager avec les Manitobains son expertise des bières de style européen.

« Cela fait très longtemps que l'industrie de la bière m'intéresse et que ce projet me trotte dans la tête », indique le natif de Saint-Jean-Baptiste. C'est par pur plaisir qu'il a commencé à fabriquer sa propre bière, à la maison, et de fil en aiguille il a tissé des liens avec la communauté d'amateurs de bière au Manitoba. « J'ai réalisé que c'était très difficile de faire de la bonne bière. Mais je ne me suis pas découragé, et en parlant de ce projet autour de moi, j'ai fini par avoir le courage de me lancer! »

C'est en septembre 2015 que le projet est devenu réalité. Aujourd'hui, derrière Nonsuch Brewery Co. se cache une équipe de quatre amis : Matthew Sabourin, Marc Borowski, Ben Myers et Tyler Johnston. « Je n'ai jamais eu l'ambition d'être le brasseur, alors je me charge de la direction et de la vision de Nonsuch. Je pense avoir trouvé la bonne stratégie pour travailler dans cette industrie. »

Matthew Sabourin spécialise sa production de bière dans le style européen, surtout le type belge. Pour partager ses nombreuses variantes de bières artisanales, la brasserie Nonsuch sera située au cœur du centre-ville de Winnipeg.

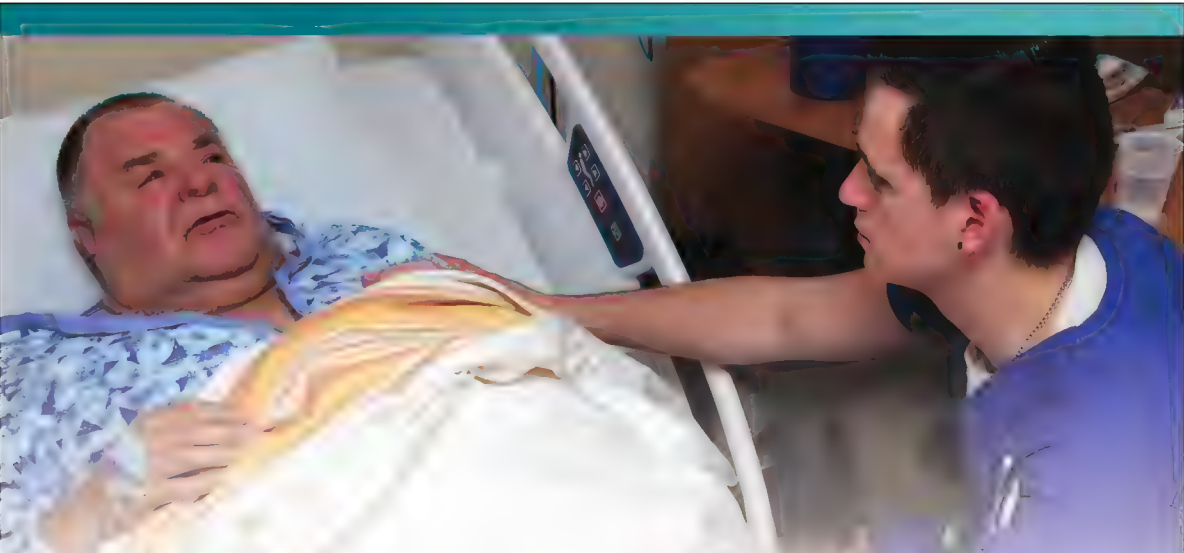
Salon de dégustation mais aussi point de vente de bière et de marchandise, ce point de rendez-vous est une manière pour Matthew Sabourin d'offrir un produit unique artisanal et de qualité, mais pas seulement. « Pour nous, participer à la Fosse aux lions c'est l'opportunité de se faire connaître de la communauté francophone. Mon héritage francophone est très important pour moi, et développer une relation avec ma communauté l'est tout autant. »



photo : Marcel Druvé

Le finaliste de la Fosse aux Lions 2017, Matthew Sabourin.

Un merci chaleureux à nos généreux partenaires. Votre appui est fort apprécié. Ensemble, nous avons réussi à produire une activité phénoménale!



Les soins aux patients et l'importance de l'environnement

L'aide-soignant Daniel Massicotte prend soin d'un patient.

Au Manitoba, 43 % de la population a un membre de sa famille ou un proche atteint de démence.* Selon l'Organisation mondiale de la santé, le nombre de personnes atteintes de démence devrait doubler à l'échelle mondiale, d'ici 2030.

La démence est associée au déclin de la capacité d'une personne à vaquer à ses activités quotidiennes. La maladie se développe progressivement et peut entraîner d'importants problèmes de mémoire, une perte de mobilité et des comportements inusités, comme l'agressivité. Dans certaines situations, les personnes peuvent représenter une menace pour elles-mêmes et pour les personnes qui les entourent. Au fur et à mesure que la maladie évolue et que la santé décline, les patients peuvent devoir être hospitalisés. Certains peuvent éventuellement devoir être placés dans un établissement de soins de longue durée.

« Pour les patients atteints de démence, l'admission à l'hôpital et le déménagement soudain dans un nouvel environnement peuvent déclencher d'autres changements comportementaux, explique Jason Hillier, directeur du Programme de médecine familiale, de réadaptation gériatrique et de soins palliatifs. Ils peuvent involontairement se faire du mal ou s'en prendre à d'autres personnes. »

Pour faciliter les soins à ces patients, l'équipe soignante peut désigner des membres du personnel pour s'occuper des soins continus, faire de la surveillance personnalisée et observer les patients de près. « Les soins constants nous permettent d'observer initialement les patients dans leur nouvel environnement. Toutefois, l'équipe ne croit pas que cela aide les patients à s'adapter à

leur nouveau milieu », ajoute M. Hillier. Pour faciliter les choses, une équipe de professionnels de la santé a entrepris une démarche pour mieux comprendre les patients et leurs besoins.

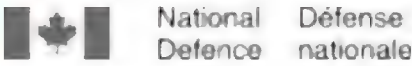
Avec le déclin des capacités cognitives, l'environnement peut avoir un effet déterminant sur le comportement. Il est donc important de comprendre et de personnaliser les soins fournis aux patients atteints de démence durant leur hospitalisation.

Les membres de l'équipe de médecine familiale ont alors essayé un projet appelé « Apprendre à vous connaître ». Ils ont commencé par rencontrer la famille d'un patient. Grâce à une série de questions, ils ont pu déterminer ce que ce patient aimait, n'aimait pas, ce qui le rendait heureux, ce qui le rendait triste ou fâché et ce qu'il aimait faire. Ces renseignements ont aidé l'équipe à concevoir un plan personnalisé pour stimuler l'esprit du patient et restreindre les comportements inusités.

« Nous avons commencé avec une idée simple, soit de faire participer les patients à des activités, par exemple, jouer aux cartes, écouter de la musique ou faire une promenade. Il s'agissait de trouver une activité qui leur plaisait. Nous voulions que le personnel apprenne à connaître les patients en tant que personnes pour découvrir qui ils sont et ce qui pouvait déclencher des comportements différents. En fin de compte, nous voulons que les patients et les membres de l'équipe soignante se sentent à l'aise afin de réduire l'anxiété et la crainte face à un nouvel environnement, sans devoir recourir à la médication. Nous voulons simplement mieux connaître nos patients pour mieux les soigner », précise M. Hillier.

*Source: www.alzheimer.mb.ca

 **Hôpital St-Boniface Hospital**
FONDATION • FOUNDATION
409, av. Taché, bureau C1026
Winnipeg (Manitoba) Canada R2H 2A6
Tél. 204-237-2067 Téléc. 204-231-0041



AVERTISSEMENT POLYGONES DE TIR DE SHILO

Des tirs de jour et de nuit seront effectués aux polygones de tir de Shilo jusqu'à nouvel ordre.

Les polygones de tir sont des terrains sous le contrôle du MDN situés à environ 32 km au sud-est de Brandon et au nord de la rivière Assiniboine dans les cantons 7, 8 et 9; polygone 14 OMP, cantons 8, 9 et 10; polygones 15 et 16 OMP et cantons 9 et 10; polygone 17 OMP, dans la Province du Manitoba. Au besoin, une description détaillée de la propriété de Shilo peut être obtenue du Bureau du génie construction de la Base des Forces canadiennes Shilo.

Toutes les limites, voies d'accès, routes et sentiers menant aux polygones sont clairement marqués et ornés d'écriteaux d'ACCÈS INTERDIT. La chasse est dorénavant interdite aux polygones de tir de Shilo.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs similaires et leurs enveloppes peuvent causer des blessures ou entraîner la mort. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez être un explosif, signalez-le à la police locale, qui prendra les mesures nécessaires pour l'éliminer.

Aucune personne non autorisée ne peut entrer dans ce secteur où tout accès est strictement interdit.

Par ordre du Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

Ottawa, Canada
17630-77



5520695



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Conseillère/conseiller pédagogique

Type d'emploi : Régulier à temps plein
Ministère : Éducation et Formation Manitoba
Numéro de l'annonce : 32818
Date de clôture : le 24 avril 2017
Échelle de salaire : 71,605 \$ à 90,821 \$ par année

Le gouvernement du Manitoba reconnaît l'importance de bâtir une fonction publique exemplaire et inclusive qui est représentative de la population qu'elle sert. Nous encourageons les candidats à déclarer sur leur lettre d'accompagnement, curriculum vitae ou demande d'emploi s'ils (si elles) font partie d'un des groupes suivants : femmes, les Autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

La Direction du développement et de l'implantation des programmes (DDIP), une des quatre directions du Bureau de l'éducation française (BEF), possède deux mandats principaux. D'une part, elle est responsable de l'élaboration des programmes d'études relatifs à l'éducation française. D'autre part, elle est responsable d'appuyer, de faciliter et de soutenir l'implantation des documents curriculaires qui servent à guider l'apprentissage des élèves.

En tant que membre de l'équipe du Bureau de l'éducation française (BEF), la personne retenue sera responsable de développer, réviser et assurer la mise en œuvre de programmes d'études, d'outils d'évaluation et de ressources connexes destinés au milieu scolaire. Elle représentera le BEF et le Ministère en travaillant avec des partenaires et des intervenants du milieu français langue première et du français langue seconde sur des projets et dossiers portant sur les priorités communes. La personne retenue devra élaborer un plan d'action, respecter les échéances et gérer le budget de fonctionnement des projets dont elle est responsable. De plus, elle sera responsable de toutes autres fonctions qui lui seront confiées.

Veillez visiter le site web www.manitoba.ca/govjobs pour connaître la liste complète des qualités requises, fonctions et conditions d'emploi.

Présentez votre demande à l'adresse suivante :

Numéro de l'Annonce : 32818
Commission de la fonction publique
Service des ressources humaines
330, avenue Portage, salle 608
Winnipeg (Manitoba) R3C 0C4
Téléphone : 204 945-4394
Télécopieur : 204 948-2193
Courriel : govjobs@gov.mb.ca

Votre lettre d'accompagnement, votre curriculum vitae et/ou votre formulaire de candidature doivent clairement démontrer comment vous répondez aux critères du poste.

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton << Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Personnes. Mission. Progrès.



VOUS AVEZ DES ÉVÈNEMENTS À SIGNALER?

Appelez Bernard Bocquel
ou Daniel Bahuaud
au 204 237-4823.



■ QUAND ON VEUT APPRENDRE LE FRANÇAIS À L'ÂGE ADULTE

Tout sur la méthode Hartane

Depuis même pas un an, Sidi Hartane enseigne le français langue seconde aux adultes, notamment à des fonctionnaires fédéraux. Il a mis en place sa propre méthode pour développer les compétences de ses étudiants. Son secret : « Une application systématique du gros bon sens ».

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Dans sa vie, Sidi Hartane a été entre autres professeur universitaire et consultant en planification financière. (1) En bon nomade, l'immigrant d'origine mauritanienne relève un nouveau défi professionnel. Il s'emploie à développer aussi rapidement que possible la capacité, chez ses étudiants anglophones, de parler et d'écrire un français.

« J'ai fait appel à mon expérience d'autodidacte. Dans la vie, pour survivre, j'ai souvent été appelé à étudier et absorber des dossiers dans un temps très court.

J'ai 59 ans. Déjà très jeune, j'ai développé en moi la capacité d'aller à l'essentiel. Quand j'en fais appel, je réussis. »

Notamment en 2014 et 2015, lorsqu'il a appris l'anglais en s'inscrivant au programme de formation pour enseignants au Red River Community College. « Je me suis dit : *Si tu veux apprendre un sujet, enseigne-le*. En principe, c'est un cours à mi-temps échelonné sur trois ans. J'ai eu le culot de demander à la direction si je pouvais le compléter en dix mois. On m'a dit oui. J'ai obtenu mon diplôme avec une mention honorable. »

Sidi Hartane estime que pour assurer la réussite de ses étudiants, il faut d'abord et avant tout inculquer

à ses étudiants le même esprit de confiance qui l'habite.

« C'est la clé. Dès qu'un adulte a confiance en sa capacité de réussir, il pourra aller droit au but. Pourvu que son but soit clairement énoncé. Que je suis devant une vingtaine d'apprenants ou dans une situation d'enseignement personnalisé, ma première question est toujours la même : *Quel objectif voulez-vous atteindre en apprenant le français?* Si on me répond : *J'ai toujours voulu apprendre le français*, je sais que l'apprenant éprouvera de la difficulté. Le vague ne conduit pas à l'apprentissage rapide. Pour réussir, il faut plutôt une cible précise. Comme par exemple : *Je veux lire ce roman de Gabrielle-Roy*. Ou encore *Je veux passer mon test de compétences en français pour obtenir un meilleur poste au Fédéral*. Ça, c'est une bonne motivation. Ça, ça marche! »

Une fois l'objectif clairement énoncé, Sidi Hartane met son programme en route. « La langue est un moyen de communiquer. Et pour communiquer, il faut avoir les mots. C'est 75 % du travail. Alors je commence par aider les étudiants à construire un vocabulaire. De façon systématique, suivie, et régulière. À chaque leçon, je demande à l'apprenant de me chercher trois à cinq mots et de me construire une phrase. Les étudiants ont constamment le nez dans le dictionnaire.

« Bien sûr, même avec plus de mots, il faut des éléments de grammaire. En construisant des phrases, quelqu'un qui apprend une langue constatera qu'il y a des trous dans ses connaissances grammaticales. Je fournis ce qu'il faut pour bien construire les phrases. »

Autre étape essentielle : avoir des modèles à suivre. « Les étudiants doivent lire systéma-

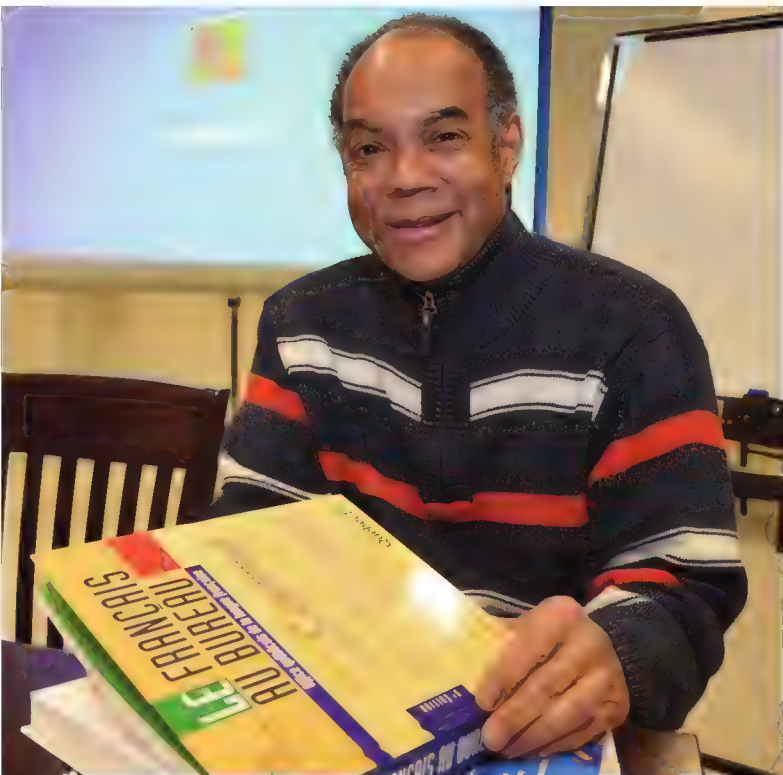


photo : Daniel Bahaud

Sidi Hartane : « Mon approche est fondamentalement simple. Mais elle exige une application systématique des concepts appris et un travail ardu. »

tiquement un livre. Au complet. Pour avoir des exemples de phrases bien construites, pour avoir plus de vocabulaire et pour s'imprégner de l'esprit de la langue.

« Ensuite, il faut résumer en une phrase chaque paragraphe. C'est du travail. Je suis exigeant. Mais en peu de temps, l'apprenant peut résumer un chapitre entier. Sa compréhension aura été développée. Et sa capacité d'écrire aussi. En peu de temps. »

Pour développer le français parlé, les étudiants lisent à tour de rôle leurs résumés de paragraphes et de chapitres. Et ils sont filmés. « Comme ça, ils peuvent se voir et s'entendre. Ils apprennent à se corriger et à réduire les problèmes d'hésitation dans leur débit. Je rappelle aussi souvent aux apprenants qu'on est là pour faire des erreurs et les corriger. Je leur rappelle que c'est en commettant des erreurs et en me reprenant systématiquement que j'ai appris l'anglais. Et que je continue à développer ma connaissance de cette langue. »

Pour assurer une plus grande confiance, Sidi Hartane organise des exercices oraux, où ses étudiants pratiquent des conversations téléphoniques, lisent des textes et répondent à voix haute à des questions de compréhension, ou encore s'exercent à des analyses de situations typiques du milieu de travail.

« Je ne veux pas des perroquets. Les étudiants sont en situation de communication. Ils peuvent poser des questions d'éclaircissement, d'analyse et de compréhension. Ils font appel à la logique, en définissant des concepts, en fournissant des exemples et en tenant compte du contexte de la conversation. Ils sont les maîtres d'œuvre de l'épreuve qu'ils devront subir. Même en situation d'examen oral. Ça donne énormément confiance. »

(1) Le parcours de Sidi Hartane a fait partie de la série LE DÉFI D'IMMIGRER, paru à la page 7 de *La Liberté* du 26 août 2015.

Joignez-vous à la banque des releveurs de défis

BDC, la Banque de développement du Canada, la seule institution financière qui s'investit exclusivement auprès des entrepreneurs, et fière d'être parmi les 100 meilleurs employeurs canadiens pour la 11^e année consécutive, est à la recherche d'un(e)

DIRECTEUR/TRICE PRINCIPAL/E, RÉDACTION DES PRÊTS (BILINGUE) – Winnipeg

Chaque jour, vous contribuerez à la croissance des entrepreneurs prometteurs en partenariat avec une équipe solide. Vous analyserez et ferez des recherches adéquates, exercerez une diligence raisonnable et élaborerez des conditions, des taux, des modalités de remboursement et des engagements appropriés, en veillant à ce qu'une analyse du crédit détaillée soit effectuée, à l'application de saines pratiques de gestion de comptes. Vous assurerez la liaison entre les partenaires internes au moment de structurer la transaction afin de veiller au respect des politiques et des procédures. Finalement, votre but étant de développer des solutions bénéfiques à tous, au client et à BDC.

- Vous êtes la personne idéale si vous :**
- possédez un baccalauréat en commerce ou en administration des affaires,
 - possédez un minimum de 3 à 5 années d'expérience pertinente,
 - possédez une expérience en rédaction de prêt,
 - avez un jugement sûr en matière de crédit,
 - possédez une connaissance poussée des politiques et des pratiques dans ce domaine.

Le bilinguisme est essentiel
Joignez-vous à la banque des releveurs de défis!

Pour de plus amples informations et pour postuler, visitez le **www.bdc.ca/carrieres** (numéro d'emploi 58297)

La BDC encourage la diversité au sein de son équipe et invite toutes les personnes ayant les compétences recherchées à poser leur candidature.



« Je n'ai plus peur! »

Marilyn Peckett, la directrice de l'unité de gestion du Manitoba de Parcs Canada, lance sans hésiter : « Sidi Hartane m'a donné la confiance de parler en français. Je connais bien mon français écrit. Mais je le parlais avec beaucoup d'hésitation. Sidi est systématique. Il m'a proposé toutes sortes de scénarios de dialogues. Et il m'a filmée sur son téléphone. »

« Sur le coup, c'était intimidant. Et un peu décourageant. Mais j'ai pu voir et comprendre pourquoi et quand j'hésitais. À force de pratiquer ensemble, ma confiance a été rehaussée. »

Megan Maxwell, également employée de Parcs Canada, suit un cours de Sidi Hartane depuis septembre 2016 : « Sidi est exigeant. Il insiste beaucoup sur le vocabulaire. J'apprends constamment. Et pour bien renforcer la leçon, ma collègue Jennifer Burnell et moi avons été tout de suite placées dans des situations de communication. Maintenant, avec des collègues du Québec, je réponds tout de suite en français. Je n'ai plus peur! Je n'hésite plus. »

« J'ai fait l'immersion française, mais ce n'est qu'avec Sidi qu'une lumière s'est finalement allumée en moi. Pour la première fois, j'apprécie le français comme langue porteuse de culture. Je lis présentement les *Mémoires* d'Adrienne Clarkson en français. Elle parle de sa découverte de la richesse de la langue française après ses années d'étude. J'ai vécu le même déclin! »

ROLAND STRINGER DANS...

Voulons-nous du culturel ou du fast-food?

En septembre 2016, la ministre Mélanie Joly a lancé des consultations portant sur le contenu canadien dans un monde numérique. Un rapport est maintenant disponible en ligne sur le site de Patrimoine canadien.

La Liberté s’est entretenue avec Roland Stringer, le président fondateur de La Montagne secrète, pour savoir ce qu’il pense du rapport de consultation. Et en particulier sur la manière dont il croit que le gouvernement devrait soutenir l’économie créative du Canada.

Propos recueillis par
Bernard BOCQUEL

Vos débuts professionnels dans les arts remontent aux années 1980 lorsque vous étiez le gérant du groupe Hart-Rouge au Manitoba. Vous avez connu par la suite un immense succès au Québec et en France avec Carmen Campagne et, en 2000, vous avez fondé La

Montagne secrète. Parlez-nous de cette maison d’édition jeunesse qui compte parmi ses collaborateurs Gilles Vigneault, Daniel Lavoie, Ariane Moffatt et Fred Pellerin.

La Montagne secrète occupe depuis ses débuts une niche au sein de l’édition littéraire canadienne. Nous avons adopté une politique éditoriale originale qui propose des contes pour enfants émaillés de chansons.

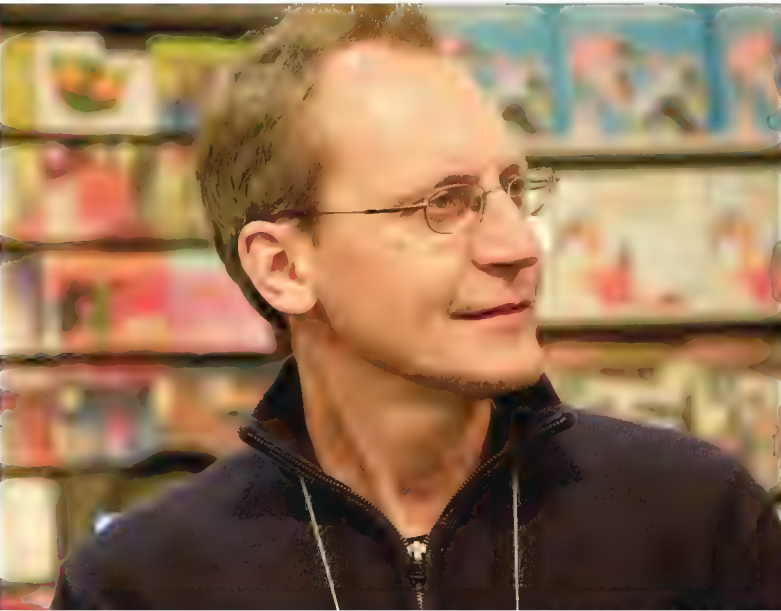


photo : Gracieuseté Roland Stringer
Roland Stringer, lors d’un des fréquents évènements publics auxquels il participe. En novembre 2016, il était à la foire du livre jeunesse de Shanghai.

Nous croyons que l’enfant « entre en littérature » d’abord par l’écoute de nos contes narrés et les chansons enregistrées. Ensuite en regardant les illustrations, et finalement par la lecture du récit.

Croyez-vous que cette démarche qui fait appel aux talents d’auteurs, de comédiens, d’illustrateurs et de musiciens vous a permis d’aborder au mieux les nouvelles technologies?

Dès le début, nous avons adopté une attitude très positive vis-à-vis du numérique. Le premier livre-disque que nous avons publié, *Un trésor dans mon jardin*, proposait un disque avec non seulement des enregistrements de chansons, mais aussi un fichier PDF imprimable qui reprenait tout le contenu du livre, les textes comme les illustrations. C’était du jamais vu dans l’industrie du livre. Par la suite, nous avons été parmi les premières entreprises québécoises du disque à vendre des téléchargements sur iTunes. Et plus récemment, nous avons beaucoup investi dans la création d’une collection d’appli-

cations et de livres numériques enrichis pour iPad.

Le rapport de consultation présenté au public à la fin de février a dû tout particulièrement vous intéresser...

C’est une étape qui s’imposait avant que le gouvernement retrouve ses manches et s’attaque aux vrais problèmes. Les gens qui œuvrent en culture connaissent déjà l’envergure du tsunami numérique. Le défi aujourd’hui pour le gouvernement, c’est de vite trouver les bonnes solutions. Partout dans le monde, les entrepreneurs culturels ont sonné l’alarme. Aux politiques maintenant de prendre la bête par les cornes. La culture canadienne en dépend.

La culture canadienne est menacée à ce point-là?

Disons que c’est plus facile et surtout plus rentable pour les Apple et Amazon de la planète d’éviter complètement les contenus culturels pour nous proposer du simple divertissement javellisé et anodin qui coûte moins cher à produire. C’est la première question qu’il

faut se poser : *Voulons-nous du culturel ou du fast-food?*

Pourtant, le numérique offre tant de possibilités. Devant son écran, on peut faire le tour du monde, découvrir et partager toutes les merveilles de la planète.

Justement! Il y a une occasion en or pour faire voyager nos contenus à travers le monde, et aussi découvrir ceux des autres pays. C’est la raison pour laquelle il faut agir au plus vite. Il faut mettre les nouvelles technologies au service de nos créateurs, et non nos créateurs au service de la technologie.

La musique a été le premier volet créatif à être absorbé par le numérique. Il y a des leçons à tirer de cette expérience. À l’arrivée de la plateforme de transfert de fichiers Napster en 2000, la musique a subi une transformation profonde. Aujourd’hui, on peut affirmer que l’art musical est totalement dématérialisé.

La fermeture récente de la chaîne HMV au Canada? Le dernier clou dans le cercueil du disque compact! En plus, l’achat de téléchargements, sur iTunes par exemple, est en perte de vitesse. Force est de constater que bientôt nous allons tous être abonnés à un service d’écoute de musique diffusée en continu, genre Spotify.

En ce moment, ce service verse à peu près 7 \$ en droits lorsqu’une chanson est écoutée mille fois.

Le grand tube international de Led Zeppelin *Stairway to Heaven* compte présentement cent millions de passages, ce qui représente à peu près 700 000 \$ en revenus pour l’auteur-compositeur et le producteur.

Suite en page A15



Le 100 Nons fait un appel de candidatures pour le poste de **COORDINATEUR(TRICE) DE L'ADMINISTRATION**

Superviseur immédiat : Directeur(trice) de la programmation

Salaire : Selon éducation et expérience

Survol du poste :

Assurer les activités à caractère administratif. Rechercher des fonds (commanditaires et demandes de subventions). Mettre en œuvre des procédures administratives, faire des analyses d’opérations administratives. Gérer la série complète de livres, tenir les registres de comptes. Ce poste est un temps partiel à 80 %.

Fonctions principales :

- effectuer des activités de caractère administratif, par exemple faire la recherche de commanditaires pour les programmes et de sponsors, soutien pour les collectes de fonds, rédiger des demandes de subventions et des rapports à la suite de demandes en fonction des programmes développés par la direction de la programmation;
- collaborer à la préparation du budget et assurer le contrôle budgétaire.
- faire des analyses et voir aux opérations administratives liées au budget, aux contrats et à la planification des projets, ainsi qu’au processus de gestion.
- tenir et établir des registres financiers, tenir à jour et faire la balance de divers comptes en utilisant des systèmes de tenue de livres manuels ou informatisés;
- reporter des écritures au journal et faire concorder des comptes, préparer les balances de vérification des comptes, tenir des grands livres généraux et préparer des états financiers;
- faire des calculs et préparer des chèques de paye, des factures de services d’utilité publique, de taxes et d’autres factures;
- compléter et soumettre des formulaires de versement d’impôts, d’indemnisation des accidents du travail, de prestations de retraite et d’autres documents gouvernementaux;
- préparer d’autres rapports d’activité, financiers et comptables.

Conditions d’accès au poste :

- un diplôme d’études universitaires ou collégiales en administration des affaires, en comptabilité, en tenue de livre ou dans un domaine connexe est souhaitable;
- de l’expérience dans un poste de bureau de niveau supérieur ou en tant que secrétaire de direction reliée à l’administration de bureau est exigée;
- une accréditation ou de l’expérience en gestion de projets est un plus;
- sens de l’organisation;
- esprit d’équipe et de collaboration;
- souplesse;
- connaissance de Quickbooks, Excel et outils de budget;
- expérience pour la rédaction de propositions, de demandes et de rapports;
- excellentes capacités rédactionnelles;
- capacité de communiquer en français et en anglais, à l’oral et à l’écrit;
- et bien entendu, une passion pour les arts et la musique!

Veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae **avant le 19 avril 2017** par courriel à programmation@100nons.com, par télécopieur au 204-233-3324 ou en personne au 340, boulevard Provencher (Bureau 238, 2^e étage)

Les Éditions du Blé félicitent
les auteurs et auteures francophones de notre province
à l’occasion de la fondation de leur nouvelle

Association des auteur.e.s
du Manitoba Français

Les Éditions du Blé - 340 boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) - <http://ble.avoslivres.ca>

...LES GRANDES ENTREVUES DE LA LIBERTÉ

Suite de la page A14

En revanche, un million de passages de la chanson *Paradis City* de Jean Leloup, le plus grand succès au Québec des dernières années, n'auront rapporté qu'environ 7 000 \$. Visiblement, le modèle actuel carbure aux hits internationaux de langue anglaise.

Que proposez-vous comme solutions?

Comme point de départ, la réglementation de l'industrie. Elle comprendrait, entre autres, une taxation des fournisseurs d'accès à Internet, comme Bell, Rogers, Vidéotron et Telus. Parce qu'en ce moment, ce sont eux les grands bénéficiaires de toute consommation culturelle en ligne. Il faudra aussi modifier la loi sur les droits d'auteur pour punir sévèrement toute forme de piratage. Enfin, il est grand temps que les Netflix, Apple, Amazon et compagnie commencent à payer des impôts sur les revenus générés au Canada.

Le livre physique ne semble pas subir le même sort que la musique ou le film. On constate en effet que les ventes de livres numériques au Canada et aux États-Unis sont en baisse depuis deux ans. Comment l'expliquez-vous?

C'est vrai que les ventes du livre numérique ont chuté récemment. Elles représentent entre 3 % et 10 % du marché, selon le pays. Mais il faut se méfier des statistiques. Il y a quand même eu des hausses importantes pour plusieurs petits éditeurs ou auto-éditeurs. Les livres numériques de romans d'amour ou de voyage, par exemple, se vendent très bien. Et le livre audio est devenu très populaire, peut-être même au détriment du livre numérique. Cela dit, c'est certain que l'album illustré pour enfants résiste au numérique. Et les *baby-boomers* semblent préférer pour l'instant avoir un roman dans les mains que sur une liseuse.

À La Montagne secrète, nous croyons qu'il y aura toujours une

place pour les beaux livres pour enfants, avec une couverture rigide, des illustrations captivantes et une qualité de papier supérieure. Il s'agit d'un objet qu'on peut offrir en cadeau, qu'on peut collectionner et qui sera associé par la suite à un bon souvenir. Par contre, je ne vois pas à la longue beaucoup d'avenir pour le roman avec une couverture souple vendu à prix budget, genre roman de gare. Les « *digital natives* », les « nés numériques » vont peu à peu s'imposer sur le marché. Et leur arme de lecture, c'est sans contredit le smartphone.

Vous entrevoyez malgré tout un espoir pour la librairie qui vend de beaux livres?

C'est une question délicate pour un éditeur! À part la petite librairie locale qui peut compter sur des clients fidèles dans un quartier très peuplé, je crains que le concept soit voué à disparaître. En Chine aujourd'hui, 40 % des livres physiques sont vendus en ligne. Et plus près de chez nous Amazon, avec sa science des données et son art de la logistique, enregistre des gains partout. Même en France, où pourtant on a l'habitude d'aller en librairie comme on va à la boulangerie.

Je ne vois simplement pas comment une librairie va faire concurrence à un service qui pourra vous livrer gratuitement en une seule commande et en moins de 24 heures un marteau, une boîte de céréales, un kilo de pommes de terre, le dernier livre de recettes de Ricardo et le nouveau roman de Michel Tremblay! Pour plusieurs maisons d'édition comme la nôtre, les ventes chez Amazon représentent déjà au moins 10 % du chiffre d'affaires. Pour certains, c'est déjà de l'ordre de 50 %.

Ma conclusion? Il me paraît essentiel de mettre sur pied un programme d'aide gouvernemental aux entrepreneurs culturels pour promouvoir la diffusion en ligne partout dans le monde, que ce soit sur les grandes plateformes ou sur le site de l'entreprise et de ses partenaires.



Un instantané lors du lancement en 2011 de la collection « À l'école de La Montagne secrète ». De gauche à droite : Gilles Vigneault, Daniel Lavoie, Martin Léon et Roland Stringer.

Il n'y aurait donc plus de lieu physique où on pourra découvrir des livres?

Je suis un grand partisan de la bibliothèque comme lieu de médiation culturelle dans une communauté. C'est l'endroit parfait pour favoriser la découverte de contenus culturels.

La bibliothèque d'aujourd'hui doit, à mes yeux, devenir un véritable centre culturel où il peut y avoir des rencontres, des spectacles, des cours de cuisine... en complément à tout ce qui est offert sur Internet.

Cette année, nous participons au programme « Une naissance, un livre », organisé par l'Association des bibliothèques publiques du Québec. En résumé, les parents d'un nouveau-né reçoivent à l'hôpital une invitation pour adhérer à la bibliothèque de leur quartier ou de leur village en leur indiquant qu'un sac-cadeau leur sera remis sur les lieux. Dans cette trousse, on y retrouve des livres, des revues... et une compilation de chansons de La Montagne secrète! Sachez qu'il y a 15 000 preneurs chaque année. C'est un bon exemple du type de partenariat que la bibliothèque peut avoir avec les entrepreneurs culturels, les organismes communautaires ou encore les agences gouvernementales.

La bibliothèque peut et doit jouer un rôle social dans un monde numérique en s'ouvrant aux nouveaux arrivants, aux enfants de milieux défavorisés, aux chômeurs... Tout récemment, une bibliothécaire m'a expliqué comment elle avait réussi à lancer un programme de lecture en recrutant des adultes pour lire des histoires aux enfants. Après avoir constaté qu'il y avait un groupe d'ainés qui se rassemblaient chez McDonald's chaque matin, elle a installé une machine à café dans un local de la bibliothèque et les a invités à changer de lieu. Les aînés ont accepté l'offre avec plaisir, semble-t-il. Tranquillement, ils se sont intéressés aux différentes activités offertes par la bibliothèque, y compris la lecture aux petits! Il n'y a rien sur Internet qui pourra remplacer une telle rencontre humaine sous le signe de la transmission et de la découverte.

Et les médias dans ce monde numérique, quel rôle peuvent-ils jouer à votre avis?

Les journaux, la radio et la télé font face aussi, comme vous savez bien, à cette turbulence produite par les nouvelles technologies. Les journalistes culturels ont été parmi les premières victimes de coupures au sein des grands groupes médiatiques. En l'occurrence, il y a de moins en moins d'espace pour nous les éditeurs dans les médias traditionnels. Alors nous

nous servons de plus en plus des médias sociaux pour faire connaître nos nouveautés. Nous produisons maintenant des vidéos promotionnelles pour Youtube, nous organisons régulièrement des concours sur Facebook et nous avons commencé à acheter de la publicité sur Google.

Disons que nous sommes loin de l'effet *Morningside* à la radio de la CBC dans les années 1980, quand une entrevue avec Peter Gzowski pouvait transformer la carrière d'un artiste. Le groupe Folle Avoine avait reçu plus de 200 commandes - par la poste! - de son premier microsillon après avoir été invité à cette émission nationale!

Revenons à ce rapport de Patrimoine canadien, puisqu'il aborde la question de la modernisation de nos institutions culturelles. Que changeriez-vous à la CBC et à Radio-Canada?

Aujourd'hui, nous avons tous la possibilité de devenir diffuseurs. La Montagne secrète peut offrir des concerts pour enfants sur son site web ou via Facebook et Youtube. Nous pouvons aussi proposer de la baladodiffusion sans passer par une station de radio. Le rôle de Radio-Canada comme diffuseur dans ce nouvel environnement me semble moins important. Il n'est plus le prescripteur culturel qu'il a déjà été.

Je ne préconise en aucune manière que Radio-Canada cesse de diffuser des contenus culturels. Ce serait ridicule. Notre diffuseur national demeure notre meilleur ambassadeur culturel. Et grâce au numérique, il peut faire une contribution importante au rayonnement de nos produits culturels à l'étranger. Toutefois, je mettrais davantage l'accent sur son rôle de producteur de contenus de qualité qui peuvent s'exporter. Le modèle de l'Office national du film à ses débuts, avec des *hubs* de création dans toutes les régions, à condition qu'ils soient interconnectés, voilà une idée qui me plaît beaucoup.

Chose certaine, la demande de contenus culturels de qualité en provenance des quatre coins de la planète est réelle. À La Montagne secrète, nous venons de vendre les droits de cinq de nos albums à un éditeur jeunesse en Chine. C'est pas mal, non? La semaine dernière, j'étais à un forum à Shawinigan où on parlait culture et numérique. Le patron de TFO, Glenn Farrell, racontait comment la chaîne publique ontarienne avait signé un partenariat avec le grand réseau américain PBS qui était à la recherche... de contenu pédagogique francophone! Ça non plus c'est pas mal, il me semble.



Le conseil d'administration de la Société franco-manitobaine remercie les membres du comité de refonte pour leur travail d'évaluation et d'étude de l'ensemble de la SFM (vision, mission, valeurs, structures politique et administrative).

Le conseil d'administration de la SFM communiquera des informations supplémentaires à ses membres dans le journal La Liberté du 26 avril 2017



DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) : les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les événements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal **La Liberté** et sur le site DSFM.mb.ca



DSFM.CSFM



DSFM_Officiel



DSFM_Alert

RESSOURCES WEB

La DSFM propose ci-dessous une liste de ressources Web non exhaustive. Ces ressources ont été répertoriées à titre de service pour les familles des élèves de nos écoles de langue française et les lecteurs de ces pages.

PETITE ENFANCE
Promouvoir les Centres de la petite enfance et de la famille
www.desledebats.ca

ÉDUCATION
Plan stratégique sur l'éducation en langue française
www.pself.ca

MUSIQUE
La coalition pour l'éducation en musique
www.musicmakesus.ca/fr/
Faites de la musique
www.faitesdelamusique.ca/bienfaits/

Le désir d'aller plus loin dans l'engagement

Engagement – Solidarité – Humanitaire



Le comité humanitaire de l'École Christine-Lespérance en compagnie des conférenciers d'UNIS, Tristan et Sacha Rhéaume-Jones.

Les élèves du comité humanitaire de l'École Christine-Lespérance ont récemment été honorés par l'organisme caritatif UNIS pour leur engagement communautaire. Chaque année, ils mènent des campagnes visant à collecter des fonds pour aider à l'échelle locale et à l'échelle internationale. Le 7 avril, les classes de 6^e, 7^e et 8^e années ont assisté à une présentation de Tristan et Sacha Rhéaume-Jones, deux conférenciers en visite au Manitoba pour inciter les jeunes à accomplir des actions sociales dans leur communauté.

L'enseignant Frédéric Côté est l'un des coordonnateurs du comité humanitaire de l'école. « Amener UNIS à l'école, ça permet de mettre des mots et des images sur l'organisme à vocation humanitaire. C'est très motivant pour les élèves d'avoir une perspective venue de l'extérieur. Et ça devient encore plus facile de convaincre les jeunes de l'importance des petits gestes pour faire une différence. »

« Je suis fière de faire cette expérience avec mon école. C'est une école généreuse qui veut toujours aider les autres. C'est formidable. »
Carys Laberge, 7^e année.

Composé de 25 élèves de 7^e et 8^e années, le comité humanitaire œuvre toute l'année pour réaliser des projets d'action sociale. « Nous faisons des rencontres régulières pour établir des plans d'action. Nous avons des sous-comités dans lesquels les jeunes s'impliquent selon leur intérêt et leur disponibilité.

Cette année, les jeunes du comité se sont encore dépassés pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en début d'année. « À l'échelle locale, nous essayons de créer des partenariats avec un organisme de Winnipeg. Cette année, nous avons récolté 1 000 \$ pour l'Usine de rêve. À l'échelle internationale, nous sommes associés à une communauté kenyane. Notre objectif, fixé l'année dernière, était de ramasser 10 000 \$ en trois ans. Toute l'école s'implique à sa façon et donne ce qu'elle peut. Nous avons mis le babillard dans le couloir, et chaque jour, les jeunes passent devant et voient le montant qui augmente. Il est très fort probable que l'objectif soit atteint dès la fin de l'année. »

Pour une deuxième année consécutive, Alexandre King, en 8^e année, fait partie du comité. « Je veux aider les autres, c'est ma passion. Dans notre génération, tout le monde est sur son téléphone. On ne pense pas aux gens qui n'ont presque rien. Au Canada, on est très chanceux. En Afrique, il y a des enfants qui ne peuvent pas aller à l'école ou boire de l'eau potable. »

Pour Carys Laberge, en 7^e année, le comité humanitaire représente l'opportunité de « faire quelque chose d'extraordinaire, pour quelqu'un d'autre que moi. Je suis fière de faire cette expérience avec mon école. C'est une école généreuse qui veut toujours aider les autres. C'est formidable ».

Après la conférence, Alexandre et Carys ont réalisé qu'ils souhaitaient aller plus loin dans leur engagement. Alexandre aimerait aider plus de monde. « Je n'ai pas encore trouvé l'élément clé pour aider. Quand je l'aurai trouvé, je pourrai faire une plus grande différence. » Carys, elle, veut « trouver une passion. Il faut avoir une cause et la partager. On doit apprécier notre vie. Elle est droit devant nous, alors profitons-en. Nous n'en avons qu'une, il faut l'utiliser! »

Célébrons nos succès!



Félicitations à l'Ensemble vocal du Collège Louis-Riel pour avoir représenté l'Ouest canadien dans l'émission *En direct de l'univers*, diffusée sur Radio-Canada le 25 mars. Dans un contexte professionnel, les élèves ont célébré la culture franco-manitobaine en interprétant *Jours de Plaine*, de Daniel Lavoie.

Centre
d'apprentissage
franco-manitobain



La DSFM offre un programme d'éducation pour adultes au Centre d'apprentissage franco-manitobain. Ce programme offre la possibilité aux apprenants adultes francophones de faire leurs études secondaires et obtenir un diplôme qui leur donne accès à des études ou formations professionnelles supérieures.



Lumière sur l'École communautaire Réal-Bérard

Trois façons d'apprendre mises en lumière

Apprentissages – Échanges – Appartenance



Toujours à la recherche de défis, les élèves de 4^e année ont triomphé lors du tournoi d'échecs.

L'École communautaire Réal-Bérard tient son nom de l'artiste manitobain natif de Saint-Pierre Sud. L'école de Saint-Pierre-Joly a fait de son métier son slogan : L'art d'apprendre. À travers une multitude d'activités, les 275 élèves de la maternelle à la 12^e année apprennent avec plaisir, en salle de classe et en dehors, tout au long de l'année.

• Apprendre par le jeu

Cette année, l'école a introduit la francisation par le jeu pour les classes de la maternelle à la 8^e année. Le directeur, Patrice Harvey, explique que cette démarche « apporte un côté ludique à l'apprentissage. Et c'est un bon moyen pour les élèves d'interagir ».

« Jouer aux échecs,
c'est du plaisir.
C'est un de mes jeux
favoris. »

Rémi Gosselin, 4^e année.

Pierrette Timshel, la responsable de la programmation en francisation, a pris l'initiative d'utiliser des jeux de société pour les élèves des plus grands niveaux. Elle constate de nombreux changements positifs. « Les élèves jouent en français, avec d'autres enfants que ceux de leurs groupes d'amis habituels. Cela améliore les relations sociales dans la classe. Nous avons aussi constaté une baisse des problèmes de comportement sur l'heure du midi, car les jeunes viennent pour jouer. »

Parmi les jeux proposés, on trouve les échecs. Lors du tournoi organisé à l'école, les 4^e année sont arrivés premiers. Rémi Gosselin, est ravi d'avoir pu montrer ses talents. « Jouer aux échecs, c'est du plaisir. C'est un de mes jeux favoris. Je gagne toujours! » Maxime Harvey, son camarade, ajoute : « J'aime ce jeu, parce que c'est de la stratégie. Ça aide avec les mathématiques. Il faut calculer pour savoir où et quand se déplacer. »

• Apprendre par le voyage

En 8^e année, c'est un apprentissage culturel qui est proposé aux élèves. La directrice adjointe Angèle Comeau a organisé pour la troisième fois le voyage d'échange SEVEC. « Nos 8^e année sont jumelés avec ceux d'une école francophone au Canada. Cette année, nous avons voyagé au Québec, et nous recevrons les élèves de l'autre école du 30 avril au 7 mai. Les années précédentes, nous sommes allés au Québec, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les enfants créent des liens, découvrent le pays et les cultures des autres provinces. Ces apprentissages sont tellement plus riches qu'en salle de classe. Ils ont un impact sur les jeunes et leur donnent le goût d'explorer et de découvrir. »

• Apprendre par l'implication

En secondaire, les élèves participent à de nombreuses activités. L'élève de 12^e année Maxine Chartier, présidente du secondaire, se considère chanceuse d'être dans « une école vivante et active, qui offre beaucoup de possibilités. Nous faisons la Nuit sans-abri pour prendre conscience des problèmes des autres. Nous jouons à des sports d'équipe, comme le curling ou le baseball. Nous organisons une semaine d'esprit pour donner un sens d'appartenance aux secondaires. C'est l'école idéale ».



À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Championnats divisionnaires de Badminton,
9^e et 10^e année,
21 avril.

Camp MTS,
24 au 26 avril,
Assiniboia.

Championnats divisionnaires de Badminton,
7^e et 8^e année,
28 avril.

LA COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 26 avril à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Vendredi Saint, 14 avril, congé.

Journée perfectionnement
professionnel divisionnaire,
17 avril, congé pour tous les élèves.



LA RECETTE DU BONHEUR? COMBINER BÉNÉVOLAT, PLEINE CONSCIENCE ET YOGA

Bernice Parent, maître-bénévole en action

Bernice Parent a le bénévolat dans le sang. Dès l'école secondaire, elle s'est impliquée dans tous les projets possibles. Très vite, elle a réalisé qu'une fois engagée, il lui serait impossible de s'arrêter. Ainsi, lorsque s'est présentée l'occasion d'être bénévole et d'en former pour les Jeux du Canada, elle n'a pas hésité une seconde.



Manella VILA NOVA
presse4@la-liberte.mb.ca

L'engagement de Bernice Parent en faveur des Jeux du Canada organisés au Manitoba est sa manière de redonner à la communauté. « Je suis capable de le faire, et ça me fait plaisir. C'est une belle opportunité de donner un coup de main là où

on peut. C'est important d'aider quand il y a un évènement dans notre ville. »

Durant ses 25 ans de travail dans le domaine corporatif, Bernice Parent a eu maintes fois l'occasion de donner des sessions de formation aux leaders. Depuis qu'elle a pris sa retraite en 2014, elle a commencé à proposer des cours de yoga et de pleine conscience. « J'ai animé beaucoup de formations dans ma vie, dans ma carrière. Il y a

dix ans, j'ai reçu la certification nécessaire pour enseigner le yoga. Mais j'avais besoin d'ajouter une dimension complémentaire à mon enseignement. Alors je me suis intéressée à la méthode de pleine conscience. »

La pleine conscience, la bénévole la définit comme « l'idée de vivre dans le moment présent, de porter attention à la vie de tous les jours et à ce qu'elle nous offre, sans jugement de



photo : Manella Vila Nova

Bernice Parent. Au service des Jeux du Canada.

valeur. Beaucoup de gens souffrent physiquement ou mentalement dans la vie. La pleine conscience peut vraiment faire une différence.»

Pour Bernice Parent, tout cela se rattache au bénévolat. « On aide, on soutient, on offre nos qualités et nos forces. La beauté d'offrir nos qualités personnelles à des associations dans le besoin de bénévoles, c'est que ça nous apporte en soi une richesse, une satisfaction. Quand on s'engage, on reçoit toujours quelque chose en retour. »

Forte de ses expériences de formatrice, Bernice Parent dispose des outils nécessaires pour diriger des sessions d'orientations pour les bénévoles des Jeux du Canada. « Je constate un engagement énorme de la part des bénévoles que j'ai rencontrés. Lorsqu'on leur demande quelles qualités ils apportent à ces jeux d'été, ils donnent comme motivation :

une attitude positive, le goût d'aider, la fierté de Winnipeg et du Manitoba, et l'idée de redonner à la communauté. »

La formatrice et bénévole voit aussi une très bonne occasion d'impliquer les jeunes dans l'évènement. « Dès 16 ans, il est possible d'être bénévole avec l'accord des parents. Pour les jeunes, ça peut être une activité à faire en famille durant l'été. Ils peuvent aussi être motivés par une passion pour un sport. Ça leur donne l'occasion de voir des athlètes de haut niveau de tout le Canada en compétition. On va voir des talents extraordinaires cet été. Les jeunes peuvent rêver et se demander si le sport pourrait être quelque chose qu'ils souhaiteraient poursuivre de façon plus intense. Et puis un engagement bénévole laisse toujours une bonne impression sur un employeur. »

Quels avantages à participer?

Pour s'assurer que les Jeux du Canada se dérouleront sans problèmes, l'organisation a encore besoin de bénévoles. Bernice Parent le confirme.

« D'autres bénévoles sont toujours les bienvenus. Il faut bien comprendre que l'évènement est organisé et géré principalement

par les bénévoles. L'atmosphère de travail est détendue. L'engagement est de 36 heures par personne, entre le 28 juillet et le 13 août. Ça représente six jours sur les deux semaines. Tous les bénévoles retirent des bénéfices. Ils reçoivent l'uniforme et ils ont accès à la cérémonie de clôture. Sans oublier qu'il y aura tellement de moments pour échanger, partager et découvrir. »



Une éducation supérieure depuis 1818

APPEL DE CANDIDATURES

Professeure régulière ou professeur régulier au programme **BACCALAURÉAT EN SCIENCES INFIRMIÈRES** (peut mener à la permanence)

Description du poste :

La personne choisie sera appelée, entre autres, à enseigner des cours en salle de classe et au laboratoire ainsi que de superviser des stages cliniques/communautaires au besoin.

Compétences requises :

- Doctorat en Sciences infirmières ou en voie de l'obtenir;
- Membre en règle de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba ou y être admissible;
- Expérience en enseignement et en recherche;
- Expériences cliniques variées;
- Capacité de travailler en équipe;
- Esprit d'initiative et d'autonomie;
- Excellentes habiletés de communication interpersonnelle;
- Excellente connaissance du français et de l'anglais à l'écrit et à l'oral;
- Aptitude à apprendre à utiliser des logiciels spécialisés.

Entrée en fonction : le 1^{er} août 2017

Une liste d'admissibilité pourrait être établie pour pourvoir à des postes semblables.

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 5 mai 2017 à :

Suzanne Nicolas, chef par intérim des programmes de santé
École technique et professionnelle
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818, poste 700
etp@ustboniface.ca

Télécopieur : 204-233-2918
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

La Paroisse
du Précieux-Sang
vous invite à venir rencontrer
Madame Maria Chaput,
Sénatrice à la retraite




le samedi 22 avril 2017
lors du banquet de levée de fonds.



Mme Chaput nous parlera de son expérience
en tant que sénatrice, les projets qu'elle a entrepris
et ce qu'elle entrevois dans l'avenir.

Billets 125 \$
Disponibles à la Paroisse du Précieux-Sang
Un reçu pour fin d'impôts sera émis pour la partie non-dîner du billet.
Tél. : 204-233-2874

I EMPLOIS ET AVIS I



Crédit et assurance
Bâtissons des collectivités rurales fortes au Manitoba

La **Société des services agricoles du Manitoba** offre des programmes et des services qui soutiennent la viabilité et la croissance de l'économie rurale et agricole du Manitoba.

COMMIS DE BUREAU D'ASSURANCE
CONTRAT DE DIX MOIS
Somerset, Manitoba
Concours n° 2017-13


La personne choisie pour ce poste relève de l'agent d'assurance et elle est chargée de fournir des services aux clients et un soutien administratif dans un milieu informatisé de bureau. Elle doit entre autres répondre aux demandes sur les programmes et les procédures, remplir les formules, saisir les données, s'occuper du traitement de textes, accepter les paiements et maintenir la confidentialité des dossiers et des documents (informatisés et manuels).

Les candidats qualifiés auront de l'expérience en tâches de bureau, y compris saisir des données, tout en maintenant un haut niveau de précision et de minutie, maintenir des dossiers électroniques et manuels, interpréter et expliquer des politiques et des programmes complexes, remplir des formules et traiter des renseignements confidentiels. De solides compétences en analyse et en résolution de problèmes, et la capacité de faire preuve de jugement sont requises. Un excellent sens de l'organisation et de la gestion du temps pour respecter des échéances est aussi essentiel. La personne choisie doit posséder beaucoup d'entregent et pouvoir traiter avec diverses personnes-ressources internes et externes. Elle doit aussi posséder de bonnes aptitudes de communication orale et écrite avec de l'expérience de travail aussi bien au sein d'une équipe que de façon autonome, avec un minimum de supervision. Elle doit avoir de l'expérience dans l'utilisation de Microsoft Office, notamment Word, Excel et Outlook. De l'expérience en vente et en service des comptes débiteurs de base ainsi que des connaissances en agriculture sont considérées comme des atouts. La préférence sera accordée aux candidats qui ont une bonne maîtrise du français ainsi que l'anglais.

Ce poste offre un régime attrayant d'avantages sociaux ainsi qu'un salaire allant de 40,398 \$ à 46,337 \$. Les personnes intéressées doivent envoyer leur curriculum vitae et leur lettre de présentation (avec le numéro de concours), portant la mention « confidentiel », par la poste ou par télécopieur à l'adresse indiquée ci-dessous, d'ici le **vendredi 21 avril 2017**.

Ressources humaines
Société des services agricoles du Manitoba
1525, 1re Rue Sud, bureau 100
Brandon (Manitoba) R7A 7A1
Télécopieur: (204) 726-6177
Courriel: hr@masc.mb.ca

Nous pensons que la diversité renforce notre capacité à fournir un excellent service à la clientèle dans un milieu de travail positif. Nous encourageons tout le monde à poser sa candidature. Nous communiquerons uniquement avec les personnes choisies pour la prochaine étape du processus.



2017
MANITOBA'S
TOP EMPLOYERS

www.masc.mb.ca

Racontez nos histoires dans notre musée!

Emplois d'été pour étudiants

Le Musée de Saint-Boniface est à la recherche d'étudiant(e)s intéressé(e)s à se joindre à l'équipe du Musée pour 30 heures par semaine pendant l'été. Les emplois de **guides-interprètes** débutent à partir du 9 mai et/ou à la fin juin. Veuillez faire parvenir votre candidature soit en personne au Musée de Saint-Boniface, ou par courriel à aguesnel@msbm.mb.ca d'ici le 21 avril 2017.

Les intéressé(e)s doivent démontrer une flexibilité par rapport aux heures de travail (travail en fin de semaine et/ou en soirée à l'occasion).


Emplois occasionnels à l'année longue

Vous cherchez un emploi occasionnel?
Vous avez de la disponibilité dans votre horaire?

Le Musée de Saint-Boniface est toujours à la recherche d'**interprètes** pour appuyer la livraison de notre programmation scolaire, nos tournées guidées, nos activités d'interprétation et/ou nos événements spéciaux.

Le bilinguisme, la disponibilité, un penchant pour l'histoire et de l'expérience en présentations éducatives sont considérés des atouts. Si ce genre d'opportunité vous intéresse, svp envoyer votre candidature à aguesnel@msbm.mb.ca. Ces candidatures sont acceptées à l'année longue.

Salaire selon la convention collective.



Le Musée de
Saint-Boniface
Museum
*Nos histoires - Notre musée
Our stories - Our museum*

I PETITES ANNONCES I

DIVERS

REMERCIEMENTS à Sainte-Anne de Beupré pour faveur obtenue. D.L. 380-

RECHERCHE

Couple responsable de 55+ est à la recherche d'un logement, garçonnière ou appartement d'une chambre à coucher, à Saint-Boniface. Svp appeler Guy au 204-250-1030. 379-

Vous déménagez?

Si c'est le cas, veuillez nous en informer sans tarder afin de ne manquer aucun de nos articles.



Postes à combler
DIVISION • SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Secrétaire en chef
7 heures par jour
Contrat permanent

Michelle Pétrin, directrice
École Saint-Lazare
Tél. : 204-683-2251
Date limite : le 18 avril 2017

Enseignant(e) – éducation artistique
Contrat temporaire 42 %

Patrick Saurette, directeur
École Sainte-Agathe
Tél. : 204-882-2275
Date limite : le 18 avril 2017



Pour de plus amples renseignements :
www.dsfn.mb.ca



Personnes. Mission. Progrès.

Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton << **Emploi** >> sur le site manitoba.ca.

Ce que vous pouvez attendre de nos offres d'emploi :

- Toute une gamme de carrières intéressantes et stimulantes
- Un salaire compétitif
- Un remarquable ensemble d'avantages sociaux
- Des possibilités d'apprentissage, de développement professionnel et d'avancement continuelles
- L'occasion de construire une meilleure province pour toute la population manitobaine



Manitoba

I À VOTRE SERVICE I

SERVICES

Vous n'avez pas à payer un prix élevé pour un service de

qualité SUPÉRIEURE

Il pourrait même vous être offert à un coût inférieur. Comparez. Communiquez avec nous dès aujourd'hui.

 **SALON MORTUAIRE DESJARDINS**
FUNERAL CHAPEL

(204) 233-4949
Sans frais : 1 888 233-4949
357, rue Des Meurons, Saint-Boniface

AFM PLOMBERIE CHAUFFAGE

Résidentiel et commercial
(204) 231-4664
afm@mts.net
www.afmplumbingheating.com

100 ANS
Brunet Monuments inc.
4e Génération

La famille Brunet célèbre 100 ans et est fière d'avoir la 4e génération avec l'équipe.
www.brunetmonuments.com
405, rue BERTRAND
St-Boniface, Manitoba
233-7864
Sans frais: 1(888)733-3323

L'AGENT IMMOBILIER DES FRANCO-MANITOBAINS

DANIEL VERMETTE
Vente de maisons SERVICES EN FRANÇAIS 255-4204
www.danvermette.com



ÉQUIPE IMMOBILIÈRE LANSARD
Nous offrons le service en français
204-294-5195
www.lansardgroup.com

François Lansard, agent immobilier  Chanel Lansard, agente immobilière

Nicole Landry-Milner
204-255-4204
Service Bilingue
www.nicolemilner.com



41 ANS DE SERVICE PROFESSIONNEL DANS NOTRE COMMUNAUTÉ
Service en espagnol / Service en français

RENÉE ROBIDOUX KAPITOLER
B.Comm.(Hons.)
Courtière immobilière
451-5000
renee.robidoux@gmail.com

 **ROBIDOUX**
REAL ESTATE & CONSULTING SERVICES

ROGER ROBIDOUX
B.A.
Courtier
981-8159

Dianne BOURBONNAIS
204 941-3213
Service bilingue
bourbonp@mts.net



DARREN DESROCHERS
darrendesrochers.com

L'équipe **DESROCHERS** LE NOM QUI VEND!
204-297-0229
Découvrez comment nos clients en tirent profit.

 **RE/MAX**
performance realty
services immobiliers

AVOCATS-NOTAIRES

Cet espace est à votre disposition!
Informez-vous en composant le 204 237-4823

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

Administration de Succession :
Vous êtes exécuteur(trice) d'un testament. Quelles sont les prochaines démarches? Appelez Philippe Richer pour une consultation gratuite.

Le Droit, Accessible. Succession.



TLR ETUDE TEFFAINE LABOSSIERE RICHER LAW GROUP
tlrlaw.ca
204-925-1900
f in v

Philippe Richer - Rhéal Téffaine Q.C.

LA LIBERTÉ communication

Vous avez besoin :

- d'alimenter votre site Web et vos réseaux sociaux
- d'enrichir votre rapport annuel
- de mettre de la vie dans votre AGA
- de moderniser l'image de votre entreprise

s'occupe de tout pour vous de A à Z

Contactez Sophie Gaulin à la-liberte@la-liberte.mb.ca | Tél. : 204 237-4823



PAS LE TEMPS DE LIRE
VOTRE JOURNAL?
PAS DE PROBLÈME, ÉCOUTEZ-LE!

100 %

NUMÉRIQUE | COULEUR | AUDIO

VOTRE JOURNAL SUR MOBILES ET TABLETTES POUR 25 \$ PAR ANNÉE • WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

CAHIER

B

CULTUREL • SPORT • COMMUNAUTAIRE

WWW.LA-LIBERTÉ.MB.CA

VOL. 104 N° 2 • 12 AU 18 AVRIL 2017

SAINT-BONIFACE

SPORT

COMMUNAUTAIRE

LES ÉTOILES VICTORIEUSES

L'équipe de hockey les Étoiles, de la Notre Dame Oldtimers Hockey League, a remporté le championnat 2016-2017. Une première pour cette équipe francophone créée il y a plus de 30 ans.

B3

MUSÉE DE SAINT-GEORGES

La Société historique de Saint-Georges pourrait voir son rêve se réaliser en 2018 : l'ouverture d'un musée à vocation régionale, le Musée du patrimoine de la rivière Winnipeg.

B7

LA LIBERTÉ

numérisée depuis 1913

peel.library.ualberta.ca/newspapers

CULTUREL

DEUX REGARDS SUR UNE PIÈCE

Soi-même, en pleine face



Amber O'REILLY

#PigeonsAffamés, c'est un rêve sociétal confus peuplé de miroirs qui régurgitent le reflet tordu des cultures nord-américaines occidentales. Cette production du Théâtre du Trillium d'Ottawa, mise en scène par Marie-Anne White, réunit le chant, la danse, le *spoken word*, le théâtre physique et absurde. Tous les comédiens entremêlent leurs exploits artistiques dans une synchronisation et un rythme dignes d'équipes olympiques.

Le texte documentaire parcourt des thèmes toujours d'actualité : bonheur, sexualité, productivité, politique, culpabilité et surconsommation. Les mots choisis nous montrent ce qui nous caractérise et ce qui nous dégoûte.

L'entrée en scène de JP Loignon, qui a composé la musique et créé les arrangements vocaux avec Marie-Anne White, marque la naissance d'une nouvelle énergie : la musique de boîte de nuit va et vient, d'abord au ralenti, puis en accéléré – avec des moments de réflexion tranquille entrecoupés d'explosions de bruit et de mouvements qui évoquent les rythmes inconstants de notre société.

L'éclairage et les costumes injectent de la vie au décor, qui se résume à un long banc. Les ombres donnent souvent l'impression que les comédiens représentent aussi bien une foule que des individus seuls au monde.

Les chorégraphies évoquent parfaitement la frustration, l'impuissance, la léthargie et le désir de s'évader, états auxquels on peut devoir faire face en Amérique du Nord.

Le refrain hantant « *I can't stop loving you* » révèle le paradoxe de cette culture bourrée de non-sens : on ne peut cesser de l'aimer, malgré ses défauts grandissants. Longue vie au génie créatif du mot-clic *#PigeonsAffamés*.



Morgane LEMÉE

La 5^e production de la saison 2016-2017 du Cercle Molière? Une expérience fantastique, haute en couleurs, dans tous les sens du terme. Forte en prouesses musicales et textes poignants, impossible de sortir de cette pièce indemne.

#PigeonsAffamés est la dénonciation d'une société superficielle, détachée, trop rapide.



photo : Gracieuseté Marianne Duval/Cercle Molière

Le Théâtre Trillium d'Ottawa est venu présenter sa pièce haute en couleurs *#PigeonsAffamés* au Cercle Molière, du 6 au 8 avril 2017.

Enfin, peut-être? Beaucoup de moments abstraits nous laissent dans le flou. Destabilisés, on s'interroge parfois sur le véritable message. Certains moments n'ont d'ailleurs aucun sens. Mais, au fin fond, pourquoi donner un sens au non-sens dans lequel on vit tous les jours? Libre à nous de faire notre propre interprétation.

En tout cas, les comédiens ont épaté le public : beat-box, rap ou bien simples reprises, la créativité musicale est épatante. Cela devient même prodigieux avec l'entrée de JP Loignon, qui nous a transcendés avec sa voix et sa musique électronique. Crescendo assuré. *#PigeonsAffamés*, c'est très drôle. Le titre, les discours, les confessions farfelues, les parodies. Beaucoup de « niaiseries », exagérées, mais pas tant que ça.

La mise en scène légère, autant au niveau décor que lumières, est suffisante. Les comédiens sont tout. Dans cette pièce, les femmes rayonnent. Elles sont belles, impressionnantes, très énergiques et hilarantes. Ironique, satirique, critique, cette parodie de notre société fait rire, mais surtout nous renvoie à une réalité dérangeante. Sommes-nous responsables? Endommagés? Sûrement impuissants face à une technologie envahissante. Cette heure et quart déjantée nous laisse perplexes, perdus dans une nébuleuse interrogation sur notre minuscule place, dans ce monde fou, moderne, coupable. Quel dommage de n'avoir eu que trois soirs de représentations. C'était trop peu pour trouver la réponse.

20h | 8p.m.

LUMAAJUUK

DE/BY ALETHEA ARNAOQU-BARIL

MYNARSKI CHUTE MORTELLE

DE/BY MATTHEW RANKIN

VOYAGE AU NORD DU MONDE PG

DE/BY HUGO LATULIPPE

EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR ET DE L'ARTISTE RÉAL BÉRARD
 FILMMAKER AND RÉAL BÉRARD,
 ARTIST, IN ATTENDANCE

La Journée du CINÉMA CANADIEN 150

National CANADIAN FILM DAY 150

PROGRAMMATION PROGRAM

QUÉBEC CINÉMA

19 2017

AVRIL APRIL

18h | 6p.m.

PROGRAMMATION

Wapikoni Mobile PROGRAM

CENTRE CULTUREL FRANCO-MANITOBAIN

340, boul. Provencher, Saint-Boniface

ENTRÉE LIBRE | FREE ADMISSION

jourcinecan.ca
[#JourCineCan](https://twitter.com/JourCineCan)
[quebeccinema.ca](https://www.facebook.com/JourCineCan)

Sudoku

PROBLÈME N° 548

		2	6			1	8	
9	4			3				
	3			5				9
6			4	2				
	7				6	2	4	
	9	4	7	8		6	3	5
4			3		5	8	2	6
						3	7	
				1				4

RÉPONSE DU N° 547

5	2	7	1	9	4	8	6	3
9	1	6	7	8	3	5	2	4
4	3	8	2	6	5	7	9	1
7	4	2	6	5	9	3	1	8
6	5	1	3	2	8	4	7	9
8	9	3	4	7	1	2	5	6
3	6	4	5	1	7	9	8	2
2	7	9	8	3	6	1	4	5
1	8	5	9	4	2	6	3	7

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

M O T S C R O I S É S

PROBLÈME N° 917

HORIZONTALEMENT

1- Imprimé diffusé gratuitement à des fins de publicité.

2- Congédier, renvoyer. – Personnel.

3- Avis émis sur un sujet. – Fatigué.

4- Tamis. – Tissus de coton.

5- Se couvrir de crème, en parlant du lait. – Critique italien, né en 1932.

6- Dieu solaire. – Travailleurs.

7- De même. – Bras articulés.

8- Canard sauvage. – Homme politique nicaraguayen.

9- Action de se coiffer. – Émilie Marois-Imbeault.

10- Composé chimique. – Série de coups de baguettes. –

11- Personnel.

12- Mollusques. – Petit sentier.

VERTICALEMENT

1- Interdiction.

2- Dédommagement d'un préjudice.

3- Oubliée de dire. – Fais l'élision de.

4- Unité monétaire divisionnaire dans divers pays d'Extrême-Orient. – Sommets.

5- Estimer, apprécier. – Semblable.

6- Tronque, réduit. – Chevilles.

7- Cinéma. – Très petite île.

8- Personnel. – Éprouveras un désir physique.

9- Le contact produit une piqure analogue à

celle de l'ortie. – Interjection.

10- Mouillée, trempée. – Personnel.

11- Colère. – Portion bien délimitée.

12- Pièce de tissu protégeant le matelas. – Qui appartient à la religion.

RÉPONSES DU N° 916

1	T	R	O	T	T	E	M	E	N	U	S
2	R	A	P	I	A	T	E	S	R	E	C
3	I	M	P	E	R	I	S	S	A	B	L
4	B	O	R	N	E	R	E	M	A	I	L
5	U	N	E	R	E	S	S	E	N	T	E
6	L	A	S	S	E	R	A	N	I	E	R
7	A	S	S	E	R	A	N	I	E	R	E
8	T	E	N	T	E	R	I	T	E	T	E
9	I	O	N	S	C	A	S	E	R	N	E
10	O	B	T	E	N	A	I	S	A	I	S
11	N	I	S	E	L	A	M	I	E	S	E
12	S	T	E	M	E	N	T	I	S	S	E

COLLES ET BRICOLES AVEC EDDY

Chronique de langue du Service de perfectionnement linguistique de l'Université de Saint-Boniface par Danielle Séguin-Tétreault

Toutes les deux semaines, suivez les aventures d'Eddy Moidon, et amusez-vous en même temps à mettre vos connaissances du français oral et écrit à l'épreuve.





DANIELLE Séguin-Tétreault

Salut, c'est moi, Eddy Moidon. Comme beaucoup d'hommes, je considère le téléphone comme un moyen de communication destiné aux échanges brefs. Une conversation avec un ami peut prendre l'allure suivante : « Salut, ça va? » « Oui, toi? » « Pas pire. On se voit demain soir comme prévu? » « Sans faute. À demain. » Clic. Et tout a été dit! Ma mère, Édith Moidon, ne voit pas les choses de cette façon. Quand elle m'appelle, je peux m'attendre à une conversation interminable où elle me raconte sa journée dans le menu détail, en plus de me donner des nouvelles des nombreux membres de notre parenté. Mais ce n'est pas tout : elle est incapable de terminer une conversation. En voici un exemple :

- Bon, alors, c'est ça maman, on se rappelle.
- OK, bye! Oh! N'oublie pas le souper chez tante Arthémise dimanche prochain.
- Non, non. Bye!
- Bye! Oh! Embrasse Cybèle pour moi.
- Promis. Bye!
- Bye! Je te l'ai dit, hein, que ton cousin Adam avait eu une belle promotion au travail?
- Oui, trois fois. BYE!
- Bye! Oh! J'oubliais...

Souvent, je dois trouver des excuses : on sonne à la porte, le chien demande la porte, j'ai quelque chose sur le feu... Et même ça, ça ne fonctionne pas toujours. L'autre jour, elle m'a dit :

Vas-y, je garde la ligne une couple de minutes.

Édith a-t-elle besoin qu'on lui rappelle certaines règles de grammaire en plus des règles de la conversation téléphonique? Voyez la réponse à la page B3.

Voilà, c'est tout. Bonne semaine. Je vous mets en garde : une conversation téléphonique juste « pour parler » peut parfois prendre des allures de « pourparlers ».

Eddy Moidon

REMISES ÉCONERGIQUES PRINTANIÈRES

Illuminez le printemps

Remises sur les lumières à DEL ÉCONOMISEZ jusqu'à 50%



Remises instantanées sur les ampoules et les appareils à DEL certifiés ENERGY STAR® chez les détaillants participants jusqu'au 30 avril.







2016 ENERGY STAR

Service public de l'énergie - Sans précédent

Manitoba Hydro

Disponible en médias substitués sur demande.

I SPORT I

■ LES ÉTOILES, ÉQUIPE VICTORIEUSE DU CHAMPIONNAT

« Le hockey fait partie de notre ADN »

Après plus de trois décennies d'existence et pour la première fois, l'équipe senior de hockey *Les Étoiles* sort cette année victorieuse du championnat. *La Liberté* joue les prolongations avec des membres de l'équipe.



Elisabeth
VETTER
presse7@la-liberte.mb.ca

L'histoire débute à l'automne 1982, lorsqu'une demi-douzaine d'afficionados de hockey se retrouve. Pas vraiment des pros, pas des débutants non plus. Juste des gars avec l'envie de se retrouver pour la glisse, la camaraderie et le fun. Avec eux, c'est la *Notre Dame Oldtimers' Hockey League* qui est créée et six équipes : *Archwood*, *Les Étoiles*, *Marion*, *Nighthawks*, *Norwood* et *Notre Dame*.

Cette saison, et pour la première fois depuis les débuts de la ligue, la seule équipe francophone s'en sort victorieuse. Une fierté pour Ronald Lécuyer, l'un des pères fondateurs de cette équipe qui brille tant.

À l'époque, l'idée est d'en faire une équipe destinée aux séniors francophones, les plus de trente ans. Il explique : « Nous étions juste un groupe de personnes qui se rencontrent. C'était un moment pour s'échapper de nos vies. Jouer au hockey, c'est tout donner. » Le choix de l'appellation qu'ils se donneraient s'est aussi bien vite imposé : « Avec tous les gars qui jouaient, on était des étoiles. On

est resté avec ce nom en donnant autant qu'on pouvait. »

S'il a pris sa « retraite du hockey » en 1996, Ronald Lécuyer n'a pourtant eu cesse de suivre les exploits des *Étoiles*, jusqu'à la récente consécration. Jacques Dorge et Réjean LaRoche font partie de ces anciens du patin qui font des étincelles. D'année en année, la limite d'âge pour faire partie de l'équipe n'est plus de 30, mais 50 printemps. Trop âgés? Très peu pour eux. Ils soufflent à l'unisson : « Le hockey, ça conserve! »

Depuis, une centaine de sportifs est passée par les *Étoiles*, certains connus, comme le professionnel Richmond Gosselin, d'autres un peu moins. L'équipe pourtant, n'a eu cesse de s'améliorer. Jacques Dorge poursuit : « Avant qu'on progresse, les gens nous disaient que si nos joueurs étaient anglophones, nous serions bien meilleurs! Mais il y avait de très bons joueurs francophones. »

Avec le temps, les *Étoiles* ne se font plus railler et comptent de toutes les langues. Si le collectif ne peut accueillir que 20 personnes



photo : Gracieuseté Les Étoiles

L'équipe de hockey *Les Étoiles* existe depuis 1983. Dans l'ordre : Devant (de gauche à droite) : Larry Allard, Denis Sylvestre, Bernard Lambert, Jacques Dorge, Les McIennan, Firmin Foidart, Debout (de gauche à droite) : Gerald Udell, Roland Boissonneault, Brian Fortier, Réjean LaRoche, Denis Bernardin, Ian Mealy, Dave Sawatzky, Richard Comte, Aurèle Foidart, Art Baragon, Donald Bohémier. Absents de la photo : Geordie Mackenzie, Donald Trudel, Ron Rivard, Jules Chartier, Levis Preteau, Rolly Ayotte, Wilfrid Boutin, Marc Murray.

sur la glace, ce sont pourtant les demandes qui affluent en période de recrutement. Jacques Dorge révèle : « Le phénomène des équipes séniors se démocratise à mesure que les gens qui ont fait du hockey retrouvent le goût de jouer. » Il poursuit en riant : « Et la santé! »

Certains viennent de loin pour glisser avec les *Étoiles* et avalent les kilomètres depuis Saint-Malo ou Saint-Pierre. Une motivation que Réjean LaRoche, 53 ans et membre

depuis peu des *Étoiles*, éclaircit aisément : « Tant qu'à se lancer sur nos patins, autant se donner au maximum. Alors, on se donne. Le hockey fait partie de notre ADN. »

Comme du bon vin, les *Étoiles* ne terminent pas de se bonifier. La saison finie, ils se retrouvent tous pour partager. Et l'hiver, c'est parfois jusqu'à deux matches qu'ils peuvent disputer chaque semaine. Une chose est sûre, le hockeyeur ne compte pas ses heures.

COLLES ET BRICOLES - RÉPONSE

Vas-y, je reste en ligne quelques minutes.
L'expression garder la ligne est un calque de hold the line. Il vaut mieux dire rester en ligne.
Une couple de minutes est aussi un calque de l'anglais. Il vaut mieux dire quelques minutes.

MANITOBA OPERA

L'histoire du jeune poète idéaliste qui ne peut pas vivre sans l'amour est parmi les plus exquises et émouvantes dans tout le répertoire français.

Des promesses tenues et des cœurs fragiles brisés

MASSENET

Werther

UNE PREMIÈRE POUR MANITOBA OPERA

LE 29 AVRIL, LES 2 ET 5 MAI | SALLE DU CENTENAIRE

Achetez un billet pour WERTHER et obtenez le deuxième gratuitement! Valable pour toutes les représentations dans toutes les sections. Applicable seulement aux prix d'un billet simple pour adulte et utilisez le code promo : BOGO

Charité en français, avec des traductions en anglais projetées

La portée des voix

Un spectacle commémorant le mouvement du chant choral en français au Manitoba dans le cadre du 150^e anniversaire du Canada

DIMANCHE 23 AVRIL 2017 à 14 h

Centre culturel franco-manitobain

Salle Jean-Paul-Aubry

BILLETS À L'AVANCE :

233-ÂLLO - 233-2556 - 1-800-665-4443

20 \$ Adultes - 15 \$ Étudiants

25 \$ - à la porte

LA LIBERTÉ

Canada

Billets: 204-944-8824 | www.manitobaopera.mb.ca





BONSPIEL

DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE

Dans une ambi
Heather Curling
tous les joueurs
organisateur,
Financier, La Ch
et la Municipali



L'équipe de la Municipalité rurale de Taché a remporté la victoire dans la division A. De gauche à droite : Suzanne Sarrasin, Scott Johnson, Paul Sarrasin et André Cournoyer.



La coupe fut remise à l'équipe de Caisse Groupe Financier dans la division B. De gauche à droite : Rachel Chaput, Mona Dumont, Pascale Bichon et Christine Roy-Johnson.



L'équipe Manitoba jouait pour la première fois au curling.



Mona Dumont et Rachel Chaput



L'équipe du Directeur de l'activité sportive au grand complet : Justin Johnson, Sylvain Bourgeois, Guy Bourgeois, Joel Martine et Lynne Lemoine.



Roger Regnier et Lynne Lemoine : un duo rock'n'roll.



Stéphane Hawey.

ance festive, 128 participants se sont retrouvés le 8 avril pour curler sur les pistes du g Club. Qu'ils représentent des associations, des sociétés ou encore des municipalités, s ont brossé dans la bonne humeur, le sourire aux lèvres. « Un grand succès » selon son Justin Johnson du Directeurat de l'activité sportive. Les équipes de Caisse Groupe nombre de commerce francophone de Saint-Boniface, L'Université de Saint-Boniface té rurale de Taché ont remporté la victoire dans leur division respective.

Textes et photos : Valentin Cueff

Canal
Ouest



**Vous avez pu voir le Bonspiel
de la Francophonie
en direct de notre site Web.**

**Vous l'avez manqué?
Retrouvez-le en rediffusion sur
<https://tinyurl.com/krrp9nc>**



Les gagnants de la division C représentaient l'Université de Saint-Boniface. De gauche à droite : Réal Durand, Dominique Philibert, Lynne Connelly, Maxine Robert et Louis St-Cyr.



Dans la division D, La Chambre de commerce l'a emporté. De gauche à droite : Dan Vermette, Paulette Desaulniers, Rob Tétrault et Philippe Richer.



Le Bonspiel de la Francophonie, c'était aussi de belles chutes. Ici, Maxine Robert après un lancer.



Suzanne Sarrasin.



Scott Johnson, quelques secondes avant de lancer la pierre.



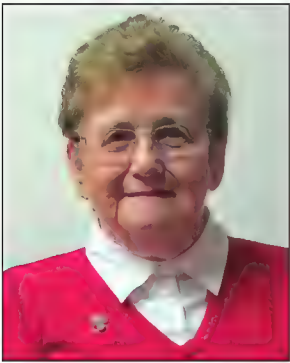
Joël Marquis, concentré sur son lancer.



Ça brosse dur à l'USB! De gauche à droite : Maxine Robert, Réal Durand et Dominique Philibert.

I NÉCROLOGIES I

Marie Bosc
(née Kolly)



C'est avec une profonde tristesse que nous annonçons le décès de notre épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère tendrement chérie.

Marie est née le 8 avril 1930 à Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba, fille de feu Antonie et feu Joseph Kolly, à qui elle était entièrement consacrée. Elle a fréquenté l'école à Notre-Dame-de-Lourdes. Après sa scolarité, elle a travaillé sur la ferme laitière familiale. Elle a particulièrement apprécié les aspects commerciaux de la livraison porte à porte. Le 29 septembre 1951, elle a épousé Norbert Bosc. Leur mariage a été un véritable partenariat, ils travaillaient ensemble. Marie avait une vie active : soin de sa famille et participation avec son mari aux

activités de construction. Elle parlait toujours avec nostalgie des années où elle a travaillé à l'usine de casier au magasin Bazin. Elle était une dirigeante énergique du cercle 4-H, trouvant toujours des façons créatives pour encourager les jeunes membres.

En 1975, la famille déménage à Winnipeg afin que Rhéal puisse participer aux études spécialisées. Après un an de travail à l'école Lacerte, Marie s'inscrit dans un cours de secrétariat commercial au Collège Saint-Boniface. À partir de là, elle a travaillé à la Cathédrale Saint-Boniface, sept ans comme secrétaire et trois ans en tant que gestionnaire.

Marie était la plus heureuse quand elle était très occupée - toujours prête à aider sa famille, les proches et les amis. Les années de retraite lui ont fourni l'occasion de recherches généalogies sur les familles Kolly, Sauteur, Bosc et Vandel. Elle trouvait toujours le temps pour le tricotage, de jardinage et la lecture. Toute personne qui est venue accompagnée par des amis trouvait une place à la table. D'une foi inébranlable, elle a donné sa vie à Dieu et à sa famille, aimant chacun inconditionnellement. Elle était une source d'inspiration pour tous ses enfants, ses petits-enfants et son arrière-petit-enfant.

Marie laisse dans le deuil

Norbert, son époux depuis 65 ans; ses filles Claudette (Jacques) Saquet, Mariette (René) Saquet, Rachel (Robert Schenk), son fils Denis (Gail Lamoureux) et Rhéal; ses petits-enfants Michelle (Joel Gordon), Jean-Claude Saquet, Josée (Kirby Nilsen), Joël (Charlene) Saquet, Kyle, Marc et David Bosc et son arrière-petit-enfant Erik Nilsen. Aussi ses sœurs Élisabeth (Henri) Dion et Annette (Armand) Bosc; beau-frère Laurent (Georgette) Bosc; ses belles-sœurs Rose Kolly et Corrine Bosc; ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins et amis au Canada et en Suisse.

Marie a été précédée par son père en 1973, sa mère en 1991, ses frères Raymond et Adrien, sa sœur Agathe.

La famille remercie chaleureusement les médecins et le personnel du Foyer Notre-Dame pour les bons soins professionnels.

Le service funéraire aura lieu à l'église de Notre-Dame de Lourdes le samedi 8 avril 2017, à 13 h 30 suivi de la messe des funérailles à 14 h. Inhumation privée au cimetière de la paroisse.

Au lieu de fleurs, les personnes intéressées sont invitées à faire un don à Vent-de-trembles/Aspen Winds C.P. 297 Notre-Dame (Manitoba) R0G 1M0 ou à la Fondation Santé Notre-Dame C.P. 190 Notre-Dame (Manitoba) R0G 1M0.



Rita Dorge
(née Cournoyer)



Notre chère maman et grand-maman Rita (Cournoyer) Dorge nous a quittés le 1^{er} avril 2017 à l'âge de 95 ans.

Elle laisse dans le deuil ses enfants, Agathe (Guy) Lacroix, Louis (Sherry), et René (Shelley), neuf petits-enfants, Denis (Carmelle) Lacroix, Chantal (Clay Rook), Janelle (Normand deRocquigny), Josée (Richie) Adrian, Edouard (Julie)

Dorge, Daniel (Joclyne) Dorge, Michelle et Philippe Dorge, Denis Dorge ainsi que treize arrière-petits-enfants, Damien et Dominic Lacroix, Céleste, Chloé et Caleb Rook, Émilie et Mattieu deRocquigny, Maxime et Rémi Adrian, Karyne, Mireille, Stéphane et Cédric Dorge. Elle laisse aussi dans le deuil son beau-frère Léo, ses belles-sœurs Louise et Madeleine Cournoyer, Marie Rajotte et son beau-frère et belle-sœur, Richard et Lawrence Dorge, ainsi que plusieurs neveux et nièces.

Elle fut précédée dans la mort par son époux bien-aimé Denis, son fils Eugène, ses parents Eugène et Antoinette Cournoyer, ainsi que ses douze frères et sœurs.

Maman était une jardinière par excellence; les mauvaises herbes n'avaient aucune chance dans sa cour. Elle aimait faire les casse-têtes sur sa table de cuisine et recherchait toujours le projet qui lui poserait un bon défi. À chaque visite, on devait y contribuer en plaçant plusieurs morceaux avant de partir. Elle

aimait la cuisine et la confection de pain et de desserts sucrés. Elle fut renommée pour ses gâteaux au chocolat, ses tartes, ses beignes et les galettes à la mélasse. Taquineuse de nature, notre mère avait le rire facile et la parole directe.

Un merci sincère au personnel de l'unité B de la Villa Youville à Sainte-Anne ainsi qu'à sœur Irène Rioux et à sœur Céline Vermette pour l'amour et les bons soins offerts à notre mère. Maman aimait vous taquiner et se faire taquiner. Merci!

La messe des funérailles fut célébrée par l'abbé Charles Fillion le jeudi 6 avril 2017 à 10 h en l'église de Notre-Dame de Lorette. L'inhumation eu lieu au cimetière Green Acres.

GREEN ACRES
Salon mortuaire et cimetière
Autoroute #1 E, chemin Navin
Winnipeg (Manitoba)
204-222-3241
Vos condoléances
peuvent être envoyées à :
www.greenacresfuneralhome.com



Lucille Gariépy
(née Le Gal)



Lucille Gariépy est décédée au Riverview Health Centre le mardi 4 avril 2017, à l'âge de 79 ans.

Elle laisse dans le deuil son époux Renald et leurs enfants Lise,

Jean (Gisèle Danaïs) et Paul (Terri Vail). Elle laisse aussi ses frères et sœurs Thérèse Dupont, Yvonne, Léo (Diane), Florence Chartier, Yves (Yvette), Simone, Camille, Georges (Anne-Marie) et Jeanne; son beau-frère et ses belles-sœurs Jean-Guy et Denise Gratton et Lorraine Le Gal; plusieurs neveux, nièces, cousins et cousines.

Elle fut précédée dans la mort par ses parents François et Louise (née Palud), ses beaux-parents Alfred et Agathe (née Clément) Gariépy, ses sœurs, ses frères, ses beaux-frères et ses belles-sœurs : Marie-Ange et Louis de Gonzague Chaput, Louis, Joseph Dupont, Honoré Chartier, Germaine et Léopold Girard, Jules Troisfontaines, Jean-Guy Benjamin, Roland Gariépy et Liliane et Rosaire Péloquin.

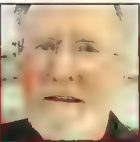
Lucille a été reconnue pour sa

discrétion, son efficacité, sa culture. Après une courte carrière dans l'enseignement, elle a épousé Renald en 1958. Ils ont élevé leur famille à Saint-Vital, puis à Saint-Norbert. Aussi habile dans la discussion de l'actualité que dans la fabrication du pain, aussi à l'aise dans la cuisine que dans le potager, Lucille était au fait des découvertes récentes en santé et en alimentation. Elle avait toujours une bonne lecture à suggérer. Femme d'intérieur et d'intériorité, elle projetait calme et sérénité.

Une cérémonie privée permettra à ses proches de faire leurs adieux.

La famille remercie le personnel du Riverview Health Centre pour sa sollicitude et ses bons soins.

La direction des funérailles a été confiée au salon mortuaire Frères LeClaire, 204-775-2220.



CHRONIQUE RELIGIEUSE

ROBERT CAMPEAU
Prêtre

Pâques et compassion

« Ma plus belle fête de Pâques, je l'ai vécue avec la communauté de Coaticook, qui se trouve au Québec, durant les jours saints de 2012 », raconte le curé de Lac-Mégantic, l'abbé Gilles Baril.

« Le samedi saint à 18 h 15, j'ai le manteau sur le dos et je me prépare à partir pour célébrer la Veillée pascale dans un village à 30 km. Ça sonne à la porte. C'est un père de famille qui a tout perdu dans l'incendie de son logement mercredi dernier. Non seulement il a perdu tous ses biens, mais on vient de lui arracher ses trois enfants, auxquels il tient plus que tout au monde. « Leur mère est internée pour "overdose", [reconnait-il humblement]. Le père poursuit : « Moi j'ai tout perdu et je dors dans mon auto depuis mercredi soir. Alors, la DPJ [Direction de la Protection de la Jeunesse, au Québec] m'a enlevé mes enfants hier et elle me les remettra quand j'aurai un logement pour les accueillir. » Il ajoute: « Il me faut un logement et je n'en trouve pas. Je n'ai pas de sous. Je n'ai pas non plus de crédibilité sociale, mais je sais que vous, on vous écoute », me dit-il en versant d'abondantes larmes. « Pouvez-vous m'aider? Je ne demande pas la lune, juste de reprendre mes enfants avec moi. »

« Sa sincérité me fait verser des larmes et je lui promets de faire quelque chose. En allant célébrer la Veillée pascale, je ne pense qu'à ça; j'ai vu Dieu dans les yeux de ce pauvre père de famille. Dans mon homélie de Pâques, je raconte ce que j'ai ressenti et je demande aux gens : *Vivrons-nous avec ce jeune père le mystère de la Résurrection?*

« À la fin des célébrations, j'ai à offrir à mon "crucifié", grâce à plusieurs donateurs, un logement, un 4½ tout meublé avec des rideaux, de la literie, de la vaisselle... et trois mois gratuits avec en prime des bras pour le déménagement.

« En début d'après-midi, je rejoins le père éprouvé pour lui transmettre mes bonnes nouvelles. D'entrée de jeu, il me dit : *Merci, vos larmes m'ont fait beaucoup de bien. J'ai compris que vous aviez une réelle compassion pour moi.* « Et moi d'ajouter : Cette compassion je l'ai partagée avec toute la communauté... » En sanglotant, il me dit : *Je commence à croire qu'il y a un Dieu pour moi. J'entrevois la Lumière. Je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi...*

Et le curé de conclure son récit en affirmant : « Voilà ma plus belle plongée dans le mystère de la Résurrection. »

Touché par la compassion, ce jeune père l'a été. Grâce à elle, dans le cœur du curé et de ses paroissiens et paroissiennes, ce père a retrouvé la vie, et plus enore, il a rencontré le Ressuscité de Pâques.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : <http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217>

I COMMUNAUTAIRE I

I PRÉPARATION DU TERRAIN POUR LE MUSÉE À VOCATION RÉGIONALE

Le patrimoine mis en valeur dès 2018?

Le Musée du patrimoine de la rivière Winnipeg à Saint-Georges pourrait ouvrir ses portes en 2018 si la Province finance une partie du projet. L’administratrice veut y croire. La ministre du Patrimoine Rochelle Squires est sensible à l’initiative.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La construction d’un musée à vocation régionale, en l’occurrence pour mettre en valeur le patrimoine de la rivière Winnipeg, est un rêve que caresse depuis longtemps la Société historique de Saint-Georges. Ce projet a commencé à se concrétiser ce printemps, avec le déblayage du terrain sur lequel était situé l’ancien Musée de Saint-Georges, à moitié détruit par un incendie en mai 2014.

Diane Dubé, l’administratrice, décrit l’état actuel des lieux : « L’édifice en tôle qui abritait le vieux traversier de Saint-Georges a été enlevé par un contracteur local, Daniel Courcelles. Il a pu déménager la structure, qu’il conservera pour son commerce, Dan’s Excavating.

« Entre-temps, le traversier est sur le terrain avoisinant, en attendant la prochaine étape, qui sera d’établir les fondations pour les deux édifices du nouveau musée. »

La confiance de Diane Dubé repose sur le fait que Patrimoine

canadien avait déjà annoncé en juillet 2016 un financement de 1,4 million à condition que le projet aille de l’avant au plus tard le 31 mai 2018. De plus, la Société historique et le CA du Musée ont déjà 1 225 000 \$, somme obtenue par des collectes de fonds et l’indemnisation des assureurs suite à l’incendie. Le coût total prévu du projet est de 3,5 millions \$.

« Nous avons aussi approché d’autres bailleurs de fonds, comme Diversification économique de l’Ouest et, bien entendu, la Province. L’automne dernier, nous avons rencontré Rochelle Squires, la ministre du Patrimoine. La discussion nous a paru favorable. »

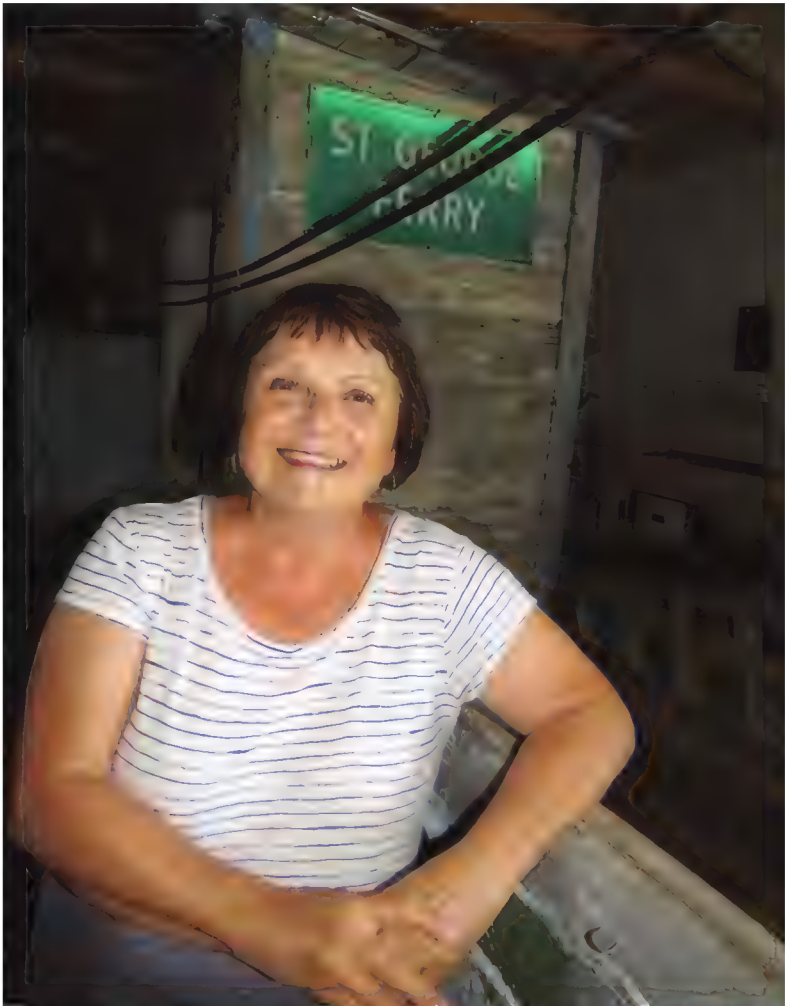
Rochelle Squires, pour sa part, fait remarquer que le projet du nouveau musée est « une excellente initiative ». « La valeur patrimoniale est vraiment impressionnante. La vision régionale est un bon atout. Je vais travailler dans la mesure du possible avec la Société historique de Saint-Georges. »

Par sa vocation régionale, le but du musée est de mettre en perspective le rôle du cours d’eau dans l’histoire de Saint-Georges,

de Powerview et de Pine Falls depuis le passage, au 18^e siècle de La Vérendrye jusqu’à la construction des grands barrages hydroélectriques, en passant par l’époque de la traite des fourrures, la période coloniale et l’établissement de l’industrie forestière.

Diane Dubé voit très bien à quoi ressemble son rêve : « Le Musée aura deux édifices, conçus par George Cibinel, notre architecte. Les structures abriteront nos expositions permanentes, nos bureaux et nos archives. Cette bâtisse de 5 500 pieds carrés sera munie d’une chambre à température et à humidité relative régulées pour abriter les archives de la Société historique.

« Le traversier sera installé en permanence dans le deuxième édifice, dans une salle non chauffée. Sur le terrain du musée, on installera un hydravion qui appartenait à la famille Gaffray. C’est une famille d’origine française venue de Saint-Pierre-Jolys en 1934. D’abord fermiers, les Gaffray ont fondé Silver Pine Air, une entreprise qui a joué un rôle important dans la cueillette du



Diane Dubé : « Ce qui est important pour nous, c’est de passer à l’action. »

riz sauvage. On présentera aussi deux petits bateaux remorqueurs – des tugboats – qui ont travaillé fort à draver des arbres abattus sur la rivière pour la Abitibi Paper Company. »

Diane Dubé à l’USB

Diane Dubé est désormais l’un des 15 membres du Bureau des gouverneurs de l’Université de Saint-Boniface, pour un mandat de deux ans.

Pour la résidente de Saint-Georges, il s’agit d’un « nouveau défi ». « C’est le bureau de la lieutenant-gouverneure Janice Filmon qui m’a demandé si j’étais intéressée. J’ai accepté tout de suite. Mais ce n’est qu’avec l’annonce officielle de ma nomination, par le ministre de l’Éducation Ian Wishart, que j’ai su que mon nom avait été retenu. »

Ancienne enseignante dans les écoles de Powerview et de Sagkeeng, Diane Dubé a été commissaire d’école, de 1978 à 1984, pour la Division scolaire d’Agassiz. C’est à cette époque qu’elle revendiquait en parallèle une école française et une première prématernelle de la région.

De 1989 à 1996, elle a été conseillère municipale au District d’administration locale d’Alexander, devenu municipalité rurale en 1997. En 2006, elle a été élue conseillère une deuxième fois, à la Municipalité d’Alexander, poste qu’elle a détenu jusqu’en 2010.

Diane Dubé est également mère de trois enseignantes, toutes anciennes de l’USB. « L’éducation française a toujours été importante dans ma vie. Chaque fois que je rencontre mes filles, c’est le grand sujet de discussion! »

Des 15 membres du Bureau des gouverneurs, deux sont nommés par la SFM, deux sont nommés par l’Archidiocèse de Saint-Boniface, et deux professeurs sont nommés par le Sénat de l’USB. De plus, un étudiant est nommé par l’Association étudiante de l’USB. Un deuxième étudiant est nommé par la lieutenant-gouverneure en conseil. La lieutenant-gouverneure nomme par ailleurs quatre autres membres du Bureau.

Journée franco-manitobaine de réflexion sur le handicap

28 avril 2017 | 9 h - 16 h
Université de Saint-Boniface

Table ronde
Repas inclus
Café du monde

Inscription :
ustboniface.ca/jfrh
ou 204-235-4400
DATE LIMITE : 25 AVRIL

Renseignements :
marentsen@ustboniface.ca
204-237-1818, poste 346

Cette journée veut créer un espace de réflexion pour les francophones vivant en situation de handicap ainsi que pour les familles, les amis, les professionnels des services sociaux et de la santé qui les soutiennent. Cette initiative permettra le partage de ce que cela représente de vivre en situation de handicap en milieu francophone minoritaire.

Université de Saint-Boniface
ustboniface.ca

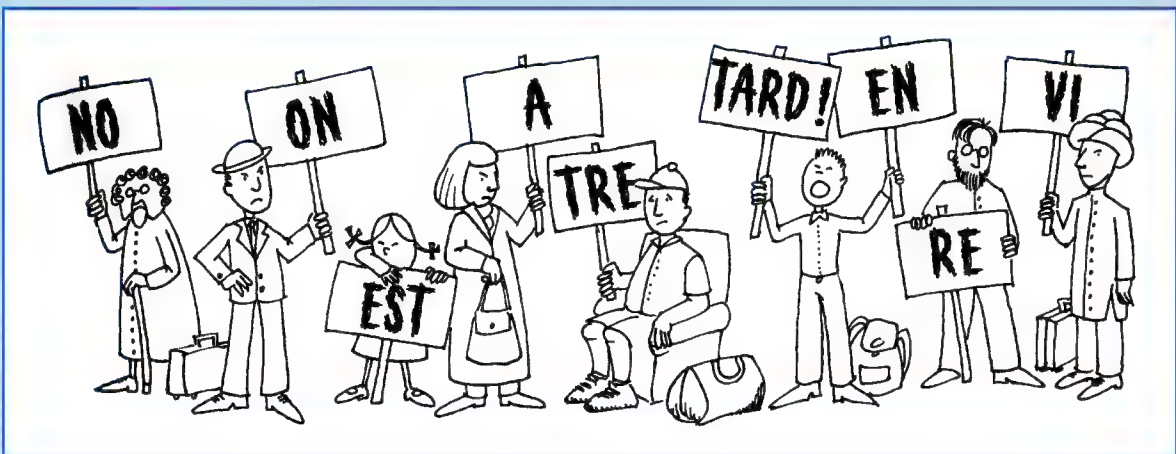
/ustboniface

LE CLUB DE BICOLO

LES VOYAGES



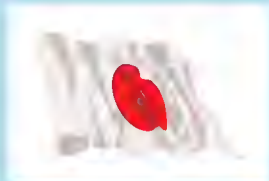
1 Remets les syllabes dans l'ordre pour savoir ce qui se passe à l'aéroport.



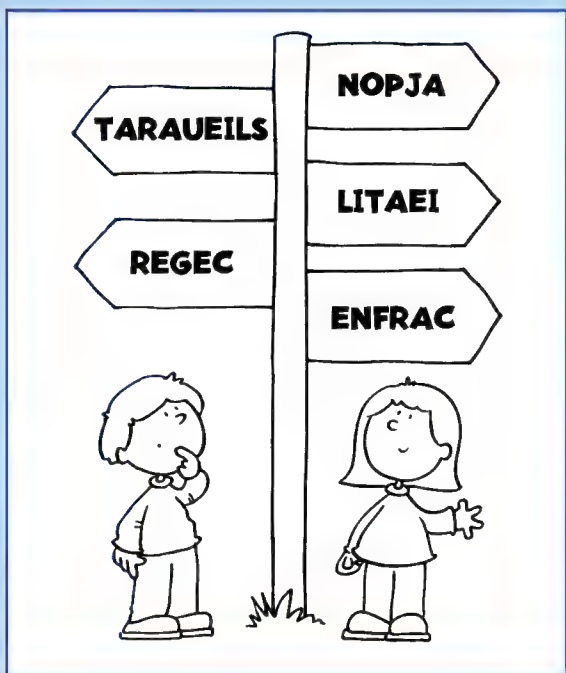
3 Marie-Chantal vient de faire développer ses photos de vacances. Dans quel pays est-elle allée?



5 À quel pays appartiennent ces drapeaux?



2 Où peuvent-ils aller?



4 Avec le code, retrouve dans la grille les lettres d'une chose que tu emportes en vacances.

	1	2	3	4	5	6
A	f	l	t	v	e	h
B	d	f	u	c	r	c
C	a	w	q	i	b	l
D	v	h	k	f	c	a
E	i	t	h	j	r	s
F	o	s	e	k	e	r
	A4	C1	C6	E1	E6	F5

SOLUTIONS

1. Notre avion est en retard!

2. Australie, Grèce, Japon, Hollande, France.
3. Italie.

4. Valise.

5. Angleterre, Canada, Japon.

FRANCOPHONIE MANITOBAINE 2016

Vers notre deuxième centenaire

MOT DE RAYMOND LAFOND, PRÉSIDENT ET PORTE-PAROLE DU COMITÉ DE REFONTE

Chers amis et amies de la francophonie manitobaine,
Au nom du Comité de refonte, élu lors de l'Assemblée générale annuelle de la Société franco-manitobaine (SFM) le 13 octobre 2016, j'ai l'honneur de vous présenter le fruit du travail qui nous a été confié.

Les membres de l'Assemblée présents ont aussi adopté le mandat du comité qui était « d'évaluer et d'étudier l'ensemble de la SFM dont sa vision, sa mission, ses valeurs, ses structures politique et administrative ».

Nous avons pris notre mandat à cœur. Non seulement pour honorer la confiance que vous avez placée en nous mais aussi pour la simple raison que notre Francophonie mérite l'investissement de temps et d'énergie que nous avons mis dans cette réflexion et l'élaboration de ce rapport.

Nous sommes confiants que ce document d'environ 40 pages, y compris 16 propositions et le nouveau règlement administratif proposé (voir cahier 2), répond à notre mandat.

En effectuant notre travail, nous avons jugé bon de rencontrer des représentants de plusieurs organismes ainsi que des anciens présidents de la SFM. Nous avons aussi consulté des experts dans divers domaines particuliers à la structure politique et administrative. Tous ont accepté de bon cœur de nous aider à cheminer dans nos réflexions et discussions.

Une quinzaine de personnes nous ont fait parvenir des soumissions pour la plupart très bien étoffées. Plusieurs de leurs suggestions se retrouvent dans notre travail et parfois même dans nos propositions.

Nous tenons à remercier de façon particulière tous ces intervenants. L'expérience et la sagesse que nous avons pu constater ont démontré le profond intérêt de nombreuses personnes à la francophonie manitobaine. Ils ont aussi révélé une vitalité nourrie de réflexions sérieuses et engagées qui assureront l'épanouissement de notre francophonie manitobaine et de ses organismes.



Nous remercions aussi la SFM, et plus particulièrement Monique Murphy, qui nous a fourni tous les documents que nous lui avons demandés, et cela rapidement et sans hésitation.

Nous remercions enfin *La Liberté* d'accepter de publier notre rapport dans un cahier spécial accompagnant son journal du 12 avril 2017. Il sera ainsi inscrit aux archives du projet PEEL pour la postérité.

Nous nous sommes rencontrés deux fois par semaine depuis notre élection à ce comité en octobre 2016. Bien sûr, chacun des membres a dû faire beaucoup de lecture, de recherche et de rédaction entre ces rencontres. Je tiens donc à remercier Mona Audet, Raymond Hébert, Diane Leclercq et Ben Maréga pour leur dévouement et leur inestimable contribution à ce rapport.

Nous souhaitons que notre rapport suscite de nombreuses discussions fructueuses pour donner un nouvel essor contemporain à la SFM et à notre francophonie manitobaine.

LES MEMBRES DU COMITÉ DE REFONTE



RAYMOND LAFOND

Né à Saint-Jean-Baptiste, Raymond Lafond développe son ouverture au monde dès ses années au Collège de Saint-Boniface où il devient membre de comité de direction de l'association étudiante en tant que vice-président aux affaires extérieures.

Après sa formation de comptable agréé, il entre aux conseils d'administration de divers organismes financiers. En 1984, il relève le défi de sortir la Caisse populaire de Saint-Boniface de ses difficultés financières en intégrant la direction générale. Il sera aussi le président fondateur de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface entre 1989 et 1991.

Récipiendaire du Prix Riel en 1989, son parcours le mène à rédiger les règlements administratifs et à assurer la direction générale de la Corporation catholique de la santé du Manitoba. Puis, il s'attaque aux règlements de l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM) dont il devient le premier président du CA entre 2007 et 2012. Il devient tout naturellement le président du World Trade Centre Winnipeg à sa fondation formelle en 2013.

Ses forces :

- engagement auprès des organismes franco-manitobains;
- sens de l'organisation;
- expertise financière.

Son ambition, en intégrant le comité de refonte : « Répondre aux besoins des francophones ».

DIANE LECLERCQ

Native de La Broquerie, Diane Leclercq a passé 35 ans de service au fédéral avec le Secrétariat d'État et le ministère du Patrimoine canadien. Dont plus de 30 ans dans les programmes de subventions et contributions en appui aux organismes francophones, aux groupes ethnoculturels, Autochtones, Métis et Inuit du Canada. Elle a géré les programmes d'Appui aux langues officielles au ministère du Patrimoine canadien pour la Région des Prairies et du Nord.

Diane a participé à l'établissement des Centres de services bilingues au Manitoba en collaboration avec la Province du Manitoba et plus particulièrement à y assurer la présence de services fédéraux en français. L'équipe impliquée dans ce projet a reçu le Prix de contribution exceptionnelle du Conseil fédéral du Manitoba en 2004 et le prix Ronald Duhamel en 2006. Plus récemment, elle s'est aussi démarquée dans son travail pour la francophonie manitobaine ayant reçu en 2015 le Prix Ronald-Duhamel.

Diane a siégé à plusieurs conseils d'administration et a œuvré au sein de diverses organisations.

Ses forces :

- gestion et organisation;
- maîtrise des arcanes du secteur public;
- grande connaissance des organismes porte-parole de communautés.

Son ambition, en intégrant le comité de refonte : « Redonner à la communauté ».

BEN MARÉGA

Né au Sénégal, il a emménagé à Winnipeg en 2007 pour étudier en administration des affaires à l'Université de Saint-Boniface, et s'est impliqué dès son arrivée auprès de l'Association des Sénégalais, qui compte 300 membres. Il en devient le président dès 2009, poste qu'il occupe jusqu'en 2014.

Parallèlement, en 2011-2012, il devient président de l'Association étudiante de l'USB puis directeur des médias étudiants, chargé du bon fonctionnement du journal *Le Réveil* et de la station CBAU. Cette même année, il collabore à la fondation de la troupe de théâtre La Troupe Ambiguë du Manitoba.

Depuis, il travaille dans le monde de la finance et comme consultant en communication, tout en continuant d'œuvrer en faveur de la communauté.

Ses forces :

- une vision ouverte sur le monde;
- le sens de la communauté;
- la communication.

Son ambition, en intégrant le comité de refonte : « Voir la communauté comme un esprit collectif ».

MONA AUDET

Originaire du Saguenay / Lac-St-Jean, elle a déménagé au Manitoba avec sa famille en 1996.

Depuis, elle s'est beaucoup impliquée pour bien connaître sa communauté et pour faciliter son insertion, en retournant aux études pour obtenir le certificat de cadre d'association émérite de la Société canadienne des directeurs d'Association, en octobre 2004.

En 2001, elle devient directrice générale de Pluri-elles, un organisme qui travaille en alphabétisation, counselling et entraide, alphabétisation familiale, employabilité, formation informatique aînés et budgétisation. Plus de 35 employées sont au service de l'organisme représentant 24 communautés servies dans tout le Manitoba.

Elle participe à plusieurs comités dans différents domaines (services sociaux, santé, vieillissement de la population, alphabétisation) et est membre de plusieurs conseils d'administration (CDEACF-RESDAC), grâce à son expertise de plus de 30 ans dans le domaine de la gestion et de l'administration.

Ses forces :

- gestion des ressources humaines;
- management;
- expertise financière.

Son ambition, en intégrant le comité de refonte : « Qu'on trouve des solutions gagnantes pour toute la communauté ».

RAYMOND HÉBERT

Né à Saint-Boniface, il fait ses études au Collège de Saint-Boniface avant de compléter ses études de maîtrise à l'Université du Manitoba. Piqué par le virus du journalisme, il cofonde dès 1964 le *St. Boniface Courier* et assume la rédaction en chef de deux autres publications, le *St. Vital Lance* et le *Fort Garry Lance*.

En 1974 après avoir passé six ans au Nouveau-Brunswick, il revient au Manitoba où, deux ans plus tard, il deviendra sous-ministre adjoint, chargé du Bureau de l'éducation française.

En 1980, il commence à enseigner au Collège universitaire de Saint-Boniface et multiplie les travaux de recherche en science politique, qui lui vaudront en 2005 le Prix Alexander Kennedy et en 2013 le Prix littéraire Rue-Deschambault.

À côté de sa carrière d'enseignant, il intervient auprès de la SFM à deux reprises : en 1983 comme conseiller du président Léo Robert, puis pour rédiger un premier rapport de synthèse des États généraux de 1987-1988.

Ses forces :

- expériences passées avec la SFM;
- esprit critique;
- pédagogie.

Son ambition, en intégrant le comité de refonte : « Conduire le travail de réflexion dans un esprit de collégialité ».

AVANT-PROPOS

1916 : date de la fondation de l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, ancêtre de la Société franco-manitobaine. L'Association fut fondée en réaction à l'abolition de l'enseignement en français au Manitoba, événement le plus tragique de l'histoire du Manitoba français. Cet organisme rallia tous les francophones manitobains de l'époque derrière un objectif commun, soit le rétablissement du droit à l'enseignement en français au Manitoba.

Durant le siècle qui suivit, et surtout à compter des années 1960, la collectivité francophone reprit progressivement tout le terrain perdu en éducation et dans bien d'autres domaines. En 2016, le gouvernement du Manitoba adopta la *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine (Loi 5)*, qui vint couronner ce lent cheminement vers la pleine égalité des droits et des services offerts aux francophones manitobains. La *Loi 5* élargit considérablement la définition de l'identité francophone pour qu'elle concorde mieux avec l'évolution démographique de la francophonie manitobaine. La *Loi 5* prévoit également un Conseil consultatif des affaires francophones avec représentation du gouvernement manitobain et de la communauté francophone. Entretemps, en 2015, la Société franco-manitobaine (SFM) amorça une vaste consultation des francophones manitobains de toutes souches, soit les États généraux du Manitoba français, qui mena à l'adoption d'un plan stratégique pour l'ensemble de la francophonie de la province, intitulé le *Plan stratégique de la francophonie du Manitoba*.

Pour donner suite à ces initiatives très positives pour la collectivité francophone, les membres de la SFM ont élu un Comité de refonte pour se pencher sur ses propres structures politiques et administratives. Nous sommes fiers de présenter ici notre rapport.

C'est un changement en profondeur que nous proposons ici dans les structures de gouvernance de la francophonie manitobaine.

Dans notre rapport, nous avons tenu compte de l'évolution démographique, institutionnelle et organisationnelle de notre communauté depuis une cinquantaine d'années. En effet, depuis plusieurs décennies nos institutions et nos organismes se sont multipliés et en sont la manifestation tangible de la vitalité de notre communauté. Ainsi nous croyons que les institutions et les organismes de notre communauté doivent être au cœur de sa gouvernance en tant que communauté distincte au Manitoba et au Canada. De plus, tous les secteurs d'activités et de services de cette communauté doivent y être présents afin de permettre à la SFM d'œuvrer, de façon informée et efficace, dans tous les domaines prioritaires de la vie française au Manitoba.

Nous souhaitons que notre rapport suscite de nombreuses discussions fructueuses pour donner, tout compte fait, un nouvel essor contemporain à la SFM et à notre communauté, cette communauté qui a entamé, en 2016, son deuxième centenaire. Nous souhaitons dans ces pages lui donner des ailes.

MANDAT ET MEMBRES DU COMITÉ DE REFONTE DE LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

Lors de son assemblée générale annuelle (AGA) du 13 octobre 2016, les membres de la SFM ont adopté la proposition suivante :

ATTENDU QUE :

- la francophonie manitobaine participe activement à l'élaboration du plan stratégique communautaire 2017-2022;
- les participantes et les participants des cafés-citoyens ont suggéré que les organismes fassent un retour sur leur rôle dans l'épanouissement de la communauté francophone;
- à l'issue des États généraux, la communauté francophone doit se doter de structures d'intervention politique efficaces et actualisées;
- dans le cadre des consultations de ces mêmes États généraux, les participantes et les participants ont demandé que le rôle de la Société franco-manitobaine soit clarifié;
- la dernière refonte majeure de la SFM date de 1989, à la suite des États généraux de 1987-1988;
- la SFM est à l'écoute de la communauté et a ses intérêts à cœur;

Il est proposé qu'un comité ad hoc, composé de 5 personnes élues par les membres à l'AGA de la SFM (13 octobre 2016), soit mandaté d'évaluer et d'étudier l'ensemble de la SFM (vision, mission, valeurs, structures politique et administrative).

Ce comité ad hoc aura la responsabilité de soumettre au 31 mars 2017, au conseil d'administration de la SFM, un rapport qui comprendra des recommandations pour discussion et approbation lors d'une assemblée générale extraordinaire de la Société franco-manitobaine au printemps 2017 et celles-ci entreront en vigueur à l'AGA de la SFM en octobre 2017.

Après l'adoption de cette proposition, et lors de la même assemblée générale annuelle, les membres de la SFM ont élu les personnes suivantes comme membres de ce comité :

- Mona Audet
- Raymond Hébert
- Raymond Lafond
- Diane Leclercq
- Ben Maréga

Lors de sa première réunion officielle, tenue le 15 octobre 2016, le comité a élu, par acclamation, Raymond Lafond comme son président et porte-parole. Les recommandations contenues dans le rapport sont appuyées unanimement par les membres du comité.



REMERCIEMENTS

En accomplissant la tâche qui nous a été confiée par les membres de la Société franco-manitobaine, nous avons reçu une aide précieuse fournie par de nombreuses personnes.

D’abord nous aimerions remercier la SFM, et plus particulièrement Monique Murphy, qui nous a fourni tous les documents que nous lui avons demandés, et cela rapidement et sans hésitation. Cela a contribué de façon importante à faire avancer nos discussions, et nous la remercions chaleureusement.

Nous aimerions remercier aussi Pluri-elles, qui nous a accueillis à bras ouverts en nous fournissant des locaux discrets et appropriés à notre travail ainsi que tous les services nécessaires. Nous en sommes très reconnaissants.

En effectuant notre travail, nous avons jugé bon de rencontrer des représentants de plusieurs organismes ainsi que des anciens présidents de la SFM. Nous avons aussi consulté des experts dans divers domaines particuliers à la structure politique et administrative. Tous ont accepté de bon cœur de nous aider à cheminer dans nos réflexions et discussions.

Nous remercions tous les gens qui ont participé à notre travail en nous envoyant des soumissions. Plusieurs de leurs suggestions se retrouvent dans notre travail et parfois même dans nos propositions. Cela nous a permis de faire un travail réellement communautaire et rassembleur.

Enfin nous désirons remercier le journal *La Liberté*, qui a réservé beaucoup d’espace dans ses pages pour informer la population francophone manitobaine au sujet de notre comité, de ses membres et de son travail. Nous remercions le journal de son professionnalisme et de son objectivité.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos i

Mandat et membres du Comité de refonte ii

Remerciements iii

1) Méthodologie 5

2) Historique et mise en contexte 5

 PROPOSITION 1 : NOM DE LA SOCIÉTÉ 9

3) Vision, mission, valeurs, rôles et responsabilités de la SFM 9

 PROPOSITION 2 : VISION, MISSION, VALEURS, RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE LA SFM 9

4) La structure politique de la SFM 10

 PROPOSITION 3 : MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ 11

 PROPOSITION 4 : COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ 12

 ORGANIGRAMME 1 : ORGANIGRAMME DE LA SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE 13

 PROPOSITION 5 : LES COMITÉS PERMANENTS 14

 PROPOSITION 6 : LE FORUM DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE 14

 PROPOSITION 7 : LA DIRECTION GÉNÉRALE 15

 PROPOSITION 8 : ÉVALUATION OFFICIELLE EN 2022 15

5) Le statut juridique et de bienfaisance de la SFM 16

 A) Le statut juridique de la SFM 16

 PROPOSITION 9 : LE STATUT JURIDIQUE DE LA SFM 16

 B) Le statut de bienfaisance de la SFM 17

 PROPOSITION 10 : LE STATUT DE BIENFAISANCE DE LA SFM 19

6) Les structures administratives de la SFM 19

 A) Visibilité 19

 PROPOSITION 11 : REHAUSSER LA VISIBILITÉ DE LA SFM 20

 PROPOSITION 12 : RASSEMBLER L’ENSEMBLE DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE 20

 B) Le Réseau communautaire de la SFM 21

 PROPOSITION 13 : UNE PRÉSENCE CONTINUE DE LA SFM EN MILIEU RURAL 21

 C) L’Accueil francophone 22

 PROPOSITION 14 : L’ACCUEIL FRANCOPHONE 23

 D) Infojustice Manitoba 23

 PROPOSITION 15 : INFOJUSTICE MANITOBA 24

7) Restructuration de la relation SFM – Presse-Ouest Ltée 24

 ORGANIGRAMME 2 : PRESSE-OUEST LTÉE - UNE FIDUCIE 27

 ORGANIGRAMME 3 : PRESSE-OUEST LTÉE – UNE ENTREPRISE SOCIALE 28

 PROPOSITION 16 : LA GOUVERNANCE ET LA PROPRIÉTÉ DES ACTIONS DE PRESSE-OUEST LTÉE 29

8) Conclusion : Représentation et revendication 29

9) Résumé des propositions 30

ANNEXE 1 – Liste des organismes et regroupements (44) 39

ANNEXE 2 – Proposition de Raymonde Gagné et de Léo Robert (24 octobre 2013) 40

ANNEXE 3 – Règlement administratif Cahier 2

1) MÉTHODOLOGIE

Dès sa première réunion officielle tenue le 15 octobre 2016, le Comité de refonte a décidé de lancer un appel aux francophones du Manitoba et de leur demander de réfléchir sur la structure de gouvernance de la SFM et sur tout autre sujet lié à cette structure et ce, avant le 30 novembre 2016. Nous avons reçu une quinzaine de soumissions de différentes longueurs et profondeurs d'analyse; le comité s'est penché attentivement sur ces soumissions et a pu en dégager un certain nombre de thèmes communs.

Le comité s'est rapidement doté d'une foule de documents pertinents, en commençant par les statuts constitutifs de la SFM, son Règlement administratif, le Rapport sur les États généraux de la francophonie manitobaine 2015 (*Des voix qui rassemblent : parcours identitaires, défis et aspirations de la francophonie manitobaine*, de Moissac et coll., le 6 avril 2016), l'ébauche de plan stratégique discuté lors de plusieurs rencontres organisées durant l'été de 2016 et enfin, la résolution sur le *Plan stratégique de la francophonie du Manitoba*, adoptée lors d'une assemblée générale extraordinaire de la SFM tenue le 27 octobre 2016. Le comité a également consulté de nombreux documents rédigés au cours des décennies concernant les structures de la SFM, ainsi que d'autres documents sur les opérations de la SFM; tous ces documents nous ont été fournis par l'administration de la SFM ponctuellement sur demande, et nous la remercions chaleureusement de sa collaboration.

Le comité a également effectué une collecte de données sur les structures de gouvernance des organismes francophones porte-parole dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, membres de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), et les a analysées et discutées en profondeur pour voir s'il y avait lieu d'adapter certaines structures ou pratiques à la situation manitobaine.

Le comité a aussi rencontré plusieurs anciens présidents de la SFM pour discuter de leurs expériences et de leur analyse rétrospective du fonctionnement de l'organisme au cours des décennies.

Le comité a rencontré le comité exécutif actuel de la SFM, ainsi que le président-directeur général et la directrice générale adjointe. Ces réunions ont engendré plusieurs heures de discussions.

Le comité s'est penché sur la relation entre la SFM et la Société Presse-Ouest Ltée (POL) et en a discuté avec le comité exécutif de la SFM. Le comité a également rencontré le président de POL et la directrice du journal pour discuter des différents aspects problématiques de cette relation.

Le comité a consulté des experts concernant le statut juridique de la SFM, et notamment son statut d'organisme de bienfaisance.

Enfin, le comité a rencontré les présidents et directeurs généraux ou leurs équivalents de trois des grands piliers institutionnels francophones au Manitoba, soit la Corporation catholique de la santé du Manitoba, la Division scolaire franco-manitobaine et l'Université de Saint-Boniface.

2) HISTORIQUE ET MISE EN CONTEXTE

La communauté francophone¹ du Manitoba a connu plusieurs étapes dans l'évolution de ses institutions et de ses organismes. Dans sa première incarnation, l'organisme représentant cette communauté a été fondé en 1916, en réaction à une décision du gouvernement provincial d'abolir l'enseignement en français dans les écoles de la province. Ce fut une crise, la pire peut-être pour les francophones dans la courte histoire du Manitoba, crise qui appelait une réaction vigoureuse et de grande envergure. On décida alors de créer l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba (AÉCFM), qui avait un rôle unique, mais de la plus grande importance, à savoir d'assurer la survie de l'enseignement en français au Manitoba.

Pendant plus de 50 ans, l'AÉCFM s'est acquittée plus qu'honorablement de cette tâche, en développant d'abord une relation de confiance avec le ministère de l'Éducation, notamment par la mise en place d'un système d'inspecteurs d'école pour rassurer le Ministère que l'enseignement dans les écoles officieusement « françaises » était de qualité acceptable pour le Ministère. L'AÉCFM fournissait également une multitude de services à l'appui de l'enseignement en français au Manitoba, enseignement qui, rappelons-le, est demeuré illégal durant presque toute cette période.

Forcément, l'AÉCFM reflétait la démographie et les valeurs de l'époque (population canadienne-française de souche regroupée dans des paroisses catholiques, souvent pauvre et vivant en milieu rural). Au début des années 1960, les effets de la modernisation rapide de la société après la Deuxième Guerre mondiale commencèrent à se faire sentir. Cette modernisation se manifestait notamment par un phénomène nouveau, soit l'assimilation des francophones à la culture anglophone dominante, phénomène à peu près inconnu jusque-là. La modernisation et les nouvelles valeurs qui la caractérisaient menèrent aussi à une remise en question du leadership clérical prépondérant par des jeunes francophones et parfois même, par des prêtres influents.

¹ Nous sommes conscients du débat entourant les mots « communauté », « collectivité », « société » et ainsi de suite. Dans le présent rapport, nous utiliserons surtout l'expression « la francophonie manitobaine » pour désigner toutes les personnes qui parlent français au Manitoba; cependant, nous utiliserons parfois l'expression « la communauté francophone » pour désigner essentiellement la même chose.

2) HISTORIQUE ET MISE EN CONTEXTE (SUITE)

Au fil des années 1960, un consensus se développa autour de l'idée qu'il fallait effectuer des changements majeurs aux structures de la communauté francophone manitobaine. Une période de transformation qui débuta vers 1964 mena finalement à l'abolition de l'AÉCFM et à la création de la Société franco-manitobaine en décembre 1968. Dans un tour de force communautaire, la même assemblée abolit l'AÉCFM, devenue à l'époque l'Association canadienne-française du Manitoba (ACFM), en avant-midi et créa la SFM dans l'après-midi!

Contrairement à l'AÉCFM, la SFM s'était donné un rôle surtout de revendication politique, puisque, sur plusieurs fronts, tout était à faire. En éducation, par exemple, même s'il y avait eu des percées importantes sous le gouvernement Roblin, le droit à l'enseignement entièrement en français (sauf le cours d'anglais) n'était pas encore acquis. La notion même de services en français offerts par les gouvernements était quasi-inconcevable. Les luttes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des francophones aux niveaux fédéral et provincial ne faisaient que commencer. Ainsi, dans ses débuts, la nouvelle SFM mettait l'accent sur l'animation sociale, outil de mobilisation de la population francophone, dans le milieu scolaire et ailleurs. La constitution de la SFM, adoptée à la quasi-unanimité, prévoyait que la SFM aurait un mandat beaucoup plus vaste que l'ancienne Association, couvrant le politique, l'économie, l'éducation et la culture.

Fort d'appuis financiers substantiels au niveau fédéral (le gouvernement libéral de Pierre-Elliott Trudeau fut élu en 1968), la SFM se mobilisa efficacement dans plusieurs domaines. Durant les années 1970 et 1980, le contexte politique fédéral, notamment la *Loi sur les langues officielles* et les programmes qui en découlèrent, menèrent à la création de nombreux nouveaux organismes francophones dans divers secteurs. Ainsi, des secteurs d'activités relevant en principe de la SFM furent dévolus à d'autres organismes. De nombreux nouveaux « acquis » émergèrent, notamment le rétablissement au droit à l'éducation en français au Manitoba, l'Institut pédagogique (plus tard la Faculté d'éducation) au Collège universitaire de Saint-Boniface, le Bureau de l'éducation française et la création de nombreuses écoles françaises partout dans la province. L'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982 permit d'avancer tranquillement vers la création d'une division scolaire francophone couvrant l'ensemble du Manitoba en 1994.

Au début des années 1980, par contre, la province et la communauté francophone furent secouées par une crise linguistique qui absorba beaucoup d'énergie et qui généra de nombreuses divisions entre francophones et anglophones, et entre les francophones eux-mêmes aussi. On entra alors dans une période de questionnement du rôle fondamental de la SFM et en mars 1986, la SFM prit la décision d'organiser des États généraux, une vaste consultation de la communauté francophone du Manitoba pour pallier ce qu'on percevait alors comme une espèce de dérive, de manque de direction dans les années qui suivirent la crise linguistique, qui avait pourtant mobilisé des milliers de francophones partout dans la province. Le comité des États généraux organisa une série de rencontres publiques dans toutes les régions de la province à l'automne de 1987, dont le point culminant fut un congrès tenu au début de mars 1988. Des tentatives subséquentes de restructuration de la SFM en fonction des besoins exprimés par les participants aux États généraux échouèrent, quoiqu'un nouveau Règlement administratif fût adopté en 1989. Ce fut la dernière grande consultation de l'ensemble de la communauté francophone du Manitoba jusqu'aux États généraux de 2015.

Dans la foulée de la consultation de 1987-1988, et après plusieurs faux départs, un groupe de travail formé en novembre 1988 et présidé par Raymond Bisson élaborait un projet de restructuration de la SFM qui fut présenté et adopté lors d'une assemblée générale extraordinaire, le 10 juin 1989. La nouvelle structure fut mise en place après son adoption; elle prévoyait un conseil de 13 membres élus ainsi qu'une représentation équilibrée entre les régions urbaines et rurales. Cette structure ne dura que quelques années cependant, alors que déjà en 1995 le conseil d'administration (CA) ne comptait que 11 membres et en 1996, une nouvelle structure fut mise en place. Celle-ci ne comptait que neuf membres, en plus du directeur général. C'est la structure qui existe encore aujourd'hui. En plus de la présidence, de la vice-présidence et du secrétaire-trésorier, elle compte cinq représentants des régions urbaines et rurales. (Il est à noter qu'un seul poste est réservé exclusivement à la ville de Winnipeg.) La neuvième personne était le coprésident du comité conjoint de l'Entente Canada-communauté signée le 27 juin 1994, qui siégeait au CA mais sans droit de vote. Ce poste n'existe plus, ce qui fait que la SFM fonctionne maintenant avec un CA de huit personnes élues, en plus du président-directeur général.

Il faut souligner toutefois qu'il y eut d'autres consultations de moins grande envergure durant les années 1990 et 2000, notamment auprès des organismes, qui continuaient à se multiplier durant cette période. Il faut en souligner une en particulier. Lors de son AGA du 21 octobre 2006, les membres de la SFM furent saisis d'un rapport préparé par Mosaïk Consultants Inc. intitulé *Épanouissement futur de notre communauté et promotion de sa vitalité*. Mosaïk fut alors mandaté d'entamer une deuxième étape de cette étude. Reconnaisant les nouvelles réalités institutionnelles et organisationnelles de l'ensemble de la communauté, cette étape mit l'accent sur une consultation en profondeur des institutions et des organismes de la communauté. En tout, 30 organismes participèrent à cet exercice. Cette étude, *Changement 2008*, qui demeura sans lendemain, reste une source précieuse de renseignements sur les institutions et les organismes francophones. Notamment, si l'on compile les dates de création de ces organismes (date de création du premier mandat), on trouve que la majorité d'entre eux (22 des 44 organismes) ont été

2) HISTORIQUE ET MISE EN CONTEXTE (SUITE)

fondés après 1980. De ces 22 organismes, 16 ont vu le jour depuis 1990. (Voir l'Annexe 1) Autrement dit, les organismes francophones manitobains se sont multipliés depuis la tenue des derniers États généraux de 1987, chacun avec son mandat, ses membres, son budget et ses services.

Lors de l'AGA de la SFM tenue le 24 octobre 2013, ses membres adoptèrent une résolution mandant l'organisme d'organiser de nouveaux états généraux. (Voir l'Annexe 2) Après plus d'un an, ces États généraux furent lancés officiellement le 29 novembre 2014. Un rapport sur les États généraux fut remis à la SFM le 6 avril 2016; il s'agit d'un texte intitulé *Des voix qui rassemblent : parcours identitaires, défis et aspirations de la francophonie manitobaine*, sous la direction de Danielle de Moissac (Université de Saint-Boniface), rapport déposé à la Société franco-manitobaine le 6 avril 2016 (ci-après appelé le rapport des États généraux). Ce document fut discuté pendant toute une journée lors de la réunion des États généraux, le 23 avril 2016.

Par la suite, un deuxième texte, une ébauche d'un *Plan stratégique de la communauté francophone du Manitoba* (PGF Consultants, 3 juin 2016), fut remis à la SFM et discuté lors de plusieurs réunions en milieu urbain et rural afin de valider l'orientation prise par les consultants. Enfin, un plan stratégique définitif fut remis à la SFM en octobre 2016 sous le même titre, mais présenté cette fois sous forme de résolution. Le *Plan stratégique* fut soumis à une assemblée générale extraordinaire (AGE) le 27 octobre 2016 sous forme de résolution et a présenté un plan stratégique étalé sur 20 ans. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité.

Les États généraux de 2015

On a souvent décrit le processus suivi dans l'organisation des États généraux de 2015, mais il est bon de le rappeler brièvement ici :

Les États généraux de la francophonie manitobaine, qui ont été réalisés entre décembre 2014 et septembre 2015, correspondent à une vaste consultation individuelle et en groupes auprès de la population francophone et francophile du Manitoba. (...) Cette consultation avait comme objectif principal de mieux connaître les parcours, les valeurs et les défis ainsi que les aspirations de la population francophone du Manitoba dans toute sa diversité afin d'identifier les orientations pouvant mieux soutenir son développement. Dans l'ensemble, 146 cafés-citoyens et 42 sondages en ligne totalisent 1 533 témoignages. Ce, qui résulte d'une collaboration entre la SFM et l'Université de Saint-Boniface (USB), présente une synthèse des propos recueillis. (Rapport des États généraux, p. v)

Rappelons aussi certaines des limitations de l'exercice. Il ne s'agissait pas d'un sondage scientifique de la communauté francophone, mais bien d'une collecte d'opinions exprimées par plus d'un millier de francophones et de francophiles. Ainsi, certains groupes démographiques y étaient surreprésentés (par ex., beaucoup plus de femmes, 62 %, y participèrent que d'hommes, 38 % (Rapport des États généraux, p. 70). De plus, parmi les préoccupations mentionnées à la suite du rapport des États généraux, certains secteurs d'activités ont été sous-représentés, par exemple l'économie et le patrimoine. Enfin, une des sections de la proposition créant les États généraux demandait un examen de l'état des lieux de la francophonie manitobaine, soit une étude de la situation actuelle de la communauté francophone et des ressources à sa disposition, n'était pas terminée au moment de la rédaction du présent rapport.

Malgré ces lacunes, le rapport des États généraux présente un bon portrait des préoccupations des francophones manitobains en 2015. Sans tenter de résumer ce rapport très dense, on peut constater tout de même qu'un grand nombre des préoccupations exprimées sont multidimensionnelles et exigeraient des actions sur plusieurs fronts si l'on voulait améliorer réellement la vitalité de la francophonie manitobaine. Il est vrai qu'on parle d'assimilation, ou du fait que l'identité francophone chez un grand nombre de jeunes et de moins jeunes s'affaiblit considérablement, ou des problèmes liés à l'intégration des nouveaux arrivants à la francophonie manitobaine, ou encore de la qualité du français parlé chez les jeunes francophones. Tous ces problèmes sont d'une très grande complexité et les solutions qu'on pourrait y apporter impliqueront nécessairement de nombreux intervenants agissant de façon concertée. Ces considérations ont pesé lourd dans l'analyse qui a mené à la formulation de nos recommandations.

Nous avons également tenu compte du *Plan stratégique de la francophonie du Manitoba* (ci-après, le *Plan stratégique*) adopté en octobre 2016. Ce plan est conçu sur cinq axes, comme suit :

AXE 1 : VITALITÉ ET PÉRENNITÉ

Pour assurer son mieux-être, s'épanouir et vivre pleinement en français, l'ensemble des membres de la francophonie manitobaine doivent être à même d'évoluer dans un environnement où les acquis sont solidement ancrés et forment des assises permettant, ultimement, l'élargissement de l'espace francophone.

AXE 2 : SERVICES

La vitalité et la pérennité de la communauté passent nécessairement par un milieu où le fait de pouvoir vivre, socialiser, recevoir des services, consommer et se divertir en français est devenu une norme et non une aspiration.

2) HISTORIQUE ET MISE EN CONTEXTE (SUITE)

AXE 3 : DIVERSITÉ ET INCLUSION

La capacité d'attirer, accueillir, intégrer et retenir de nouveaux membres au sein de la communauté francophone est une condition essentielle à sa vitalité. La richesse de la francophonie du Manitoba repose donc sur la grande diversité des membres qui la composent. Quels que soient leurs parcours de vie ou identités culturelles des plus variés, c'est leur désir de s'épanouir en français qui rassemble les francophones. Toutefois, cette diversité nécessite un questionnement continu sur le plan de la (re)définition du « nous francophone » (défini de la manière la plus large possible) et de la capacité de faire preuve d'ouverture et de bâtir des ponts avec la majorité ainsi qu'avec les autres communautés qui s'y intéressent (Métis, immigrants, autres communautés en situation minoritaire, etc.).

AXE 4 : FIERTÉ, CÉLÉBRATION ET PARTICIPATION

Il est important de renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance de même que la participation active des francophones du Manitoba à la vitalité de leur communauté. Les célébrations et les symboles sont utilisés pour asseoir la présence de la francophonie manitobaine dans l'espace public et pour soutenir la participation active des francophones à cette vitalité.

AXE 5 : CAPACITÉS ET STRUCTURES SOCIALES, COMMUNAUTAIRES ET INSTITUTIONNELLES

La capacité à favoriser une meilleure communication tant au sein de la communauté qu'à l'extérieur, à développer le leadership pour en assurer la continuité, à s'assurer que la francophonie du Manitoba continue à être dotée de structures d'intervention efficaces et alignées avec les besoins de promouvoir les intérêts des francophones, et à voir à ce que ces structures soient adéquatement pourvues est sans aucun doute une condition indispensable pour soutenir la vision dont la communauté s'est dotée. (Source : *Plan stratégique*)

Ces axes démontrent une volonté de la part des auteurs du texte (PGF Consultants, Ottawa) de l'éloigner des secteurs traditionnels (éducation, santé, etc.) et de formuler les défis que doit relever la SFM en termes multidimensionnels. Ils confirment aussi le message que la concertation et la collaboration entre organismes sont essentielles si l'on désire faire des progrès sur ces axes. Or le mandat du Comité de refonte exige qu'il tienne compte dans ses propositions de restructuration du fait que la SFM restructurée devra être saisie du rapport des États généraux et du *Plan stratégique* déjà adopté. Nous croyons que des problématiques complexes et multidimensionnelles exigent des structures décisionnelles qui tiennent compte de ces complexités et du besoin d'interventions multisectorielles.

Un des éléments les plus frappants du rapport des États généraux est celui de la diversité. Si l'on compare la francophonie manitobaine de 2016 avec celle de 1916, on peut constater jusqu'à quel point elle s'est transformée. En 1916, cette francophonie était formée à peu près uniquement de Métis francophones, de Canadiens-français de vieille souche originaires du Québec et d'un certain nombre d'immigrants francophones venus de la France, de la Belgique et de la Suisse. Ces groupes, malgré leur diversité apparente, étaient homogènes dans le sens qu'ils partageaient les mêmes valeurs culturelles, linguistiques et religieuses. Le rapport des États généraux parle d'« identités francophones multiples » (p. 22) et un participant a affirmé qu'aujourd'hui, *l'espace francophone appartient à tout le monde* (p. 24). Ailleurs, on souligne qu'il y a « un large consensus au sujet de la nécessité d'une plus grande ouverture à la diversité au sein de la francophonie » (p. 56). Le thème d'une francophonie inclusive a été mentionné souvent durant les cafés-citoyens au point où les références à ce thème « peuvent se regrouper en trois catégories principales : une appréciation de l'ouverture plus large à d'autres cultures, la prise en compte d'une francophonie diverse et enfin... les possibilités d'immersion culturelle pour les francophiles » (p. 29-30). Par ailleurs, certains affirment qu'il faudrait en général *une meilleure représentation de la francophonie au Manitoba* (p. 52).

Ainsi, en 2016, on constate que la francophonie manitobaine est complètement transformée. En plus des francophones « de vieille souche », de nouveaux groupes ont émergé, notamment des nouveaux arrivants, venus surtout d'Afrique, et le phénomène des écoles d'immersion a fait qu'un nombre grandissant d'anglophones bilingues veut s'identifier comme « parlant français » et participer à la culture et aux organismes de la francophonie manitobaine. Il va sans dire qu'il y a eu éclatement sur le plan religieux également, et aujourd'hui on ne peut plus dire que les francophones manitobains partagent les mêmes valeurs religieuses. Dans notre travail, nous avons voulu tenir compte le plus possible de ces nouvelles réalités démographiques et ethniques. Nous avons également tenté de tenir compte des communautés métisses francophones qui ont connu un regain de vitalité depuis une vingtaine d'années.

2) HISTORIQUE
ET MISE EN CONTEXTE
(SUITE)

Tous ces constats nous ont menés à formuler une première recommandation, sous forme de proposition.

PROPOSITION 1 : NOM DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

la collectivité francophone s’est grandement diversifiée au cours du 20^e siècle sur les plans identitaire, culturel, ethnique et religieux;

bien des francophones manitobains voudraient que l’organisme qui représente officiellement la francophonie dans son ensemble soit plus inclusif;

le terme « franco-manitobain » dans le contexte de la diversification de la francophonie manitobaine est perçu comme reflétant une réalité trop étroite, voire ethnocentrique;

IL EST PROPOSÉ QUE :

l’organisme porte-parole de l’ensemble de la collectivité francophone se dote d’un nouveau nom, à savoir « LA SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE ».

Un tel changement permettrait à l’organisme de conserver sa marque de commerce et son sigle tout en lançant à l’ensemble de la population manitobaine un message d’ouverture et d’inclusivité; en plus, ce serait une invitation à tous les francophones, quelle que soit leur origine, et aux anglophones parlant français, d’y adhérer.

Notre comité a étudié diverses formulations passées et présentes de la vision, de la mission, du mandat, du rôle et des responsabilités de la SFM. En fin de compte, il a cru bon de reprendre certains des thèmes décrits dans le rapport et le *Plan stratégique* issus des États généraux. Un de ces thèmes est celui de la revendication qui, aux yeux d’un grand nombre de francophones manitobains, demeure un rôle essentiel sinon fondamental de la SFM. Certains événements ponctuels sont venus renforcer l’importance de ce rôle alors que nous poursuivions notre travail, notamment la fermeture de la clinique express à Saint-Boniface et l’annonce de nouveaux fonds pour des garderies manitobaines qui excluait les garderies francophones de la province. Les garderies, en particulier, ont été mentionnées comme étant d’importance primordiale pour la communauté francophone du Manitoba. Dans ces deux cas, une intervention proactive aurait été requise de la part de la SFM, entre autres, par une intervention auprès du nouveau Conseil consultatif des affaires francophones établi aux termes de la *Loi 5*.

Ainsi nous proposons ce qui suit :

PROPOSITION 2 : VISION, MISSION, VALEURS, RÔLES
ET RESPONSABILITÉS DE LA SFM

ATTENDU QUE :

les États généraux de 2015 ont permis de larges discussions sur la vision, la mission, les valeurs et les responsabilités de la SFM;

le comité de refonte a tenu compte du rapport des États généraux, du *Plan stratégique* et des soumissions qu’il a reçues en faisant son travail, en plus des rencontres qu’il a eues avec divers intervenants communautaires;

ces textes et ces rencontres ont amené le comité à formuler une synthèse de la vision, de la mission, des valeurs, des rôles et des responsabilités de la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

1) la vision de la SFM soit définie comme suit :

Forte de sa diversité et inclusive, la francophonie manitobaine est fière et épanouie; elle rayonne et inspire dans un environnement où chacun peut vivre en français dans tous les aspects de sa vie quotidienne.

2) la mission de la SFM soit définie comme suit :

Promouvoir la pleine reconnaissance et l’usage du français au Manitoba, revendiquer le droit de communiquer et de s’épanouir en français auprès de tous les paliers de gouvernement et assurer l’offre d’une pleine gamme de services en français.

3) VISION, MISSION,
VALEURS, RÔLES
ET RESPONSABILITÉS
DE LA SFM

3) VISION, MISSION, VALEURS, RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE LA SFM (SUITE)

3) les valeurs de la SFM soient définies comme suit :

le respect et la diversité : La Société valorise les origines, la diversité, la culture et les compétences de tous les membres de la francophonie manitobaine;

l'inclusion : La Société valorise la richesse de l'apport de tous les membres de la francophonie manitobaine, quel que soit leur âge, leur genre ou leur origine;

l'intégrité : La Société fait preuve d'intégrité, collective et individuelle, auprès des membres de la francophonie manitobaine et dans ses relations entretenues avec eux. Tout en respectant la confidentialité, la Société fait preuve de transparence, collective et individuelle, dans ses processus de gestion et de prise de décisions;

l'engagement et la détermination : La Société agit sans hésitation et avec engagement, selon les décisions prises et les objectifs à atteindre. Elle soutient et défend la francophonie manitobaine, ses aspirations et ses réalisations. Elle se donne les moyens nécessaires pour passer à l'action et assurer le développement et l'épanouissement de la francophonie manitobaine;

la fierté : La Société est fière de la francophonie manitobaine et saisit les occasions de l'afficher et de la célébrer;

la coopération, la concertation et la collaboration : La Société voit à ce que ses membres s'offrent une aide mutuelle en privilégiant la concertation, la coopération et la solidarité dans le but de construire une cohésion sociale.

4) les rôles et les responsabilités de la SFM soient définis comme suit :

- a) à titre de porte-parole, représenter les intérêts de la francophonie manitobaine et revendiquer ses droits;
- b) voir à la pleine reconnaissance des droits linguistiques et assurer leur respect et leur mise en œuvre;
- c) promouvoir la francophonie manitobaine et la dualité linguistique sur les scènes municipale, provinciale, nationale et internationale;
- d) intervenir auprès des pouvoirs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures législatives et politiques visant à assurer le mieux-être de la francophonie manitobaine;
- e) se concerter, collaborer et coopérer avec les organismes de la francophonie manitobaine et canadienne et les différents paliers de gouvernement;
- f) sauvegarder les acquis linguistiques, juridiques et institutionnels de la francophonie manitobaine;
- g) promouvoir et encourager l'offre active des services appropriés et de qualité en français;
- h) sensibiliser la population manitobaine aux enjeux sociaux, communautaires et institutionnels de la francophonie manitobaine et canadienne;
- i) assumer la responsabilité de tout plan stratégique de la francophonie manitobaine et en assurer la mise en œuvre;
- j) assurer une communication efficace et continue auprès de la francophonie manitobaine;
- k) attirer, accueillir, intégrer et retenir de nouveaux individus au sein de la francophonie manitobaine;
- l) renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance aux francophonies manitobaine et canadienne.

4) LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA SFM

Le nouveau contexte organisationnel de l'ensemble de la communauté francophone manitobaine et la nature multidimensionnelle des défis contemporains qui se présentent à cette communauté nous ont incités à créer une nouvelle structure pour la SFM. Le besoin d'une telle structure est renforcé, à notre avis, par le fait que les États généraux ont nettement établi le besoin de concertation et de collaboration parmi les institutions et les organismes desservant cette communauté.

Le rapport des États généraux contient de multiples références à ce besoin. Un des participants l'a formulé de cette façon : *On devrait mettre nos têtes ensemble pour coordonner nos efforts... Tous les organismes de la communauté doivent collaborer et travailler ensemble.* Le rapport ajoute que cela s'applique « non seulement aux organismes francophones, mais également entre francophones et francophiles » (p. 46). D'autres ont déploré un *certain manque de communication entre les organismes; il y a des dédoublements d'efforts entre les organismes, on se bat pour les mêmes octrois, subventions. On devrait mettre nos têtes ensemble pour coordonner nos efforts* (p. 45).

D'autre part, la nature même des défis qui se présentent à la francophonie du Manitoba exige une approche collaborative qui va bien au-delà des approches timides qui ont été tentées par le passé (par exemple, un comité consultatif prévu dans le Règlement administratif actuel de la SFM n'a jamais été activé; un Conseil des organismes existe et est devenu actif ces derniers temps, mais il n'a aucun statut officiel dans le Règlement et de nombreux organismes n'y participent pas). Le rapport des États généraux a défini six grandes catégories de « défis et obstacles » comme suit : « 1) déclin du français, 2) assimilation, 3) services et les

4) LA STRUCTURE POLITIQUE
DE LA SFM
(SUITE)

ressources limitées, 4) inertie et désengagement communautaire, 5) manque de visibilité et 6) fragmentation de la collectivité francophone » (p. 35). Tous ces défis et ces obstacles sont multidimensionnels et exigeront des actions sur plusieurs fronts en même temps, par plusieurs institutions et organismes travaillant ensemble de façon coordonnée.

Notre revue du rapport des États généraux et des cinq axes définis dans le *Plan stratégique* adopté en assemblée par la SFM, ainsi que notre analyse du « terrain organisationnel » actuel de la francophonie manitobaine, nous ont amenés à conclure que le meilleur moyen d’assurer une telle concertation consiste à intégrer carrément les organismes au cœur des structures de la SFM.

Ainsi nous recommandons que les membres de la SFM adoptent la proposition suivante :

.....

PROPOSITION 3 : MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

la collectivité francophone manitobaine s’est énormément diversifiée au cours des dernières décennies, sur les plans démographique et organisationnel;

les groupes démographiques formant la francophonie manitobaine ont grandi en nombre et en complexité;

les organismes reflétant les nouveaux besoins de la francophonie manitobaine se sont multipliés durant la même période;

il y a maintenant un besoin urgent de représenter ces groupes démographiques et ces organismes;

la communauté a besoin d’assurer une plus grande collaboration, une plus grande coopération et une plus grande concertation pour relever ses défis et assurer son développement continu à l’avenir;

IL EST PROPOSÉ QUE :

les membres de la Société de la francophonie manitobaine soient les suivants :

- 1) les **membres individuels**, soit les individus qui sont âgés de 16 ans ou plus, qui comprennent et parlent le français, qui ont le désir de vivre en français au Manitoba, y compris les étudiants qui choisissent d’étudier à l’extérieur du Manitoba, et qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 2) les **membres institutionnels**, soit les sociétés qui représentent les établissements majeurs de la francophonie manitobaine, à savoir :
 - la Corporation catholique de la santé du Manitoba
 - la Division scolaire franco-manitobaine;
 - l’Université de Saint-Boniface;et qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 3) les **membres organisationnels de clientèles spécifiques**, soit certains organismes en raison de l’ampleur de leur mandat et de l’importance des clientèles spécifiques de la francophonie manitobaine qu’ils desservent, à savoir :
 - les aînés – La Fédération des aînés franco-manitobains inc.;
 - les femmes – Pluri-elles (Manitoba) inc.;
 - les francophiles – Canadian Parents for French Manitoba Incorporated;
 - les jeunes – Le Conseil jeunesse provincial (Manitoba);
 - les Métis – L’Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba;
 - les nouveaux arrivants – l’Accueil francophone, dès son incorporation comme entité indépendanteet qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 4) les **membres organisationnels sectoriels**, soit les organismes qui sont engagés à pourvoir la gamme de leurs services en français et dont les noms figurent à l’Annexe 1, qui sont dûment approuvés par les deux tiers (2/3) des administrateurs de la Société, et qui œuvrent au sein des secteurs suivants :
 - culture;
 - économie et finances;
 - éducation;
 - juridique;
 - milieu rural et municipalités;
 - patrimoine;
 - santé et services sociaux;
 - sports

4) LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA SFM (SUITE)

et qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle; les membres organisationnels sectoriels nommés à l'Annexe 1 précisent, selon leur mandat et pour les besoins de la Société, les secteurs ci-dessus dans lesquels ils ont compétence;

- 4) les **membres associés**, soit les individus dont la résidence principale n'est pas au Manitoba, qui sont âgés de 16 ans ou plus, qui comprennent le français, et qui ont payé leur cotisation avant la tenue de l'assemblée générale annuelle; les membres associés n'ont pas droit de vote;

les membres institutionnels, les membres organisationnels de clientèles spécifiques et les membres organisationnels sectoriels remplissent un formulaire pour préciser les secteurs nommés à l'alinéa 4 ci-dessus dans lesquels ils ont compétence selon leur mandat, pour les besoins de la Société.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, notre recherche nous a amenés à recueillir des données sur les structures de gouvernance des organismes francophones porte-parole dans toutes les provinces et les territoires du Canada. Cette recherche a révélé que des 12 organismes examinés, six ont des conseils d'administration qui incluent une représentation d'autres organismes francophones dans leur territoire. Il en est ainsi pour les conseils d'administration de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et des Territoires du Nord-Ouest. Ces constats nous ont amenés à examiner des pistes prometteuses pour la restructuration du conseil d'administration (CA) de la SFM. Nous proposons ainsi un CA avec une vaste représentation des institutions, des organismes et des secteurs d'activités de la francophonie manitobaine. Inévitablement, cela nous a incités à proposer un CA passablement plus nombreux que le CA actuel; par contre, nous croyons qu'avec un exécutif fort et des comités permanents, le CA n'aurait normalement pas à se réunir plus que trois à six fois par année. Ainsi, nous avons formulé les deux propositions suivantes :

PROPOSITION 4 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

l'espace institutionnel et associatif de la communauté francophone s'est énormément amplifié et diversifié au cours des dernières décennies;

le Plan stratégique des États généraux, adopté à l'unanimité à l'AGE du 27 octobre 2016, décrit de nombreux défis qui exigeront une approche concertée au cours des prochaines décennies;

certains groupes, notamment les Métis, les jeunes, les francophiles et les nouveaux arrivants doivent eux aussi se retrouver au cœur de la SFM;

II EST PROPOSÉ QUE :

une nouvelle structure politique soit adoptée et mise en place pour la SFM;

cette structure soit composée d'un conseil d'administration (CA) de 21 personnes;

le CA soit formé :

- 1) de quatre (4) membres élus à l'AGA de la SFM;
- 2) des trois (3) personnes suivantes : le directeur général de la Corporation catholique de la santé du Manitoba, le directeur général de la Division scolaire franco-manitobaine et le recteur de l'Université de Saint-Boniface;
- 3) d'un représentant de chacune des six (6) clientèles suivantes, choisi par l'organisme qui représente chacune de ces clientèles :
 - les aînés – La Fédération des aînés franco-manitobains inc.
 - les femmes – Pluri-elles (Manitoba) inc.
 - les francophiles - Canadian Parents for French Manitoba Incorporated
 - les jeunes – Le Conseil jeunesse provincial (Manitoba)
 - les Métis – L'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba
 - les nouveaux arrivants – L'Accueil francophone (lorsqu'il sera incorporé.);
- 4) d'un membre organisationnel sectoriel élu par chacun des huit (8) secteurs d'activités suivants :
 - culture;
 - économie et finances;
 - éducation;
 - juridique;
 - milieu rural et municipalités;
 - patrimoine;
 - santé et services sociaux;
 - sports;

4) LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA SFM (SUITE)

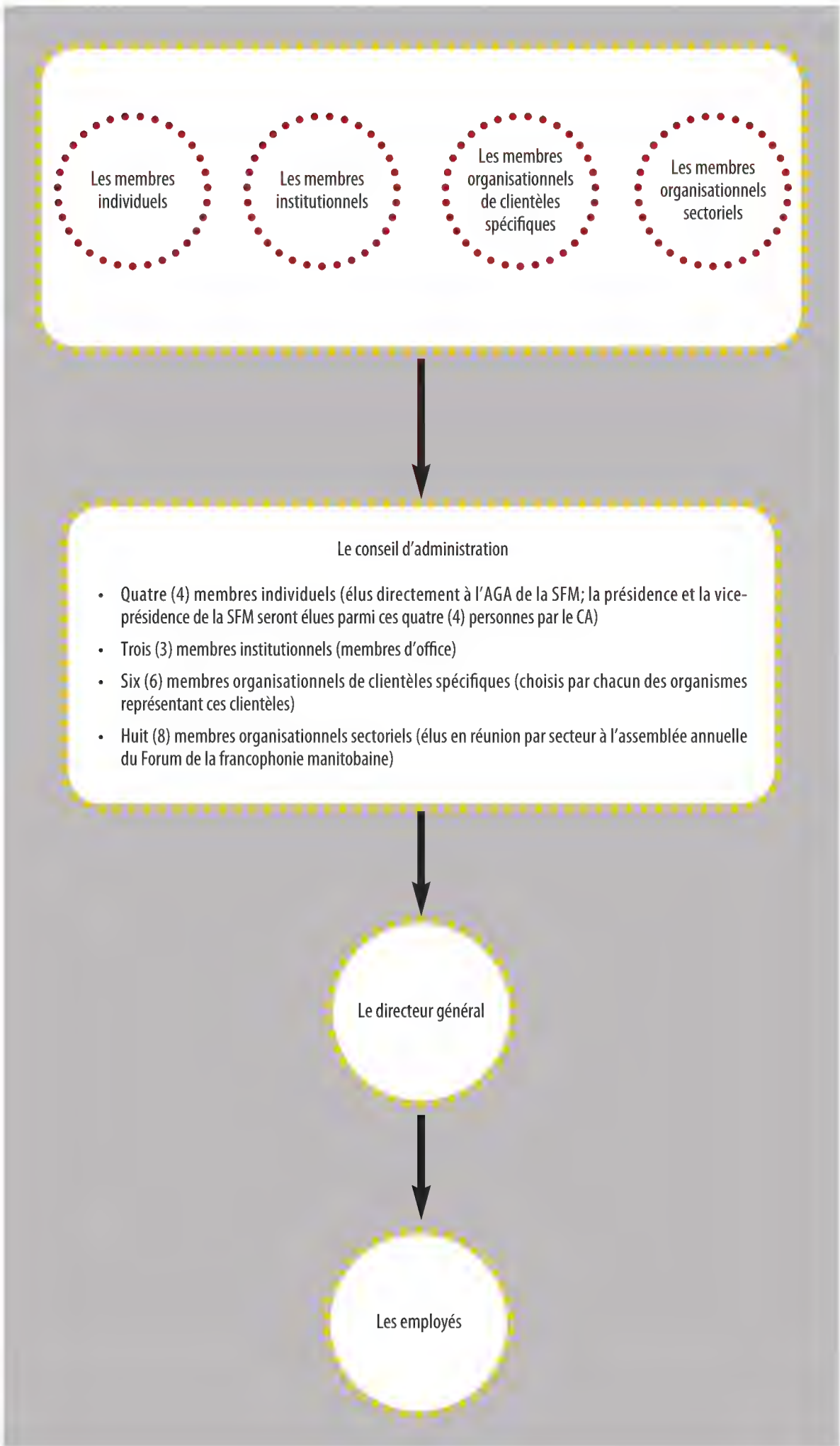
les membres organisationnels sectoriels mentionnés à la proposition 2 choisissent un secteur aux fins de l’élection des représentants des secteurs nommés à l’alinéa 4 d) ci-dessus;

la présidence et la vice-présidence de la Société soient élues par le conseil d’administration parmi les quatre personnes élues à l’AGA;

les directeurs généraux des membres organisationnels de clientèles spécifiques et des membres organisationnels sectoriels ne seront pas éligibles;

ce conseil d’administration de 21 membres se réunisse au moins trois fois par année.

ORGANIGRAMME 1 : ORGANIGRAMME DE LA SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE



4) LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA SFM (SUITE)

PROPOSITION 5 : LES COMITÉS PERMANENTS

ATTENDU QUE :

la nouvelle structure politique proposée pour la SFM sera plus complexe et reflètera l'ensemble des secteurs d'activités de la francophonie;

il faut assurer un niveau élevé d'efficacité dans sa gouvernance, compte tenu des liens avec les gouvernements et leurs agences qui se multiplient constamment;

IL EST PROPOSÉ QUE :

la Société établisse des comités spéciaux au besoin, ainsi que les comités permanents suivants :

- 1) un **comité exécutif** formé de la présidence, de la vice-présidence, du secrétaire-trésorier et de deux autres administrateurs chargés d'exécuter les directives qui lui seront transmises par le conseil d'administration et de résoudre des questions ponctuelles urgentes;
- 2) un **comité de finances et vérification** formé du secrétaire-trésorier, qui le présidera, et de deux administrateurs, autres que les membres siégeant au comité exécutif, élus par le conseil d'administration;
- 3) un **comité de subventions** dont la tâche principale sera de formuler, au besoin, des recommandations au ministère du Patrimoine canadien et à d'autres instances gouvernementales;
- 4) un **comité de gouvernance** formé de trois administrateurs qui ne siègent pas au comité exécutif en plus d'un avocat et d'un comptable professionnel qui ne siègent pas au conseil d'administration de la Société. De plus, la tâche principale de ce comité sera d'assurer que les meilleures pratiques de gouvernance sont adoptées dans la formation des administrateurs et dans l'administration de la Société. Ce comité assumera également la responsabilité du comité de mise en candidature pour les postes des quatre (4) administrateurs qui doivent être élus par les membres.

On notera qu'un des thèmes principaux de notre rapport est d'assurer l'intégration des membres institutionnels et organisationnels à la SFM afin d'assurer une plus grande concertation des efforts dans la réalisation des objectifs stratégiques de l'ensemble de la francophonie manitobaine. Le *Plan stratégique* lui-même, adopté le 27 octobre 2016, souligne, à l'axe 4, l'importance de « renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance de même que la participation active des francophones du Manitoba à la vitalité de leur communauté ». C'est dans cet esprit de « participation active » que nous tentons d'assurer une plus grande collaboration organisationnelle de la francophonie manitobaine. C'est dans cet esprit également que nous avons conçu un « Forum de la francophonie manitobaine » qui réunirait les membres annuellement, préférablement immédiatement avant l'assemblée générale annuelle de la SFM, et qui aurait deux tâches. Dans un premier temps, le Forum de la francophonie manitobaine permettrait à chaque membre institutionnel et organisationnel de présenter un bref rapport aux membres sur ses efforts et ses contributions à la réalisation du Plan stratégique de la francophonie manitobaine au cours de l'année précédente et sur les démarches envisagées au cours de l'année à venir. Dans un deuxième temps, le Forum de la francophonie manitobaine permettrait aux divers secteurs d'élire leurs représentants au conseil d'administration de la SFM, tel que prévu à la Proposition 3. La liste des représentants élus serait ensuite présentée à l'AGA de la SFM qui suivrait la réunion du Forum de la francophonie manitobaine. Nous croyons que les réunions du Forum de la francophonie manitobaine pourront, d'année en année, générer beaucoup d'intérêt chez les francophones manitobains et inciter les organismes à participer directement à la gouvernance de la SFM. Ce Forum de la francophonie manitobaine remplacerait en partie le Conseil des organismes existant de la SFM, organisme qui d'ailleurs n'a aucune existence juridique aux termes du Règlement administratif existant. Le Forum de la francophonie manitobaine serait présidé par la vice-présidence de la SFM, qui ferait rapport de ses activités à la première réunion du conseil d'administration, ce qui nous amène à formuler la proposition suivante :

PROPOSITION 6 : LE FORUM DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE

ATTENDU QUE :

le *Plan stratégique* prévoit un effort soutenu visant « la participation active des francophones du Manitoba à la vitalité de leur communauté »;

des mécanismes concrets doivent être imaginés pour assurer cette participation;

4) LA STRUCTURE POLITIQUE
DE LA SFM
(SUITE)

des efforts ont été déployés récemment pour assurer une certaine concertation des organismes francophones par la voie du Conseil des organismes;

de tels efforts doivent être officialisés dans le Règlement administratif de la Société;

IL EST PROPOSÉ QUE :

un Forum de la francophonie manitobaine soit tenu annuellement par la SFM;

ce Forum de la francophonie manitobaine fasse le constat des progrès accomplis par rapport au Plan stratégique de la francophonie manitobaine et prévoie les démarches à venir;

les membres organisationnels sectoriels nommés à la Proposition 3 élisent leurs représentants au CA, par secteur, au moment de cette réunion annuelle;

le Forum de la francophonie manitobaine soit présidé par la vice-présidence de la SFM, qui en fera rapport au conseil d’administration.

Dans le conseil d’administration actuel, le directeur général est un administrateur. Comme on peut le constater, le nouveau CA de 21 personnes ne comprend pas la direction générale de la SFM. La personne qui occupe le poste de direction générale est un employé qui répond aux membres du conseil d’administration, qui sont les administrateurs de la Société. Pour éviter toute ambiguïté, il est essentiel de maintenir cette distinction entre l’employeur et l’employé. Ainsi, nous proposons ce qui suit :

PROPOSITION 7 : LA DIRECTION GÉNÉRALE

ATTENDU QUE :

la SFM doit se doter d’une structure administrative pour l’appuyer dans son plan d’action et sa programmation;

cette structure doit relever d’une personne qui la gère, selon les directives du conseil d’administration;

il faut distinguer entre un administrateur bénévole qui voit à la gouvernance de l’organisme et un employé rémunéré qui répond au conseil d’administration;

le titre actuel de cette personne, à savoir président-directeur général, peut porter à confusion et brouiller les lignes d’autorité par rapport au titre de président du conseil d’administration;

IL EST PROPOSÉ QUE :

le titre de président-directeur général devienne directeur général;

le directeur général ne soit plus un administrateur de la Société;

le directeur général assume les tâches qui lui seront confiées par le CA, notamment la bonne gestion de la SFM.

Nous sommes conscients que les nouvelles structures politiques et administratives proposées dans notre rapport représentent un changement en profondeur dans l’organisation de l’organisme porte-parole de la francophonie manitobaine. Il est possible que des modifications soient nécessaires pour assurer leur bon fonctionnement. Ainsi nous croyons qu’il est important d’évaluer l’efficacité de ces nouvelles structures quelques années après leur mise en place. Nous présentons donc la proposition suivante :

PROPOSITION 8 : ÉVALUATION OFFICIELLE EN 2022

IL EST PROPOSÉ QUE :

le CA de la SFM entreprenne, en 2022, une évaluation officielle du fonctionnement des nouvelles structures politiques et administratives adoptées, telles qu’adoptées à l’AGE de mai 2017.

5) LE STATUT JURIDIQUE ET DE BIENFAISANCE DE LA SFM

A) Le statut juridique de la SFM

La SFM tire son origine juridique de l’Association d’éducation des Canadiens-français du Manitoba (AÉCFM). L’AÉCFM existait depuis 1916 en tant qu’association de personnes non constituée en société, mais ce n’est que le 16 avril 1964 qu’elle a été constituée en personne morale en vertu d’une loi d’intérêt privé intitulée *An Act to incorporate Association d’Éducation des Canadiens-Français du Manitoba*. La fin ou la mission de l’AÉCFM est énoncée dans le préambule de cette loi comme suit :

« encouraging, promoting and furthering French education and French culture in Manitoba. »

Le 1^{er} janvier 1967, l’AÉCFM est enregistrée à titre d’organisme de bienfaisance sous la *Loi de l’impôt du revenu du Canada*. L’AÉCFM obtient donc le statut fiscal d’organisme de bienfaisance sous la désignation « œuvre de bienfaisance » dans la catégorie de l’avancement de l’éducation qui est une des quatre catégories de fins reconnues, en droit, comme relevant de la bienfaisance.

Le 22 mai 1969, la SFM obtient un statut juridique lorsque l’AÉCFM est prorogée (en anglais, « continued ») en tant que personne morale sous la nouvelle désignation « Société franco-manitobaine » en vertu d’une nouvelle loi d’intérêt privé qui s’appelle *An Act respecting Societe Franco-Manitobaine*. La fin ou la mission de la SFM est énoncée dans le préambule de cette loi comme suit :

« encouraging, promoting and furthering the economic, political, cultural and educational interests of the French speaking population of Manitoba. »

Comme la SFM est la même personne morale que l’AÉCFM, elle « hérite » du statut fiscal de l’AÉCFM en tant qu’organisme de bienfaisance. C’est pourquoi, selon le site Web de l’Agence du revenu du Canada (ARC), la SFM est un organisme de bienfaisance dans la catégorie de l’avancement de l’éducation.

Le 20 juin 1989, la SFM est prorogée de nouveau, cette fois à titre de corporation sans capital-actions sous le régime de la *Loi sur les corporations du Manitoba* en vertu des clauses de prorogation en date du 20 juin 1989. Selon la *Loi sur les corporations*, les clauses de prorogation sont réputées être les statuts constitutifs de la SFM. La fin ou la mission de la SFM y est énoncée comme suit :

« promouvoir le développement et l’épanouissement des valeurs économiques, culturelles et éducatives de la population d’expression française du Manitoba. »

De plus, la *Loi sur les corporations du Manitoba* stipule que les administrateurs d’une corporation sans capital-actions « peuvent prendre des règlements administratifs compatibles avec la présente loi et les statuts de la corporation » afin de régir certaines questions.

Le Règlement administratif actuel de la SFM énonce que le mandat général de la SFM est le suivant :

« La Société, porte-parole officiel de la communauté francophone du Manitoba, veille à l’épanouissement de cette communauté et revendique le plein respect des droits de celle-ci. De concert avec ses partenaires, elle planifie et facilite le développement global de sa collectivité et en fait la promotion. »

Le Règlement administratif actuel de la SFM énonce aussi que les rôles particuliers de la SFM sont les suivants :

- a) rôle de porte-parole officiel, de représentation et de revendication;
- b) rôle d’appui auprès des organismes et de la collectivité;
- c) rôle de concertation;
- d) rôle de promotion.

PROPOSITION 9 : LE STATUT JURIDIQUE DE LA SFM

ATTENDU QUE :

les statuts constitutifs d’une corporation ont préséance sur tout autre document adopté par les membres ou les administrateurs de la corporation, y compris tout règlement administratif;

peu importe l’énoncé du mandat général de la SFM dans son Règlement administratif, la mission officielle de la SFM demeure, jusqu’à ce jour, celle de « promouvoir le développement et l’épanouissement des valeurs économiques, culturelles et éducatives de la population d’expression française du Manitoba »;

5) LE STATUT JURIDIQUE ET DE BIENFAISANCE DE LA SFM (SUITE)

le comité de refonte de la SFM propose une vision, une mission, des rôles et des responsabilités qui ne concordent pas nécessairement avec les statuts constitutifs de la SFM;

la *Loi sur les corporations du Manitoba* stipule qu'une corporation « ne peut exercer ni pouvoirs ni entreprises en violation de ses statuts »;

IL EST PROPOSÉ QUE :

les membres de la SFM approuvent le Règlement administratif proposé en Annexe 3 du présent rapport;

le conseil d'administration de la SFM, en consultation avec les juristes experts en la matière, propose aux membres de la SFM les modifications requises aux statuts constitutifs de la SFM afin qu'ils correspondent à la vision, à la mission, aux rôles et aux responsabilités stipulés dans le Règlement administratif proposé en Annexe 3 du présent rapport.

B) Le statut de bienfaisance de la SFM

Selon l'Agence du revenu du Canada, un organisme de bienfaisance doit être constitué à des fins qui relèvent uniquement de la bienfaisance et qui définissent la portée des activités qui peuvent être menées, et doit consacrer, sauf certaines exceptions, toutes ses ressources à des activités de bienfaisance qui lui permettent de réaliser ses fins.

Les tribunaux ont défini quatre catégories de bienfaisance :

- (1) le soulagement de la pauvreté;
- (2) l'avancement de l'éducation;
- (3) l'avancement de la religion;
- (4) d'autres fins profitant à la collectivité d'une manière qui relève de la bienfaisance aux yeux des tribunaux.

La dernière catégorie inclut diverses fins qui ne s'intègrent pas dans les trois autres catégories, mais qui relèvent de la bienfaisance aux yeux des tribunaux. Pour qu'une fin relève de la quatrième catégorie, le seul intérêt du public ou de la communauté ne suffit pas. Il est nécessaire d'expliquer en quoi, au juste, les fins poursuivies sont utiles d'une façon que le droit considère comme ayant un « caractère de bienfaisance ». Un organisme qui a, parmi d'autres fins, la promotion ou la préservation d'une langue ou d'une culture ne serait donc pas admissible à titre d'organisme de bienfaisance.

En effet, la promotion ou la préservation d'une langue ou d'une culture n'est pas reconnue par les tribunaux comme relevant de la bienfaisance, car cette fin est considérée comme un avantage à l'égard de certains membres de la collectivité seulement et non à l'égard de tous les membres et n'est pas considérée comme ayant un « caractère de bienfaisance ».

De plus, un organisme qui a, parmi d'autres fins, la revendication d'un droit quelconque peut être considéré comme ayant une fin politique, sans parler de fin de bienfaisance, car cette fin ne peut être réalisée que par une intervention politique. Selon l'Agence du revenu du Canada, toute fin dont l'objet cherche à obtenir le maintien ou la modification d'une loi, d'une politique ou d'une décision d'un ordre de gouvernement au Canada ou encore la contester est une fin politique, et non une fin de bienfaisance.

En plus de sa constitution à des fins qui relèvent uniquement de la bienfaisance, un organisme de bienfaisance doit exercer, sauf certaines exceptions prévues par la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des activités de bienfaisance. L'exception à la règle générale qui peut concerner la SFM se rapporte à certaines activités politiques visées par l'exemption prévue à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Un organisme établi avec une fin politique ne peut pas être enregistré à titre d'organisme de bienfaisance. Par contre, un organisme établi avec des fins qui relèvent toutes de la bienfaisance peut, en vertu de cette exception, participer à certaines activités de nature politique afin de pouvoir donner suite à ses fins de bienfaisance.

L'Agence du revenu du Canada présume qu'une activité est de nature politique si, par exemple, l'organisme :

- (1) lance explicitement un appel à l'action politique, c'est-à-dire qu'il incite le public à communiquer avec un représentant élu ou avec un haut fonctionnaire en vue de l'exhorter à maintenir, à contester ou à modifier une loi, une politique ou des décisions de l'un ou l'autre ordre de gouvernement au Canada;
- (2) fait valoir explicitement au public qu'une loi, une politique ou une décision (dont l'abolition est envisagée) d'un ordre de gouvernement au Canada devrait être maintenue, contestée ou modifiée;
- (3) fait explicitement état dans les documents qu'il diffuse qu'une activité en question a pour but d'inciter à exercer des pressions ou à organiser une telle activité, en vue d'obtenir le maintien ou la modification d'une loi, d'une politique ou d'une décision d'un ordre de gouvernement au Canada ou encore en vue de la contester.

5) LE STATUT JURIDIQUE ET DE BIENFAISANCE DE LA SFM (SUITE)

Pour qu'un organisme de bienfaisance puisse exercer des activités politiques, la *Loi de l'impôt sur le revenu* exige que les conditions suivantes soient réunies :

- (1) l'organisme de bienfaisance consacre au moins 90 % de ses ressources à des activités de bienfaisance et pas plus de 10 % à des activités politiques;
- (2) ces activités politiques sont accessoires (en anglais, « ancillary and incidental ») à ses fins et activités de bienfaisance; et
- (3) ces activités politiques sont non partisans.

Ces limites empêcheraient donc la SFM de non seulement réaliser son mandat général tel qu'établi dans le Règlement administratif actuel ou encore la vision, la mission, les rôles et les responsabilités prévus dans le nouveau Règlement administratif proposé par le comité de refonte.

De plus, selon la *Loi de l'impôt sur le revenu*, un organisme de bienfaisance enregistré peut uniquement utiliser ses ressources (c'est-à-dire ses fonds, ses biens ou ses actifs, et les membres de son personnel) de deux façons :

- (1) pour donner des fonds à des « donataires reconnus » (par exemple, d'autres organismes de bienfaisance);
- (2) pour ses propres activités de bienfaisance.

L'Agence du revenu du Canada reconnaît qu'un organisme de bienfaisance doit parfois investir son capital et les fonds dont il n'a pas besoin pour accomplir ses activités de bienfaisance. Il peut donc investir ses fonds sous forme d'un investissement ordinaire pour obtenir un rendement aux taux du marché appropriés et utiliser ce rendement pour exercer ses activités de bienfaisance et ainsi réaliser ses fins de bienfaisance.

Par exemple, pour la SFM, les actions de Presse-Ouest Ltée n'ont jamais abouti à un dividende ou à une autre forme de rendement pour la SFM. Si la SFM ne peut pas s'attendre à un dividende sur les actions détenues par la SFM, il s'avèrerait donc que les actions de Presse-Ouest Ltée détenues par la SFM ne sont pas une forme d'investissement qui puisse permettre un rendement quelconque à la SFM.

L'Agence du revenu du Canada a déjà affirmé que lorsqu'un organisme de bienfaisance, comme la SFM, détient toutes les actions d'une corporation privée qui ont une valeur importante, comme les actions de POL, sans obtenir de rendement quelconque, lesdites actions ne sont pas susceptibles d'être considérées comme étant des ressources consacrées à des activités de bienfaisance de l'organisme.

Si la SFM souhaite poursuivre le mandat général tel qu'établi dans son Règlement administratif présent ou la vision, la mission, les rôles et les responsabilités proposés par le comité de refonte qui ne relèvent pas uniquement de la bienfaisance, la SFM ne pourra pas maintenir son statut fiscal en tant qu'organisme de bienfaisance. La SFM devrait donc demander la révocation de son statut fiscal d'organisme de bienfaisance enregistré afin de poursuivre sa mission à simple titre d'organisme sans but lucratif.

Autrement, la SFM n'aurait pas d'autre choix que de recommander une mission, une vision, des rôles et des responsabilités qui relèvent uniquement de la bienfaisance aux yeux des tribunaux et s'assurer que toutes ses ressources humaines, matérielles et financières sont consacrées à des activités de bienfaisance.

La révocation du statut fiscal de la SFM en tant qu'organisme de bienfaisance enregistré, qu'elle soit faite de façon volontaire ou involontaire (par exemple à la suite d'une vérification de l'Agence du revenu du Canada), entraînerait normalement un impôt de révocation équivalant à 100 % de la juste valeur marchande des actifs restants de la SFM après le paiement de ses dettes.

À notre avis, la SFM pourrait éviter cet impôt de révocation en prenant une des mesures suivantes :

- (1) en donnant sans contrepartie tout ou une partie de ses actifs nets à un « donataire reconnu » tel que défini par la loi (par exemple, un autre organisme de bienfaisance);
- (2) en vendant une partie de ses actifs nets à une contrepartie équivalente à leur juste valeur marchande et en donnant sans contrepartie le produit de la vente à un donataire reconnu.

Après avoir transféré les actifs de l'Accueil francophone dans une corporation sans but lucratif ayant un statut d'organisme de bienfaisance et après avoir vendu les actions de Presse-Ouest Ltée à une fiducie ou à une entreprise sociale, la SFM pourrait, après une consultation juridique, constituer une fondation qui obtiendrait le statut d'organisme de bienfaisance. La SFM y transférerait les actifs restants après le paiement de ses dettes. Cette fondation pourrait ensuite prêter le fonds de roulement nécessaire à la SFM à un taux d'intérêt approprié.

5) LE STATUT JURIDIQUE
ET DE BIENFAISANCE
DE LA SFM
(SUITE)

PROPOSITION 10 : LE STATUT DE BIENFAISANCE DE LA SFM

ATTENDU QUE :

l'avancement de l'éducation, un des secteurs d'activités principaux acceptés par l'Agence du revenu du Canada, n'est plus l'activité principale de la SFM;

la SFM a, parmi d'autres fins, la promotion ou la préservation d'une langue ou d'une culture, ce qui n'est pas admissible à titre d'organisme de bienfaisance;

la revendication d'un droit quelconque peut être considérée comme ayant une fin politique;

un organisme établi avec une fin politique ne peut pas être enregistré à titre d'organisme de bienfaisance;

les soumissions reçues et les intervenants que nous avons rencontrés étaient quasi unanimes à prôner l'importance de la revendication de nos droits et de nos acquis par la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

la SFM, en consultation avec les juristes experts en la matière, se penche sur la question de son statut de bienfaisance et prenne les mesures requises pour répondre aux exigences de la loi tout en offrant à la SFM le fonds de roulement nécessaire ainsi que les moyens de réaliser sa vision, sa mission, ses rôles et ses responsabilités tels qu'établis dans le Règlement administratif proposé.

Advenant que la SFM révoque son statut d'organisme de bienfaisance pour les raisons susmentionnées, il pourrait y avoir des incidences sur les associations de la communauté sans statut de bienfaisance qui ont bénéficié, par le passé, de fonds de diverses fondations ou bienfaiteurs par l'entremise de la SFM, entre autres, l'Alliance chorale du Manitoba, l'Association culturelle franco-manitobaine, le Conseil jeunesse provincial et le Parlement jeunesse franco-manitobain. La SFM ne serait plus en mesure de recevoir des fonds de fondations destinés à ces associations. Ces associations devront s'associer avec d'autres organismes de bienfaisance de la communauté tels que la DSFM ou l'USB pour des projets de formation et d'éducation, ou la Corporation catholique de la santé du Manitoba pour des projets de santé et de services sociaux. Il sera important que le conseil d'administration de la SFM avertisse ces associations des options dont elles disposeront afin de s'assurer que ces groupes ne se voient pas dépourvus de fonds pour leurs projets futurs.

6) LES STRUCTURES
ADMINISTRATIVES
DE LA SFM

A) Visibilité

Lors des États généraux, certains ont parlé du manque de visibilité de la SFM. Les commentaires extraits du rapport des États généraux mentionnent que « son rôle n'est plus clair » et qu'on « trouve que la SFM n'est pas assez présente ». (Rapport des États généraux de la francophonie manitobaine 2015, p. 46).

Le comité de refonte a aussi reçu des commentaires sur le manque de visibilité de la SFM dans des dossiers importants, dans le cadre des soumissions du public. Certains déplorent le manque de visibilité et la perception d'absence de leadership de l'organisme. Bien des francophones ne savent pas ce que fait la SFM et il y a une incompréhension de la part du public du travail accompli par la SFM. Trop souvent, on a l'impression que la SFM demeure dans l'ombre ou ne s'affiche pas ouvertement dans les médias. Pour remédier à cela, la SFM a récemment amélioré son site Web et commencé en novembre 2015 à publier un bilan mensuel. Lorsque nous lisons ces bilans, il est clair que la SFM est très impliquée dans la communauté et auprès des différentes instances gouvernementales dans plusieurs dossiers politiques. Que ce soit par l'entremise de son personnel, du 233-ALLÔ, du Réseau communautaire, de l'Accueil francophone ou d'Infojustice Manitoba, elle est bien présente tant en milieu rural qu'urbain et elle offre des services pertinents à l'ensemble de la francophonie manitobaine. Par contre, chacune de ces entités a sa propre image de marque et son logo particulier, laissant croire que les services ne relèvent pas de la SFM, ce qui contribue à la perception que la SFM est largement absente de la vie quotidienne des francophones.

Dans son rapport annuel de 2015-2016, la SFM souligne qu'elle doit adapter ses modes de communication aux réalités des diverses clientèles qu'elle est appelée à servir, ce qui inclut une plus grande présence sur le Web par l'entremise des réseaux sociaux pour joindre la francophonie manitobaine. Elle souligne le nombre accru d'abonnés sur Twitter et Facebook ainsi que le nombre de visites de son site Web. C'est un bon début; par contre, il sera important que dans le cadre de la mise en place de la nouvelle structure politique proposée et en fonction des nouveaux rôles et responsabilités, la SFM revoie son plan de communication pour joindre le plus grand nombre de personnes possible. Le comité de refonte a donc jugé important de proposer ce qui suit :

6) LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA SFM (SUITE)

PROPOSITION 11 : REHAUSSER LA VISIBILITÉ DE LA SFM

ATTENDU QUE :

plusieurs dans la francophonie manitobaine ne sont pas conscients des rôles et des responsabilités de la SFM, ainsi que de tout le travail qu'elle fait et de tous les services qu'elle offre par l'entremise de son personnel, du 233-ALLÔ, du Réseau communautaire, de l'Accueil francophone et d'Infojustice Manitoba;

la population manitobaine doit bien comprendre la nouvelle structure politique ainsi que la mission, la vision, les rôles et les responsabilités de la SFM;

malgré les efforts de communication sur son site Web et les réseaux sociaux, la perception d'absence de la SFM dans les dossiers prioritaires de la francophonie manitobaine perdure;

IL EST PROPOSÉ QUE :

un nouveau plan de communication soit élaboré par la SFM qui inclue son site Web et les réseaux sociaux pour bien présenter la nouvelle structure politique, sa vision, sa mission, ses rôles et ses responsabilités, ainsi que tous les services qu'elle continuera d'offrir à la francophonie manitobaine par l'entremise de ses structures administratives existantes;

le logo de la SFM soit mis en évidence dans tous les services qu'elle offre ainsi que dans les interventions qu'elle effectue;

les logos individuels conçus pour chacun des services majeurs offerts par la SFM (233-ALLÔ, Réseau communautaire, Accueil francophone et Infojustice) soient abolis et remplacés par un logo commun mettant de l'avant la SFM, tant que ces services sont gérés par la SFM;

le nouveau conseil d'administration élabore une stratégie de marketing pour augmenter la visibilité de la SFM.

Il y a d'autres moyens d'augmenter la visibilité de la SFM, non seulement au sein de la communauté francophone, mais aussi auprès des communautés manitobaine et canadienne en général. Par exemple, l'assemblée générale annuelle de la SFM n'attire en général qu'une centaine de personnes, parfois 150. Alors, où sont les francophones? La réponse est évidente : ils sont dans les dizaines d'organismes qui les intéressent, que ce soit en éducation, en santé, en culture, en patrimoine, et ainsi de suite. Ne faudrait-il pas, de temps à autre, réunir tous ces francophones pour montrer au Manitoba et au Canada l'ampleur et la force de notre présence collective? Ne pourrait-on pas ainsi rassembler tous les francophones manitobains sous un seul toit, ne serait-ce pour une journée de temps à autre? Ce serait une façon d'atteindre l'objectif de l'axe 4 du *Plan stratégique* intitulé *Fierté, célébration et participation*. Ainsi nous proposons :

PROPOSITION 12 : RASSEMBLER L'ENSEMBLE DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE

ATTENDU QUE :

la francophonie manitobaine se regroupe en de nombreuses associations et organismes, à l'échelle locale et provinciale;

cette francophonie devrait, de temps à autre, se manifester publiquement, dans toute son ampleur et dans tous ses nombres;

que la francophonie est souvent invisible au Manitoba et au Canada;

IL EST PROPOSÉ QUE :

le nouveau conseil de la SFM étudie la possibilité de rassembler la francophonie manitobaine dans un grand ralliement tous les cinq ans à compter de 2021;

ce ralliement soit coordonné avec toutes les institutions et tous les organismes de la francophonie manitobaine;

tous les francophones et tous les francophiles y soient invités pour célébrer la francophonie au Manitoba.

6) LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA SFM (SUITE)

B) Le Réseau communautaire de la SFM

En 1991, des consultations publiques dans les localités ont démontré un besoin pressant de personnes ressources en milieu rural. Le 30 mai 1992, la SFM a mis sur pied le Réseau communautaire dans le but de travailler en étroite collaboration avec les gens du rural pour connaître leurs besoins, pour appuyer les divers comités ruraux dans la réalisation de leurs projets de développement et pour encourager l'autosuffisance des communautés. Ainsi, le mandat du Réseau communautaire de la SFM est de favoriser le développement de chaque ville et village francophone, selon ses propres besoins. Dans la réalisation de son mandat, le Réseau communautaire de la SFM encourage la création de partenariats et appuie des mesures visant à promouvoir et à normaliser l'utilisation de la langue française au niveau local.

Le Réseau communautaire de la SFM compte présentement cinq employés, et un sixième se joindra à l'équipe à temps partiel. La directrice du Réseau relève du président-directeur général de la SFM. Le budget du Réseau communautaire de la SFM pour l'année 2016-2017 est de 311 949 \$, soit le deuxième poste budgétaire en importance après l'Accueil francophone. La grande majorité des fonds provient de Patrimoine canadien, et d'autres fonds proviennent de contrats avec divers conseils de développement communautaire (CDC), notamment dans la région de Notre-Dame-de- Lourdes. Récemment, Patrimoine canadien a confirmé le financement du Réseau pour les trois prochaines années, soit jusqu'en 2020. Le Réseau communautaire travaille étroitement avec plusieurs CDC, selon le besoin, les projets et les ententes. Par contre, en ce moment, le Réseau communautaire n'a qu'un contrat officiel avec un CDC, soit le CDC Lourdéo n (17 000 \$) pour l'équivalent d'environ deux jours de travail par semaine. Cependant, un des agents travaille étroitement avec le CDC de Lorette et plusieurs projets de développement économique progressent en collaboration avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) et l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM).

La présence de la SFM en milieu rural est d'importance continue, ce que plusieurs ont souligné au comité de refonte. Les États généraux soulignent aussi le désir de certains participants de voir plus de services offerts en français en milieu rural (Rapport des États généraux, section « Et le rural dans tout ça? », p. 53) et vont jusqu'à souligner les difficultés en termes d'équité d'accès aux services en français dans leur village ou ville en région. (*Plan stratégique de la francophonie du Manitoba*, p. 16). Cela dit, il faut se rendre à l'évidence et reconnaître que la grande majorité des francophones manitobains, environ 90 %, vivent à une heure ou moins de route de Winnipeg, où se déroule la grande majorité des activités communautaires et culturelles de la francophonie manitobaine.

Plusieurs organismes ont comme mandat de travailler spécifiquement ou principalement en milieu rural, notamment l'Association culturelle franco-manitobaine, l'AMBM, le CDEM, le Conseil jeunesse provincial, la Fédération des aînés franco-manitobains, la Fédération des parents du Manitoba, Pluri-elles et Santé en français. Nous pouvons constater que, loin de négliger le milieu rural, la SFM y est aussi très présente par voie de son Réseau communautaire, qui sert souvent de liaison entre ces divers organismes. Malheureusement, on ne perçoit pas cette participation active quotidienne comme un produit ou un service fourni par la SFM. Le problème est donc un manque de visibilité plutôt qu'un manque de services ou encore, la perception d'un manque d'intérêt de la SFM envers le milieu rural. Enfin, le Réseau communautaire de la SFM est une excellente ressource pour le monde rural.

Une évaluation formelle du Réseau communautaire, effectuée en 1997 auprès d'intervenants de 21 villages à prédominance francophone, a révélé que le Réseau comblait effectivement un besoin important en milieu rural. Malheureusement, à notre connaissance, aucune autre évaluation systématique n'a été entreprise depuis ce temps. Par contre, le Réseau communautaire demeure très présent et apprécié en milieu rural comme l'illustre un dossier volumineux de lettres de témoignages soulignant des services très précis fournis par le Réseau depuis l'an 2000.

Nous croyons que le travail du Réseau communautaire de la SFM doit se poursuivre dans un esprit de concertation, de collaboration et de coopération, tel qu'il est dit à l'axe 5 du *Plan stratégique*. Par contre, le Réseau communautaire devrait être beaucoup plus visible en tant qu'entité de la SFM. Parmi les lettres de témoignages que nous avons examinées, très peu font le lien entre la SFM et le Réseau communautaire. Cette réalité souligne le fait que la SFM doit relever un défi considérable en ce qui a trait à sa propre visibilité, même dans un de ses programmes les plus importants. Notre comité a donc jugé important de formuler la recommandation suivante :

PROPOSITION 13 : UNE PRÉSENCE CONTINUE DE LA SFM EN MILIEU RURAL

ATTENDU QUE :

- la SFM doit demeurer active dans les communautés rurales pour être en mesure de bien représenter leurs intérêts auprès des différentes instances gouvernementales;
- sa présence en milieu rural par l'entremise du Réseau communautaire est primordiale afin de coordonner les efforts dans les dossiers de l'heure de la francophonie;
- le rôle de liaison entre les organismes œuvrant en milieu rural rempli par le Réseau communautaire est essentiel;

6) LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA SFM (SUITE)

IL EST PROPOSÉ QUE :

la SFM maintienne un Réseau communautaire fort et actif qui poursuit son travail de développement en appuyant les villes et les villages francophones à l'extérieur de Winnipeg, selon leurs besoins et leurs priorités et en partenariat avec les organismes provinciaux et les institutions de la francophonie manitobaine;

le Réseau communautaire soit nommé « Réseau communautaire de la SFM » afin qu'il soit plus visible comme entité de la SFM auprès de la population manitobaine;

le Réseau communautaire de la SFM voit à la promotion de la vision, de la mission, des rôles et des responsabilités de la SFM en milieu rural et que tous ses employés s'identifient clairement comme employés de la SFM;

le nouveau Conseil d'administration de la SFM entreprenne une évaluation formelle régulière du Réseau communautaire afin de s'assurer qu'il remplit son mandat le plus efficacement et le plus visiblement possible.

C) L'Accueil francophone

Mise en contexte

Pendant une centaine d'années, la communauté francophone manitobaine était passablement homogène, vivant surtout en milieu rural, regroupée dans des paroisses catholiques et partageant essentiellement les mêmes valeurs linguistiques et religieuses. On constata toutefois un certain mouvement de la population francophone vers les villes, surtout Winnipeg, mouvement qui s'accroît durant la deuxième moitié du 20^e siècle, mais jusqu'à la fin du siècle, cette communauté « franco-manitobaine » demeura en grande partie homogène sur le plan ethnique et celui des valeurs.

À partir du début du 21^e siècle, par contre, des changements démographiques importants se sont déjà fait sentir. Certains anglophones manitobains, par exemple, ont découvert les bénéfices du bilinguisme et ont inscrit leurs enfants dans des écoles d'immersion, dès les années 1970, ce qui fait que depuis deux ou trois générations, un nombre grandissant d'anglophones manitobains sont bilingues. En même temps, surtout depuis l'an 2000, un nombre grandissant d'immigrants francophones s'établissent au Manitoba.

Au cours des dernières décennies du siècle dernier, le Manitoba a accueilli peu d'immigrants francophones : 300 entre 1961-1970, 355 entre 1971-1980 et 345 entre 1981-1990, soit une moyenne globale de 33 par année (Plan stratégique, Accueil francophone, 2008). Depuis l'an 2000, ces chiffres ont augmenté rapidement, au point où, pour la période 2010-2014, le Manitoba a accueilli en moyenne 454 immigrants francophones par année. Selon le recensement de 2011, le Manitoba compte 39 795 francophones, dont 3 955 immigrants, soit 12,5 % de la population francophone totale. Parmi ces immigrants francophones, environ 55 %, ou 2 185, sont au Canada depuis moins de 10 ans, et 1 585 sont au pays depuis 5 ans ou moins. La très grande majorité (83 %) des immigrants francophones très récents (arrivés entre 2006 et 2011) demeure à Winnipeg (Réseau en immigration francophone du Manitoba – Plan stratégique 2015-2020). On peut ainsi constater une augmentation rapide du nombre d'immigrants francophones au Manitoba depuis 2000, et cette tendance s'accroît. Le Réseau en immigration francophone estime qu'il faudrait plus que doubler le nombre d'immigrants francophones dans les prochaines années pour assurer une croissance de l'immigration francophone équivalente à l'augmentation de la population immigrante totale au Manitoba.

Au Manitoba, deux organismes s'occupent exclusivement de l'immigration francophone. L'Accueil francophone a été établi en 2003 par la SFM, après une consultation intensive auprès d'organismes francophones, pour fournir des services à cette nouvelle clientèle. Le budget normal de l'Accueil pour l'année courante (2016-2017) aurait été de 748 505 \$, financé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et le nombre d'employés est de 11. Exceptionnellement cette année, avec l'arrivée d'une vague de réfugiés syriens, le budget a enregistré une hausse exceptionnelle, passant à 1 918 152 \$, toujours financé par IRCC, et le nombre d'employés s'élève présentement à 27.

Le deuxième organisme est le Réseau en immigration francophone du Manitoba (RIF du Manitoba), membre d'un réseau national sous la tutelle de la FCFA, avec la même vocation. Le RIF du Manitoba est essentiellement un organisme de coordination des efforts des 18 organismes qui en sont membres. La coordonnatrice du RIF du Manitoba est logée aux bureaux de la SFM.

Le mandat du RIF du Manitoba est le suivant :

1. accroître le nombre d'immigrants d'expression française de manière à accroître le poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire;
2. améliorer la capacité d'accueil des communautés francophones en situation minoritaire et renforcer les structures d'accueil et d'établissement pour les nouveaux arrivants d'expression française;

6) LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA SFM (SUITE)

- 3. favoriser l'intégration économique des immigrants d'expression française au sein de la société canadienne et des communautés francophones en situation minoritaire en particulier;
- 4. favoriser l'intégration sociale et culturelle des immigrants d'expression française au sein de la société canadienne et des communautés francophones en situation minoritaire;
- 5. favoriser la régionalisation de l'immigration francophone.

Le mandat de l'Accueil francophone chevauche quelque peu celui du RIF du Manitoba, sauf pour une différence importante : l'Accueil est un organisme de service, alors que le RIF du Manitoba est un organisme de coordination. Environ 300 personnes par année reçoivent des services fournis directement par l'Accueil et depuis sa création en 2003, l'Accueil a fourni des services à environ 3 500 clients. L'Accueil coordonne ses services qui, eux aussi, visent essentiellement l'intégration de sa clientèle à la communauté francophone, avec le RIF du Manitoba et ses organismes membres. Il se décrit comme « le guichet unique pour l'accueil des immigrants et réfugiés francophones au Manitoba ».

En ce moment, et depuis les débuts de l'Accueil et du RIF du Manitoba, la SFM assume la responsabilité de porte-parole en matière d'immigration francophone au Manitoba à l'échelle fédérale et provinciale. Cependant, il n'est pas obligatoire que ce soit la SFM qui offre les services dans ce domaine, et au cours de nos consultations, des personnes bien avisées à ce sujet nous ont assuré que l'offre de ces services pourrait bien être faite par un organisme autonome.

L'évolution de l'Accueil francophone depuis sa fondation en 2003 et l'ampleur que cet organisme a pris au cours des 14 dernières années nous ont incités à formuler la proposition suivante :

PROPOSITION 14 : L'ACCUEIL FRANCOPHONE

ATTENDU QUE :

- le nombre d'immigrants francophones au Manitoba s'accroît de façon continue;
- l'Accueil francophone assure des services importants pour l'intégration socio-économique et culturelle de cette population au Manitoba français;
- le budget de l'Accueil constitue maintenant le poste le plus important du budget global de la SFM;
- la population immigrante est en voie d'acquérir des compétences dans la gestion de ses programmes et de ses services;
- l'Accueil francophone a maintenant la taille et une maturité suffisantes pour constituer un organisme distinct de la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

- une évaluation des programmes et services de l'Accueil francophone soit effectuée pour en vérifier l'efficacité;
- l'Accueil francophone soit constitué en corporation aux termes de la *Loi sur les corporations du Manitoba* à titre de corporation sans but lucratif et qu'on demande à l'Agence du revenu du Canada de la reconnaître comme organisme de bienfaisance;
- la SFM soit le seul membre de cette nouvelle corporation, assumant ainsi la responsabilité d'adopter un règlement administratif stipulant les critères de gouvernance voulus du nouvel organisme;
- la SFM ait la responsabilité de nommer le conseil d'administration du nouvel organisme, ainsi que son vérificateur;
- la SFM s'assure de la diversification du conseil d'administration du nouvel organisme afin qu'il reflète de plus en plus la nouvelle francophonie manitobaine.

D) Infojustice Manitoba

Depuis le 3 mai 2016, Infojustice Manitoba offre des services d'information juridique en français dans tous les domaines du droit. Il est à noter que ce centre de justice n'est pas autorisé à offrir des avis juridiques; pour ce genre de service, le centre recommande à ses clients de consulter un avocat. Infojustice est un service offert par la SFM grâce à la contribution financière du ministère de la Justice Canada, par le truchement du Fonds d'appui d'accès à la justice dans les deux langues officielles du Canada. En 2015-2016, le budget d'Infojustice Manitoba était de 105 485 \$. Le centre est logé aux bureaux de la SFM. De plus, Infojustice Manitoba s'est doté d'un comité consultatif composé de représentants d'une dizaine d'organismes francophones manitobains.

6) LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA SFM (SUITE)

Cinq provinces ont de tels centres. Or, dans les quatre autres provinces (l'Alberta, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et la Saskatchewan), ce service est offert par les associations de juristes d'expression française des provinces respectives. Au Manitoba, où c'est l'organisme porte-parole de la francophonie qui offre ce service, la situation est une anomalie par rapport aux autres provinces. Elle découle en partie du fait que, depuis quelques années, l'Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM) a redéfini son mandat et n'offre plus de services ni de programmes. Ainsi, l'AJEFM n'a plus de structure administrative.

Nous croyons qu'en principe, un service d'information juridique devrait être offert à la population francophone du Manitoba par des juristes et non par l'organisme porte-parole de la province. Nous formulons donc la proposition suivante :

PROPOSITION 15 : INFOJUSTICE MANITOBA

ATTENDU QUE :

il existe, au Manitoba, un besoin de service d'information juridique en français pour servir la population francophone de la province;

pour des raisons historiques, ce service est couramment administré par la SFM;

ce service devrait normalement être fourni et administré par les juristes d'expression française de la province, comme c'est le cas dans les autres provinces où un tel service est offert;

IL EST PROPOSÉ QUE :

le nouveau conseil de la SFM crée, avec l'Association des juristes d'expression française du Manitoba, un comité conjoint en vue du transfert éventuel du programme Infojustice à l'AJEFM ou pour explorer d'autres possibilités dans le sens de la dévolution de ce service aux juristes francophones du Manitoba.

La SFM est propriétaire de Presse-Ouest Ltée (POL), éditeur du journal hebdomadaire *La Liberté*, depuis près d'un demi-siècle. Souvent, au cours des décennies, cette relation entre un organisme porte-parole d'une communauté et un journal communautaire qui doit avant tout remplir sa mission journalistique dans cette même communauté a été problématique.

Historique

Le journal *La Liberté* a été fondé en 1913 comme une œuvre des Oblats de Marie Immaculée, qui en demeurèrent les propriétaires jusqu'en 1970. En 1941, le journal *Le Patriote de l'Ouest*, fondé également par les Oblats en 1910, fusionna avec *La Liberté*, et la nouvelle publication se nomma *La Liberté et le Patriote*, desservant à la fois le Manitoba et la Saskatchewan jusqu'en 1970, alors que les Oblats décidèrent de vendre cette publication à la SFM. En Saskatchewan, un nouveau journal, *L'Eau vive*, naquit en 1971. Au Manitoba, après le transfert, le journal reprit le nom *La Liberté*, nom qu'il conserve jusqu'à ce jour.

Entre 1913 et 1970, *La Liberté* et ensuite *La Liberté et le Patriote*, conservèrent leur double mission à la fois religieuse (catholique) et francophone. Après son transfert à la SFM, le journal devint purement laïc avec une mission plus traditionnellement journalistique, avec tout ce que cela implique du côté de la couverture d'événements communautaires par des journalistes professionnels, mais aussi du côté de l'analyse critique de la communauté franco-manitobaine par l'équipe de rédaction. Il va sans dire que, de par la nature même de ces deux rôles, la SFM, propriétaire du journal, en fut souvent la cible au cours des décennies, ce qui mena à des tensions inévitables et parfois même à des tentatives d'ingérence dans les politiques journalistiques de *La Liberté* par la SFM. Ces tensions menèrent à plusieurs tentatives de restructuration, surtout durant les années 1980. Toutes ont échoué.

Tentatives de restructuration

La question d'une restructuration possible de la propriété de POL n'est certes pas nouvelle. Cette fois-ci, l'exigence de conformité à la loi justifie les raisons pour lesquelles une restructuration s'impose.

En effet, cette question d'une restructuration a été étudiée à plusieurs reprises depuis que la SFM a accepté le rôle de propriétaire suppléant de *La Liberté* en constituant POL en 1970. Plus récemment, de 1986 à 1989, au moins trois structures possibles ont été considérées et présentées aux membres de la SFM à l'une de ses assemblées. Voici un bref résumé de cet historique tiré des archives de *La Liberté* :

En mai 1986, un comité conjoint a été établi par la SFM et POL pour étudier la structure actuelle de *La Liberté*. Le comité conjoint a fini par recommander la vente de POL à des intérêts privés plutôt que la formation possible d'une société publique ou d'une coopérative indépendante de la SFM. Par la suite, le CA de POL a recommandé

7) RESTRUCTURATION DE LA RELATION SFM – PRESSE-OUEST LTÉE

7) RESTRUCTURATION DE LA RELATION SFM – PRESSE-OUEST LTÉE (SUITE)

plus spécifiquement à la SFM que les membres de la rédaction de *La Liberté* deviennent les copropriétaires du journal. Le CA de la SFM, par contre, estimait qu'il serait préférable d'effectuer la vente de POL par la voie d'appels d'offres.

À l'assemblée générale de la SFM du 18 novembre 1986, le CA de la SFM a donc proposé à ses membres la vente de POL par la voie d'appels d'offres. Par contre, la grande majorité des membres présents ont voté contre cette proposition.

Après cette tentative, le CA de la SFM a mis sur pied un comité ad hoc d'anciens et d'actuels Présidents de la SFM et de POL avec le mandat de déterminer la problématique de la structure actuelle et de recommander une ou des options. Le comité ad hoc a énoncé cinq (5) principes de base qui, selon lui, devaient respecter toute structure qui serait proposée. Après avoir étudié toutes les options possibles à la lumière de ces principes, le comité a préparé un rapport dans lequel il a recommandé une structure de coopérative de consommation (c'est-à-dire une coopérative dont les membres auraient été principalement les abonnés de *La Liberté*).

À l'assemblée annuelle de la SFM du 7 mars 1987, le comité ad hoc a donc présenté son rapport aux membres de la SFM avec la recommandation que POL devienne une coopérative de consommation. Encore une fois, la grande majorité des membres présents ont résisté à cette proposition. Les conseils d'administration de la SFM et de POL ont été priés d'organiser une autre réunion pour rendre publique suffisamment d'information pour permettre une discussion sérieuse sur l'avenir de *La Liberté*.

Lors d'une assemblée spéciale en novembre 1987, une résolution a été adoptée dans le but d'enlever à la SFM la responsabilité du journal. Cette résolution prévoyait un échéancier de deux (2) ans pour proposer de nouvelles structures propriétaires pour *La Liberté*. Par conséquent, la SFM a mis sur pied un comité conjoint formé de membres des conseils d'administration de la SFM et de POL.

Après avoir étudié la question pendant au-delà d'un an, le comité conjoint a recommandé la vente de 99 sur 100 actions de POL à condition de trouver un ou des acheteurs crédibles. La SFM garderait une (1) action de POL en tant que « mandataire » afin de s'assurer que les acheteurs respectent la mission du journal.

À l'assemblée spéciale de la SFM le 3 novembre 1989, les membres de la SFM ont voté contre la proposition du comité conjoint. Les membres de la SFM ont aussi discuté une proposition de Maurice Gauthier voulant que la totalité des intérêts du journal soit vendue à une coopérative dont la majorité des membres seraient les abonnés. Suite à des discussions pour et contre, M. Gauthier a retiré sa proposition.

Après le dernier échec survenu à l'assemblée extraordinaire de la SFM le 3 novembre 1989, il ne semble pas y avoir eu d'autres tentatives sérieuses de changer la propriété du journal ou la structure de POL. Bien que les membres de la SFM aient exprimé le désir d'enlever à la SFM la responsabilité de POL, le statu quo a été maintenu pendant près de (30) trente ans, car les membres n'ont pas pu adopter par résolution une vente ou une restructuration.

Options de restructuration possible

Mise en situation

Presse-Ouest Ltée a dû faire face à des réductions de subventions fédérales (environ 50 000 \$ depuis 2011), à des diminutions de revenus publicitaires provenant du gouvernement fédéral (environ 90 000 \$ depuis 2008) et à une augmentation des frais de livraison de Poste Canada depuis 2008 de 61 % (0,62 \$ à 1,00 \$). De plus, Presse-Ouest Ltée doit faire face aux défis bien connus qui mettent à l'épreuve toute l'industrie de la presse écrite. Déjà, quelques journaux francophones en situation minoritaire au Canada ont fermé leurs portes ou ont cessé de publier temporairement, par exemple l'*Express* d'Ottawa, l'*Eau vive* en Saskatchewan et l'*Express* du Pacifique en Colombie-Britannique.

Les effets des mesures susmentionnées sont a) moins de possibilités de commandites en espace publicitaire pour les organismes sans but lucratif, (p. ex., calendriers communautaires), b) moins d'espace rédactionnel disponible pour parler des initiatives des organismes et individus francophones du Manitoba, c) moins d'espace disponible pour parler des enjeux liés aux droits linguistiques, d) moins d'espace pour échanger et se reconnaître, e) des salaires bas et f) un roulement du personnel important. Somme toute, les ressources sont limitées et épuisées alors que le bassin de clients est limité et saturé.

Presse-Ouest Ltée a donc dû entreprendre de nouvelles initiatives pour créer d'autres sources de revenus et ainsi assurer la publication et la diffusion de *La Liberté*. C'est ainsi que Presse-Ouest Ltée a fondé une cellule de marketing et de publicité avec deux divisions, *La Liberté Réd* qui publie des dépliants, des brochures et des cahiers spéciaux pour des organismes communautaires et des entreprises privées et le *Réd Web* qui fait le montage et l'alimentation en français de sites Web d'organismes communautaires et d'entreprises privées.

D'autres nouvelles initiatives de Presse-Ouest Ltée incluent 30 cahiers spéciaux par année, la réalisation d'outils promotionnels, des partenariats avec la Division scolaire franco-manitobaine et la Division scolaire Louis Riel, un partenariat avec l'Université de Saint-Boniface, un partenariat avec les Productions Rivard (Livestream) et une application Apple

7) RESTRUCTURATION DE LA RELATION SFM – PRESSE-UEST LTÉE (SUITE)

avec version audio pour non-voyants. Somme toute, ces nouvelles initiatives ont permis à Presse- Ouest Ltée de générer des revenus additionnels en dehors du domaine journalistique et ainsi *La Liberté* a pu continuer à cumuler de nombreux succès reconnus au niveau national et maintenir un important bassin de lecteurs engagés.

Presse-Ouest Ltée a été constituée en corporation à but lucratif. L'unique actionnaire de Presse-Ouest Ltée a toujours été la SFM.

La SFM est une œuvre de bienfaisance qui, selon la *Loi de l'impôt sur le revenu*, doit consacrer la totalité de ses ressources à des activités de bienfaisance qu'elle mène elle-même. Nos recherches nous ont permis de remettre en question la légitimité d'un tel investissement par la SFM selon les exigences de l'Agence du revenu du Canada pour les organismes de bienfaisance; en plus, nous craignons les conséquences fiscales importantes qui en découleraient pour la SFM si elle perdait son statut de bienfaisance.

L'indépendance journalistique

Le 22 février 2017, Francis Sonier, président de l'Association de la presse francophone (APF) qui constitue l'unique réseau de journaux de langue française publiée au Canada à l'extérieur du Québec, écrivait à tous ses membres ce qui suit :

Comme vous le savez, depuis quelques temps, certains journaux de l'APF ont fait l'objet de pressions indues de leur organisme porte-parole provincial. Bien que la majorité des organismes porte-paroles provinciaux comprennent et respectent les rôles et responsabilités de leurs journaux communautaires, d'autres les voient comme une courroie de transmission pour leur organisme et tentent d'influencer, voire contrôler ce qui y est publié.

Au conseil d'administration de l'APF, nous avons suivi la situation de près depuis plusieurs mois et nous sommes à la croisée des chemins...

Ici au Manitoba, la communauté francophone désire un journal indépendant et non un simple bulletin d'information (en anglais « newsletter »).

Le comité de refonte de la SFM a donc voulu revoir la gouvernance de Presse-Ouest Ltée. En plus des soumissions qui ont fait référence à la relation entre La SFM et Presse-Ouest Ltée, nous avons tenu des rencontres et des pourparlers avec de nombreux intervenants. Nous en sommes arrivés à la conclusion que le statu quo n'était plus acceptable pour assurer l'indépendance journalistique, la survie et l'épanouissement de notre journal, *La Liberté*.

Solutions possibles retenues

Plusieurs solutions sont possibles, a) la vente des actions à une personne ou à un groupe de personnes, b) la vente des actions à une fiducie, c) la vente des actions à une entreprise sociale et d) la disposition de l'entreprise et des actifs à une coopérative.

Comme il est indiqué ci-dessus, certaines de ces solutions ont déjà été présentées aux membres de la SFM il y a déjà plus de 28 ans, mais sans succès.

Parmi les différentes solutions possibles, nous en avons retenu deux, soit la disposition des actions à une fiducie et la vente des actions à une entreprise sociale.

Option 1 : La disposition des actions à une fiducie

La SFM, à titre de **constituant**, transférerait les actions de Presse-Ouest Ltée à des personnes à titre de **fiduciaires**, au seul profit des personnes à titre de **bénéficiaires**. Ainsi, les fiduciaires détiendraient les actions de Presse-Ouest Ltée au seul profit des bénéficiaires.

Les directives quant à l'administration de la fiducie, y compris le processus de sélection des fiduciaires et la gestion des biens en fiducie, y compris le versement et la distribution de tout revenu ou profit généré par ces biens, seraient énoncées dans une convention de fiducie conclue entre le constituant et les fiduciaires, parfois appelée l'acte de fiducie.

Il est suggéré que l'acte de fiducie nomme des personnes à titre de **protecteurs** qui auraient la responsabilité de nommer, de remplacer ou de révoquer les fiduciaires. Il est aussi suggéré que les fiduciaires obtiennent le consentement au préalable des protecteurs pour la vente des actions ou l'ensemble des actifs de Presse Ouest Ltée.

Les protecteurs pourraient, par exemple, inclure les chefs de direction d'organismes non politiques tels que l'Université de Saint-Boniface, la Division scolaire franco-manitobaine, la Corporation catholique de la santé du Manitoba et Caisse groupe financier.

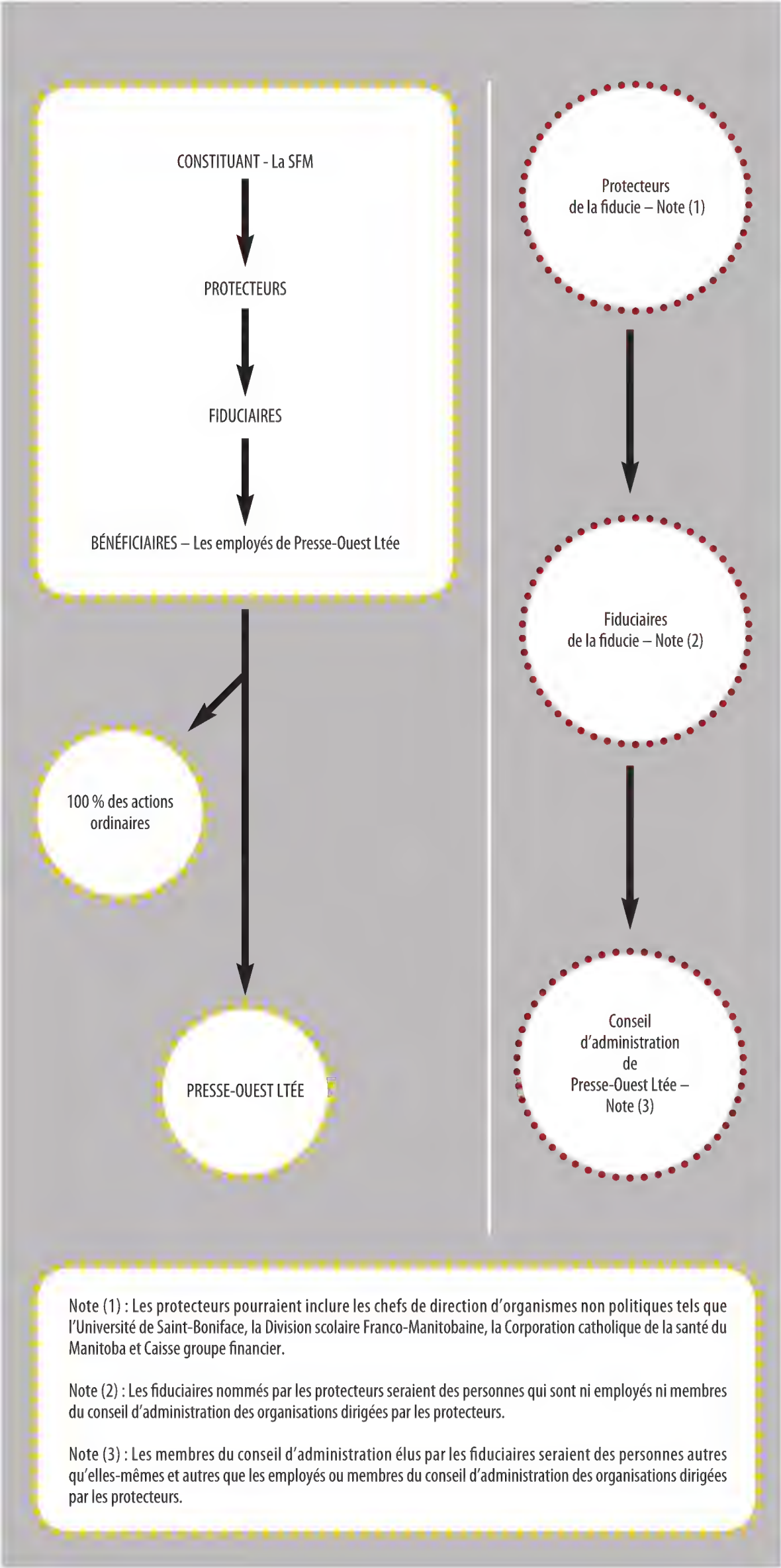
Les fiduciaires nommés par les protecteurs pourraient être des personnes qui ne sont ni employés ni membres du conseil d'administration des organisations dirigées par les protecteurs.

À leur tour, les fiduciaires éliraient les membres du conseil d'administration de Presse-Ouest Ltée autres qu'eux-mêmes et autres que les employés ou membres du conseil d'administration des organisations dirigées par les protecteurs.

7) RESTRUCTURATION
DE LA RELATION SFM –
PRESSE-QUEST LTÉE
(SUITE)

Si cette solution offre difficilement la mise en place de nouveaux capitaux, nous croyons qu'elle offrirait une plus grande indépendance journalistique de par la présence de plusieurs paliers décisionnels distincts.

ORGANIGRAMME 2 : PRESSE-QUEST LTÉE - UNE FIDUCIE



7) RESTRUCTURATION
DE LA RELATION SFM –
PRESSE-QUEST LTÉE
(SUITE)

Option 2 : La disposition des actions à une entreprise sociale

Les entreprises commerciales aux objectifs de rendement purement financiers s’opposent aux organismes caritatifs aux objectifs de rendement purement sociaux. Dans l’écart qui les sépare, il y a un secteur croissant de l’économie qui donne lieu à un autre type d’entreprise : l’entreprise sociale. Des citoyens engagés mettent donc sur pied des entreprises et des organismes qui se situent au centre de ce continuum. Ils s’efforcent de créer une valeur mixte, une combinaison non divisible de valeur financière et sociale qui, à son tour, génère un rendement mixte. En fusionnant l’esprit d’entreprise à de solides principes commerciaux et à une volonté d’atteindre des objectifs sociaux, ils récoltent l’appui des investisseurs, des consommateurs et des citoyens qui partagent les mêmes points de vue.

Le journalisme pour une minorité linguistique est certes apte à devenir une forme d’entreprise sociale. Presse-Ouest Ltée a un objectif social, celui d’informer la communauté de lecteurs francophones et de leur permettre de vivre et de s’épanouir librement en français.

Il s’agirait, selon cette option, de confier la propriété des actions de Presse-Ouest Ltée à un consortium de partenaires stratégiques qui partagent des valeurs sociales communes et qui, collectivement, ont les compétences nécessaires pour veiller à la gestion de l’entreprise sociale de Presse-Ouest Ltée.

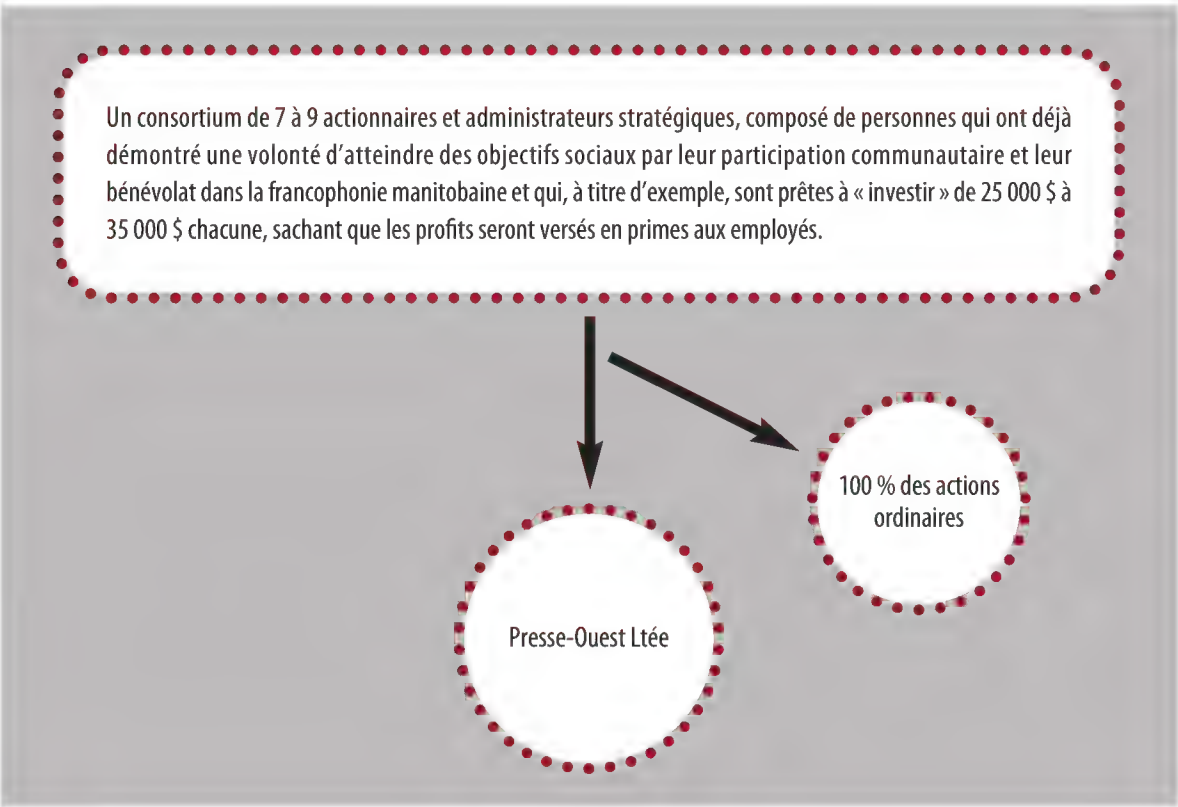
Un tel consortium pourrait être composé de personnes qui ont déjà démontré une volonté d’atteindre des objectifs sociaux par leur participation communautaire et leur travail de bénévole dans la francophonie manitobaine.

Ces personnes seraient complètement indépendantes de tout gouvernement et de tout organisme communautaire qui pourrait faire l’objet d’un article ou d’un éditorial dans *La Liberté*. Ils auraient, dans leur ensemble, les connaissances, les compétences et les qualités essentielles pour surveiller la gestion d’une entreprise sociale qui a la vocation principale de publier et de diffuser un journal francophone en milieu minoritaire dont l’existence et la viabilité dépendent des ventes et des revenus qu’elles génèrent. La majorité de ces personnes aurait aussi de l’expérience en entrepreneuriat, soit parce qu’elles sont elles-mêmes propriétaires d’une entreprise, soit parce qu’elles sont des consultants professionnels d’entreprises et d’affaires. Au moins une de ces personnes connaîtrait bien l’industrie de la presse ou des médias en général.

Dans un modèle de consortium de partenaires, les partenaires seraient à la fois actionnaires et administrateurs de Presse-Ouest Ltée, assurant ainsi une stabilité et une continuité permanentes au CA et dans la gestion de l’entreprise sociale de Presse-Ouest Ltée. Ils seraient au courant des lacunes et des besoins de l’entreprise de Presse-Ouest Ltée et auraient le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la viabilité et le succès.

Dans un modèle de consortium de partenaires stratégiques, les partenaires seraient engagés et investis dans l’entreprise sociale de Presse-Ouest Ltée. Cet engagement se manifesterait non seulement par le temps consacré à l’entreprise sociale de Presse-Ouest Ltée, mais aussi par une contribution financière. Le consortium serait en mesure de financer un projet en capital et même de garantir un prêt ou une marge de crédit, le cas échéant, pour le profit de Presse-Ouest Ltée. La convention écrite régissant les droits et les obligations des partenaires stratégiques pourrait prévoir qu’une rémunération symbolique soit versée aux partenaires, mais que tout profit de l’entreprise sociale soit versé en primes aux employés ou réinvesti dans l’entreprise sociale de Presse-Ouest Ltée.

ORGANIGRAMME 3 : PRESSE-QUEST LTÉE – UNE ENTREPRISE SOCIALE



7) RESTRUCTURATION
DE LA RELATION SFM –
PRESSE-OUEST LTÉE
(SUITE)

Pour conclure, il est important de ne pas oublier que peu importe la structure de propriété et de gouvernance choisie pour Presse-Ouest Ltée, elle n’assurera aucune garantie que le journal continuera d’être rentable et d’exister dans la forme que nous connaissons aujourd’hui. La question est de se pourvoir de la structure qui augmentera les chances de survie et d’épanouissement à Presse-Ouest Ltée.

PROPOSITION 16 : LA GOUVERNANCE ET LA PROPRIÉTÉ DES ACTIONS
DE PRESSE-OUEST LTÉE

ATTENDU QUE :

les membres de la SFM ont à plusieurs reprises par le passé tenté de restructurer la gouvernance et la propriété des actions de Presse-Ouest Ltée;

le secteur de la presse écrite, et particulièrement en milieu minoritaire, fait face à des défis financiers grandissants;

on se doit d’éviter les pressions indues potentielles de notre organisme porte-parole provincial ou de tout autre organisme sur Presse-Ouest Ltée;

on doit se pourvoir de la structure de gouvernance et de propriété des actions de Presse-Ouest Ltée qui offrira le plus de chances de survie et d’épanouissement à Presse-Ouest Ltée, responsable de la publication et de la distribution du journal *La Liberté*;

il est important de confier la responsabilité de la publication de *La Liberté* à des personnes engagées et investies dans l’entreprise de Presse-Ouest Ltée;

IL EST PROPOSÉ QUE :

un comité soit formé pour étudier spécifiquement la structure de gouvernance et de propriété des actions de Presse-Ouest Ltée;

ce comité voit à assurer la structure qui correspondra le mieux aux principes essentiels du journalisme, qui assurera un environnement professionnel qui attire à l’avenir des rédacteurs et des journalistes de qualité à *La Liberté* et qui assurera le financement voulu pour la survie et l’épanouissement de l’entreprise;

ce comité soit composé de cinq (5) personnes comptant plusieurs années d’expérience en tant que propriétaire d’une entreprise ou en tant que conseiller professionnel d’entreprises connaissant bien les risques et les défis en affaires et ayant accepté d’y siéger, soit :

- Rénald Rémillard, directeur général de la Fédération des associations de juristes d’expression française en common law inc.;
- Christian Monnin, avocat chez Hill Sokalski Walsh Olson s.r.l.;
- Mona Dupuis, copropriétaire d’AFM Plumbing & Heating et présidente de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface;
- Paul Prenovault, comptable professionnel agréé chez Grant Thornton et ex-président de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface;
- Jean-Marc Ruest, premier vice-président, Affaires commerciales et avocat général chez Richardson International;

ce comité consulte des personnes œuvrant dans le milieu de la presse écrite comme Francis Sonier, président de l’Association de la presse francophone et/ou le PDG de Newspapers Canada, John Hinds, qui est francophile;

ce comité fasse rapport au nouveau conseil d’administration de la SFM à l’automne 2017;

entretiens, la politique de non-ingérence de la SFM dans la gestion et la politique rédactionnelle de *La Liberté*, établie au cours des dernières décennies, soit maintenue et que le conseil de Presse-Ouest Ltée soit nommé à partir de listes de noms fournies par le conseil d’administration de POL, selon la pratique établie depuis de nombreuses années.

8) CONCLUSION :
REPRÉSENTATION
ET REVENDICATION

La francophonie manitobaine de 2016 n’est pas celle de 1916. La francophonie manitobaine de 2016 est formée de Métis, de Franco-manitobains de vieille souche, de nouveaux arrivants récents et moins récents, d’anglophones bilingues et de francophiles.

La francophonie manitobaine s’est aussi dotée de dizaines d’institutions et d’organismes au cours du dernier demi-siècle.

Depuis 1916, la francophonie manitobaine a démontré sa capacité de lutter et aussi sa capacité de s’adapter à un monde en constante évolution.

8) CONCLUSION :
REPRÉSENTATION
ET REVENDICATION
(SUITE)

Un nouveau monde se présente aujourd’hui à cette francophonie. Son identité est mouvante, en même temps que ses institutions et ses organismes se multiplient et s’insèrent de plus en plus profondément dans le tissu social et économique du Manitoba et du Canada.

Nous avons présenté ici une structure organisationnelle de la SFM qui, nous croyons, reflète à la fois l’identité mouvante de la francophonie manitobaine et sa complexité institutionnelle et organisationnelle. Nous avons tenté d’assurer une représentation équitable de tous les éléments qui forment cette francophonie en 2016. Nous avons ainsi tenté de réinventer la Société franco-manitobaine, qui nous a si bien servis depuis sa fondation en 1968, d’abord en lui donnant un nouveau nom, la Société de la francophonie manitobaine, et ensuite en l’ancrant solidement aux piliers institutionnels et organisationnels de la francophonie manitobaine qui regroupe toutes ses forces vives.

Cette nouvelle SFM est contemporaine, dynamique et multidimensionnelle. Elle retient son rôle traditionnel de revendication des droits francophones qui sont inscrits dans la *Loi sur les langues officielles du Canada* (1988), la *Charte canadienne des droits et libertés* (1982) et la *Loi sur l’appui à l’épanouissement de la francophonie manitobaine* (2016). La grande majorité des intervenants aux cafés-citoyens des États généraux de 2015, ainsi que des francophones qui nous ont transmis des soumissions, s’entendent pour dire que ce rôle demeure fondamental.

Mais au-delà de la revendication, cette nouvelle SFM veut représenter la francophonie dans toutes ses dimensions et aussi dans toute la force de ses institutions et de ses organismes, et ce, dans tous les forums provinciaux, nationaux et internationaux. Les dizaines de milliers de francophones manitobains et leurs douzaines d’institutions et d’organismes seront dorénavant représentés en un seul organisme porte-parole de l’ensemble de la francophonie manitobaine. Les milliers de membres et de clients de ces organismes, ainsi que leurs budgets se chiffrant dans les centaines de millions de dollars, lui donneront une influence rehaussée auprès des gouvernements. Cette influence pourra se faire sentir dans des revendications axées sur les droits des francophones, bien sûr, mais elle se fera sentir également dans l’expertise acquise sur le terrain qu’elle pourra transmettre auprès de nouvelles instances telles le nouveau Conseil consultatif des affaires francophones, conseil qui jouera potentiellement un rôle important au sein du gouvernement du Manitoba dans l’établissement des priorités en ce qui a trait à la francophonie manitobaine.

Nous espérons que notre rapport pourra servir de tremplin au renouveau de l’organisme porte-parole de l’ensemble de la francophonie manitobaine au moment même où cet organisme entame son deuxième siècle de représentation de cette francophonie.

.....

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS

PROPOSITION 1 : NOM DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

la collectivité francophone s’est grandement diversifiée au cours du 20^e siècle sur les plans identitaire, culturel, ethnique et religieux;

bien des francophones manitobains voudraient que l’organisme qui représente officiellement la francophonie dans son ensemble soit plus inclusif;

le terme « franco-manitobain » dans le contexte de la diversification de la francophonie manitobaine est perçu comme reflétant une réalité trop étroite, voire ethnocentrique;

IL EST PROPOSÉ QUE :

l’organisme porte-parole de l’ensemble de la collectivité francophone se dote d’un nouveau nom, à savoir « LA SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE ».

.....

PROPOSITION 2 : VISION, MISSION, VALEURS, RÔLES
ET RESPONSABILITÉS DE LA SFM

ATTENDU QUE :

les États généraux de 2015 ont permis de larges discussions sur la vision, la mission, les valeurs et les responsabilités de la SFM;

le comité de refonte a tenu compte du rapport des États généraux, du *Plan stratégique* et des soumissions qu’il a reçues en faisant son travail, en plus des rencontres qu’il a eues avec divers intervenants communautaires;

ces textes et ces rencontres ont amené le comité à formuler une synthèse de la vision, de la mission, des valeurs, des rôles et des responsabilités de la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

- 1) la vision de la SFM soit définie comme suit :
Forte de sa diversité et inclusive, la francophonie manitobaine est fière et épanouie; elle rayonne et inspire dans un environnement où chacun peut vivre en français dans tous les aspects de sa vie quotidienne.

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

- 2) la mission de la SFM soit définie comme suit :
Promouvoir la pleine reconnaissance et l’usage du français au Manitoba, revendiquer le droit de communiquer et de s’épanouir en français auprès de tous les paliers de gouvernement et assurer l’offre d’une pleine gamme de services en français.
- 3) les valeurs de la SFM soient définies comme suit :
- le respect et la diversité** : La Société valorise les origines, la diversité, la culture et les compétences de tous les membres de la francophonie manitobaine;
- l’inclusion** : La Société valorise la richesse de l’apport de tous les membres de la francophonie manitobaine, quel que soit leur âge, leur genre ou leur origine;
- l’intégrité** : La Société fait preuve d’intégrité, collective et individuelle, auprès des membres de la francophonie manitobaine et dans ses relations entretenues avec eux. Tout en respectant la confidentialité, la Société fait preuve de transparence, collective et individuelle, dans ses processus de gestion et de prise de décisions;
- l’engagement et la détermination** : La Société agit sans hésitation et avec engagement, selon les décisions prises et les objectifs à atteindre. Elle soutient et défend la francophonie manitobaine, ses aspirations et ses réalisations. Elle se donne les moyens nécessaires pour passer à l’action et assurer le développement et l’épanouissement de la francophonie manitobaine;
- la fierté** : La Société est fière de la francophonie manitobaine et saisit les occasions de l’afficher et de la célébrer;
- la coopération, la concertation et la collaboration** : La Société voit à ce que ses membres s’offrent une aide mutuelle en privilégiant la concertation, la coopération et la solidarité dans le but de construire une cohésion sociale.
- 4) les rôles et les responsabilités de la SFM soient définis comme suit :
- a) à titre de porte-parole, représenter les intérêts de la francophonie manitobaine et revendiquer ses droits;
 - b) voir à la pleine reconnaissance des droits linguistiques et assurer leur respect et leur mise en œuvre;
 - c) promouvoir la francophonie manitobaine et la dualité linguistique sur les scènes municipale, provinciale, nationale et internationale;
 - d) intervenir auprès des pouvoirs publics dans l’élaboration et la mise en œuvre des mesures législatives et politiques visant à assurer le mieux-être de la francophonie manitobaine;
 - e) se concerter, collaborer et coopérer avec les organismes de la francophonie manitobaine et canadienne et les différents paliers de gouvernement;
 - f) sauvegarder les acquis linguistiques, juridiques et institutionnels de la francophonie manitobaine;
 - g) promouvoir et encourager l’offre active des services appropriés et de qualité en français;
 - h) sensibiliser la population manitobaine aux enjeux sociaux, communautaires et institutionnels de la francophonie manitobaine et canadienne;
 - i) assumer la responsabilité de tout plan stratégique de la francophonie manitobaine et en assurer la mise en œuvre;
 - j) assurer une communication efficace et continue auprès de la francophonie manitobaine;
 - k) attirer, accueillir, intégrer et retenir de nouveaux individus au sein de la francophonie manitobaine;
 - l) renforcer le sentiment de fierté et d’appartenance aux francophonies manitobaine et canadienne.

PROPOSITION 3 : MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

la collectivité francophone manitobaine s’est énormément diversifiée au cours des dernières décennies, sur les plans démographique et organisationnel;

les groupes démographiques formant la francophonie manitobaine ont grandi en nombre et en complexité;

les organismes reflétant les nouveaux besoins de la francophonie manitobaine se sont multipliés durant la même période;

il y a maintenant un besoin urgent de représenter ces groupes démographiques et ces organismes;

la communauté a besoin d’assurer une plus grande collaboration, une plus grande coopération et une plus grande concertation pour relever ses défis et assurer son développement continu à l’avenir;

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

IL EST PROPOSÉ QUE :

les membres de la Société de la francophonie manitobaine soient les suivants :

- 1) les **membres individuels**, soit les individus qui sont âgés de 16 ans ou plus, qui comprennent et parlent le français, qui ont le désir de vivre en français au Manitoba, y compris les étudiants qui choisissent d’étudier à l’extérieur du Manitoba, et qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 2) les **membres institutionnels**, soit les sociétés qui représentent les établissements majeurs de la francophonie manitobaine, à savoir :
 - la Corporation catholique de la santé du Manitoba
 - la Division scolaire franco-manitobaine;
 - l’Université de Saint-Boniface;et qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 3) les **membres organisationnels de clientèles spécifiques**, soit certains organismes en raison de l’ampleur de leur mandat et de l’importance des clientèles spécifiques de la francophonie manitobaine qu’ils desservent, à savoir :
 - les aînés – La Fédération des aînés franco-manitobains inc.;
 - les femmes – Pluri-elles (Manitoba) inc.;
 - les francophiles – Canadian Parents for French Manitoba Incorporated;
 - les jeunes – Le Conseil jeunesse provincial (Manitoba);
 - les Métis – L’Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba;
 - les nouveaux arrivants – l’Accueil francophone, dès son incorporation comme entité indépendanteet qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle;
- 4) les **membres organisationnels sectoriels**, soit les organismes qui sont engagés à pourvoir la gamme de leurs services en français et dont les noms figurent à l’Annexe 1, qui sont dûment approuvés par les deux tiers (2/3) des administrateurs de la Société, et qui œuvrent au sein des secteurs suivants :
 - culture;
 - économie et finances;
 - éducation;
 - juridique;
 - milieu rural et municipalités;
 - patrimoine;
 - santé et services sociaux;
 - sportset qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l’assemblée générale annuelle; les membres organisationnels sectoriels nommés à l’Annexe 1 précisent, selon leur mandat et pour les besoins de la Société, les secteurs ci-dessus dans lesquels ils ont compétence;
- 5) les **membres associés**, soit les individus dont la résidence principale n’est pas au Manitoba, qui sont âgés de 16 ans ou plus, qui comprennent le français, et qui ont payé leur cotisation avant la tenue de l’assemblée générale annuelle; les membres associés n’ont pas droit de vote;

Les membres institutionnels, les membres organisationnels de clientèles spécifiques et les membres organisationnels sectoriels remplissent un formulaire pour préciser les secteurs nommés à l’alinéa 4 ci-dessus dans lesquels ils ont compétence selon leur mandat, pour les besoins de la Société.

PROPOSITION 4 : COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ATTENDU QUE :

l’espace institutionnel et associatif de la communauté francophone s’est énormément amplifié et diversifié au cours des dernières décennies;

le Plan stratégique des États généraux, adopté à l’unanimité à l’AGE du 27 octobre 2016, décrit de nombreux défis qui exigeront une approche concertée au cours des prochaines décennies;

certains groupes, notamment les Métis, les jeunes, les francophiles et les nouveaux arrivants doivent eux aussi se retrouver au cœur de la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

une nouvelle structure politique soit adoptée et mise en place pour la SFM;
cette structure soit composée d’un conseil d’administration (CA) de 21 personnes

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

- le CA soit formé :
- 1) de quatre (4) membres élus à l’AGA de la SFM;
 - 2) des trois (3) personnes suivantes : le directeur général de la Corporation catholique de la santé du Manitoba, le directeur général de la Division scolaire franco-manitobaine et le recteur de l’Université de Saint-Boniface;
 - 3) d’un représentant de chacune des six (6) clientèles suivantes, choisi par l’organisme qui représente chacune de ces clientèles :
 - les aînés - La Fédération des aînés franco-manitobains inc.
 - les femmes - Pluri-elles (Manitoba) inc.
 - les francophiles - Canadian Parents for French Manitoba Incorporated
 - les jeunes – Le Conseil jeunesse provincial (Manitoba)
 - les Métis – L’Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba
 - les nouveaux arrivants - L’Accueil francophone (lorsqu’il sera incorporé)
 - 4) d’un membre organisationnel sectoriel élu par chacun des huit (8) secteurs d’activités suivants :
 - culture;
 - économie et finances;
 - éducation;
 - juridique;
 - milieu rural et municipalités;
 - patrimoine;
 - santé et services sociaux;
 - sports;

les membres organisationnels sectoriels mentionnés à la proposition 2 choisissent un secteur aux fins de l’élection des représentants des secteurs nommés à l’alinéa 4 d) ci-dessus;

la présidence et la vice-présidence de la Société soient élues par le conseil d’administration parmi les quatre personnes élues à l’AGA;

les directeurs généraux des membres organisationnels de clientèles spécifiques et des membres organisationnels sectoriels ne seront pas éligibles;

ce conseil d’administration de 21 membres se réunisse au moins trois fois par année.

PROPOSITION 5 : LES COMITÉS PERMANENTS

ATTENDU QUE :

la nouvelle structure politique proposée pour la SFM sera plus complexe et reflétera l’ensemble des secteurs d’activités de la francophonie;

il faut assurer un niveau élevé d’efficacité dans sa gouvernance, compte tenu des liens avec les gouvernements et leurs agences qui se multiplient constamment;

IL EST PROPOSÉ QUE :

la Société établisse des comités spéciaux au besoin, ainsi que les comités permanents suivants :

- 1) un **comité exécutif** formé de la présidence, de la vice-présidence, du secrétaire-trésorier et de deux autres administrateurs chargés d’exécuter les directives qui lui seront transmises par le conseil d’administration et de résoudre des questions ponctuelles urgentes;
- 2) un **comité de finances et vérification** formé du secrétaire-trésorier, qui le présidera, et de deux administrateurs, autres que les membres siégeant au comité exécutif, élus par le conseil d’administration;
- 3) un **comité de subventions** dont la tâche principale sera de formuler, au besoin, des recommandations au ministère du Patrimoine canadien et à d’autres instances gouvernementales;
- 4) un **comité de gouvernance** formé de trois administrateurs qui ne siègent pas au comité exécutif en plus d’un avocat et d’un comptable professionnel qui ne siègent pas au conseil d’administration de la Société. De plus, la tâche principale de ce comité sera d’assurer que les meilleures pratiques de gouvernance sont adoptées dans la formation des administrateurs et dans l’administration de la Société. Ce comité assumera également la responsabilité du comité de mise en candidature pour les postes des quatre (4) administrateurs qui doivent être élus par les membres.

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

PROPOSITION 6 : LE FORUM DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE

ATTENDU QUE :

le *Plan stratégique* prévoit un effort soutenu visant « la participation active des francophones du Manitoba à la vitalité de leur communauté »;

des mécanismes concrets doivent être imaginés pour assurer cette participation;

des efforts ont été déployés récemment pour assurer une certaine concertation des organismes francophones par la voie du Conseil des organismes;

de tels efforts doivent être officialisés dans le Règlement administratif de la Société;

IL EST PROPOSÉ QUE :

un Forum de la francophonie manitobaine soit tenu annuellement par la SFM;

ce Forum de la francophonie manitobaine fasse le constat des progrès accomplis par rapport au Plan stratégique de la francophonie manitobaine et prévoie les démarches à venir;

les membres organisationnels sectoriels nommés à la Proposition 3 élisent leurs représentants au CA, par secteur, au moment de cette réunion annuelle;

le Forum de la francophonie manitobaine soit présidé par la vice-présidence de la SFM, qui en fera rapport au conseil d’administration.

PROPOSITION 7 : LA DIRECTION GÉNÉRALE

ATTENDU QUE :

la SFM doit se doter d’une structure administrative pour l’appuyer dans son plan d’action et sa programmation;

cette structure doit relever d’une personne qui la gère, selon les directives du conseil d’administration;

il faut distinguer entre un administrateur bénévole qui voit à la gouvernance de l’organisme et un employé rémunéré qui répond au conseil d’administration;

le titre actuel de cette personne, à savoir président-directeur général, peut porter à confusion et brouiller les lignes d’autorité par rapport au titre de président du conseil d’administration;

IL EST PROPOSÉ QUE :

le titre de président-directeur général devienne directeur général;

le directeur général ne soit plus un administrateur de la Société;

le directeur général assume les tâches qui lui seront confiées par le CA, notamment la bonne gestion de la SFM.

PROPOSITION 8 : ÉVALUATION OFFICIELLE EN 2022

IL EST PROPOSÉ QUE :

le CA de la SFM entreprenne, en 2022, une évaluation officielle du fonctionnement des nouvelles structures politiques et administratives adoptées, telles qu’adoptées à l’AGE de mai 2017.

PROPOSITION 9 : LE STATUT JURIDIQUE DE LA SFM

ATTENDU QUE :

les statuts constitutifs d’une corporation ont préséance sur tout autre document adopté par les membres ou les administrateurs de la corporation, y compris tout règlement administratif;

peu importe l’énoncé du mandat général de la SFM dans son Règlement administratif, la mission officielle de la SFM demeure, jusqu’à ce jour, celle de « promouvoir le développement et l’épanouissement des valeurs économiques, culturelles et éducatives de la population d’expression française du Manitoba »;

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

le comité de refonte de la SFM propose une vision, une mission, des rôles et des responsabilités qui ne concordent pas nécessairement avec les statuts constitutifs de la SFM;

la *Loi sur les corporations du Manitoba* stipule qu’une corporation « ne peut exercer ni pouvoirs ni entreprises en violation de ses statuts »;

IL EST PROPOSÉ QUE :

les membres de la SFM approuvent le Règlement administratif proposé en Annexe 3 du présent rapport;

le conseil d’administration de la SFM, en consultation avec les juristes experts en la matière, propose aux membres de la SFM les modifications requises aux statuts constitutifs de la SFM afin qu’ils correspondent à la vision, à la mission, aux rôles et aux responsabilités stipulés dans le Règlement administratif proposé en Annexe 3 du présent rapport.

PROPOSITION 10 : LE STATUT DE BIENFAISANCE DE LA SFM

ATTENDU QUE :

l’avancement de l’éducation, un des secteurs d’activités principaux acceptés par l’Agence du revenu du Canada, n’est plus l’activité principale de la SFM;

la SFM a, parmi d’autres fins, la promotion ou la préservation d’une langue ou d’une culture, ce qui n’est pas admissible à titre d’organisme de bienfaisance;

la revendication d’un droit quelconque peut être considérée comme ayant une fin politique;

un organisme établi avec une fin politique ne peut pas être enregistré à titre d’organisme de bienfaisance;

les soumissions reçues et les intervenants que nous avons rencontrés étaient quasi unanimes à prôner l’importance de la revendication de nos droits et de nos acquis par la SFM;

IL EST PROPOSÉ QUE :

la SFM, en consultation avec des juristes experts en la matière, se penche sur la question de son statut de bienfaisance et prenne les mesures requises pour répondre aux exigences de la loi tout en offrant à la SFM le fonds de roulement nécessaire ainsi que les moyens de réaliser sa vision, sa mission, ses rôles et ses responsabilités tels qu’établis dans le Règlement administratif proposé.

PROPOSITION 11 : REHAUSSER LA VISIBILITÉ DE LA SFM

ATTENDU QUE :

plusieurs dans la francophonie manitobaine ne sont pas conscients des rôles et des responsabilités de la SFM ainsi que de tout le travail qu’elle fait et de tous les services qu’elle offre par l’entremise de son personnel, du 233-ALLÔ, du Réseau communautaire, de l’Accueil francophone et d’Infojustice Manitoba;

la population manitobaine doit bien comprendre la nouvelle structure politique ainsi que la mission, la vision, les rôles et les responsabilités de la SFM;

malgré les efforts de communication sur son site Web et les réseaux sociaux, la perception d’absence de la SFM dans les dossiers prioritaires de la francophonie manitobaine perdure;

IL EST PROPOSÉ QUE :

un nouveau plan de communication soit élaboré par la SFM qui inclue son site Web et les réseaux sociaux pour bien présenter la nouvelle structure politique, sa vision, sa mission, ses rôles et ses responsabilités ainsi que tous les services qu’elle continuera d’offrir à la francophonie manitobaine par l’entremise de ses structures administratives existantes;

le logo de la SFM soit mis en évidence dans tous les services qu’elle offre ainsi que dans les interventions qu’elle effectue;

les logos individuels conçus pour chacun des services majeurs offerts par la SFM (233-ALLÔ, Réseau communautaire, Accueil francophone et Infojustice) soient abolis et remplacés par un logo commun mettant de l’avant la SFM tant que ces services sont gérés par la SFM;

le nouveau conseil d’administration élabore une stratégie de marketing pour augmenter la visibilité de la SFM.

9) RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS (SUITE)

PROPOSITION 12 : RASSEMBLER L'ENSEMBLE DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE

ATTENDU QUE :

la francophonie manitobaine se regroupe en de nombreuses associations et organismes, à l'échelle locale et provinciale;

cette francophonie devrait, de temps à autre, se manifester publiquement, dans toute son ampleur et dans tous ses nombres;

que la francophonie est souvent invisible au Manitoba et au Canada;

IL EST PROPOSÉ QUE :

le nouveau conseil de la SFM étudie la possibilité de rassembler la francophonie manitobaine dans un grand ralliement tous les cinq ans à compter de 2021;

ce ralliement soit coordonné avec toutes les institutions et tous les organismes de la francophonie manitobaine;

tous les francophones et tous les francophiles y soient invités pour célébrer la francophonie au Manitoba.

PROPOSITION 13 : UNE PRÉSENCE CONTINUE DE LA SFM EN MILIEU RURAL

ATTENDU QUE :

la SFM doit demeurer active dans les communautés rurales pour être en mesure de bien représenter leurs intérêts auprès des différentes instances gouvernementales;

sa présence en milieu rural par l'entremise du Réseau communautaire est primordiale afin de coordonner les efforts dans les dossiers de l'heure de la francophonie;

le rôle de liaison entre les organismes œuvrant en milieu rural rempli par le Réseau communautaire est essentiel;

IL EST PROPOSÉ QUE :

la SFM maintienne un Réseau communautaire fort et actif qui poursuit son travail de développement en appuyant les villes et les villages francophones à l'extérieur de Winnipeg, selon leurs besoins et priorités et en partenariat avec les organismes provinciaux et institutions de la francophonie manitobaine;

le Réseau communautaire soit nommé « Réseau communautaire de la SFM » afin qu'il soit visible comme entité de la SFM auprès de la population manitobaine;

le Réseau communautaire de la SFM voit à la promotion de la vision, de la mission, des rôles et des responsabilités de la SFM en milieu rural et que tous ses employés s'identifient clairement comme employés de la SFM;

le nouveau conseil d'administration de la SFM entreprenne une évaluation formelle régulière du Réseau communautaire afin de s'assurer qu'il remplit son mandat le plus efficacement et le plus visiblement possible.

PROPOSITION 14 : L'ACCUEIL FRANCOPHONE

ATTENDU QUE :

le nombre d'immigrants francophones au Manitoba s'accroît de façon continue;

l'Accueil francophone assure des services importants pour l'intégration socio-économique et culturelle de cette population au Manitoba français;

le budget de l'Accueil constitue maintenant le poste le plus important du budget global de la SFM;

la population immigrante est en voie d'acquérir des compétences dans la gestion de ses programmes et de ses services;

l'Accueil francophone a maintenant la taille et une maturité suffisantes pour constituer un organisme distinct de la SFM;

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

IL EST PROPOSÉ QUE :

- une évaluation des programmes et services de l’Accueil francophone soit effectuée pour en vérifier l’efficacité;
- l’Accueil francophone soit constitué en corporation aux termes de la *Loi sur les corporations du Manitoba* à titre de corporation sans but lucratif et qu’on demande à l’Agence du revenu du Canada de la reconnaître comme organisme de bienfaisance;
- la SFM soit le seul membre de cette nouvelle corporation, assumant ainsi la responsabilité d’adopter un règlement administratif stipulant les critères de gouvernance voulus du nouvel organisme;
- la SFM ait la responsabilité de nommer le conseil d’administration du nouvel organisme ainsi que son vérificateur;
- la SFM s’assure de la diversification du conseil d’administration du nouvel organisme afin qu’il reflète de plus en plus la nouvelle francophonie manitobaine.

PROPOSITION 15 : INFOJUSTICE MANITOBA

ATTENDU QUE :

- il existe, au Manitoba, un besoin de service d’information juridique en français pour servir la population francophone de la province;
- pour des raisons historiques, ce service est couramment administré par la SFM;
- ce service devrait normalement être fourni et administré par les juristes d’expression française de la province, comme c’est le cas dans les autres provinces où un tel service est offert;

IL EST PROPOSÉ QUE :

- le nouveau conseil de la SFM crée, avec l’Association des juristes d’expression française du Manitoba, un comité conjoint en vue du transfert éventuel du programme Infojustice à l’AJEFM ou pour explorer d’autres possibilités dans le sens de la dévolution de ce service aux juristes francophones du Manitoba.

PROPOSITION 16 : LA GOUVERNANCE ET LA PROPRIÉTÉ DES ACTIONS DE PRESSE-OUEST LTÉE

ATTENDU QUE :

- les membres de la SFM ont à plusieurs reprises par le passé tenté de restructurer la gouvernance et la propriété des actions de Presse-Ouest Ltée;
- le secteur de la presse écrite et particulièrement en milieu minoritaire fait face à des défis financiers grandissants;
- on se doit d’éviter les pressions indues potentielles de notre organisme porte-parole provincial ou de tout autre organisme sur Presse-Ouest Ltée;
- on doit se pourvoir de la structure de gouvernance et de propriété des actions de Presse-Ouest Ltée qui offrira le plus de chance de survie et d’épanouissement à Presse-Ouest Ltée, responsable de la publication et de la distribution du journal *La Liberté*;
- Il est important de confier la responsabilité de la publication de *La Liberté* à des personnes engagées et investies dans l’entreprise de Presse-Ouest Ltée;

IL EST PROPOSÉ QUE :

- un comité soit formé pour étudier spécifiquement la structure de gouvernance et de propriété des actions de Presse-Ouest Ltée;
- ce comité voit à assurer la structure qui correspondra le mieux aux principes essentiels du journalisme, qui assurera un environnement professionnel qui attire à l’avenir des rédacteurs et des journalistes de qualité à *La Liberté* et qui assurera le financement voulu pour la survie et l’épanouissement de l’entreprise;
- ce comité soit composé de cinq (5) personnes comptant plusieurs années d’expérience en tant que propriétaire d’une entreprise ou en tant que conseiller professionnel d’entreprises connaissant bien les risques et les défis en affaires et ayant accepté d’y siéger, soit :

9) RÉSUMÉ
DES PROPOSITIONS
(SUITE)

- Rénald Rémillard, directeur général de la Fédération des associations de juristes d’expression française en common law inc.;
- Christian Monnin, avocat chez Hill Sokalski Walsh Olson s.r.l.;
- Mona Dupuis, copropriétaire d’AFM Plumbing & Heating et présidente de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface;
- Paul Prenovaut, comptable professionnel agréé chez Grant Thornton et ex-président de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface;
- Jean-Marc Ruest, premier vice-président, Affaires commerciales et avocat général chez Richardson International;

ce comité consulte des personnes œuvrant dans le milieu de la presse écrite comme Francis Sonier, président de l’Association de la presse francophone et/ou le PDG de Newspapers Canada, John Hinds, qui est francophile;

ce comité fasse rapport au nouveau conseil d’administration de la SFM à l’automne 2017;

entretemps, la politique de non-ingérence de la SFM dans la gestion et la politique rédactionnelle de *La Liberté* établie au cours des dernières décennies, soit maintenue, et que le conseil de Presse-Ouest Ltée soit nommé à partir de listes de noms fournies par le conseil d’administration de POL, selon la pratique établie depuis de nombreuses années.

.....

ANNEXE 1 –
LISTE DES ORGANISMES
ET REGROUPEMENTS (44)

Organismes ou institutions	Date de fondation (premier mandat)
Accueil francophone	2003
Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface (AÉUSB)	1956
Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM)	1988
Alliance chorale du Manitoba (Mélo-Mani, 1971)	1980
Alliance française du Manitoba	
L'Amicale de la francophonie multiculturelle du Manitoba	1998
ANIM	2007
Association culturelle franco-manitobaine	1986
Association des auteur.e.s francophone du Manitoba	2017
Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM)	1990
Caisse Groupe Financier	
Canadian Parents for French Manitoba	1977
Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)	1996
Corporation catholique de la santé du Manitoba (CCSM)	2001
Le 100 Nons	1967
Centre culturel franco-manitobain	1972
Cercle Molière	1925
Cinémental	1991
Conseil jeunesse provincial	1974
Directorat de l'activité sportive du Manitoba	2006
Division scolaire franco-manitobaine (DSFM)	1994
Entreprises Riel	1998
L'Entre-temps des Franco-Manitobaines	1993
ENVOL 91 FM	1986
Fédération des aînés franco-manitobains (FAFM)	1977
Fédération des parents du Manitoba (FPM)	1976
Festival des vidéastes	1992
Festival du voyageur	1972
Francofonds	1978
La Liberté/Presse-Ouest (1925)	1970
Maison des artistes visuels francophones	2000
Maison Gabrielle-Roy	1997
Musée de Saint-Boniface	1959
Pluri-elles	1982
Réseau action femmes	1983
Réseau de l'immigration francophone Manitoba (RIF)	2013
Santé en français Manitoba	2004
Société historique de Saint-Boniface/Centre du Patrimoine	1907
Société franco-manitobaine (1916)	1968
Société Radio-Canada (CKSB)	1973
Union nationale métisse St-Joseph du Manitoba	1887
Université de Saint-Boniface (USB)	1877
World Trade Centre	2012

ANNEXE 2 – PROPOSITION DE RAYMONDE GAGNÉ ET DE LÉO ROBERT (24 OCTOBRE 2013)

Proposition de Raymonde Gagné, appuyée de Léo Robert, et adoptée avec amendements à l’AGA de la SFM le 24 octobre 2013

Étant donné que la dernière mise à jour de l’état de la communauté francophone a eu lieu durant les années 1980;

Étant donné que depuis ce temps, la communauté a beaucoup évolué et qu’elle affronte de nouveaux défis et de nouveaux obstacles à son développement;

Étant donné le besoin d’identifier ces défis et ces obstacles maintenant et pour l’avenir;

Étant donné que la communauté a besoin de disposer d’outils essentiels pour relever ces défis et assurer son développement continu dans l’avenir;

Il est proposé que la Société franco-manitobaine, en collaboration avec les organismes de la communauté et des communautés francophones, organise les états généraux de la communauté qui comprendraient les éléments suivants :

La situation actuelle de la communauté francophone (nouveau contexte, nouvelles réalités, nouveaux défis, nouveaux besoins);

Les ressources à sa disposition pour assurer son développement, compte tenu de ces nouvelles réalités;

Les outils dont elle dispose pour assurer son développement;

La rationalisation de ces ressources et de ces outils dans le contexte actuel et futur au développement de la communauté;

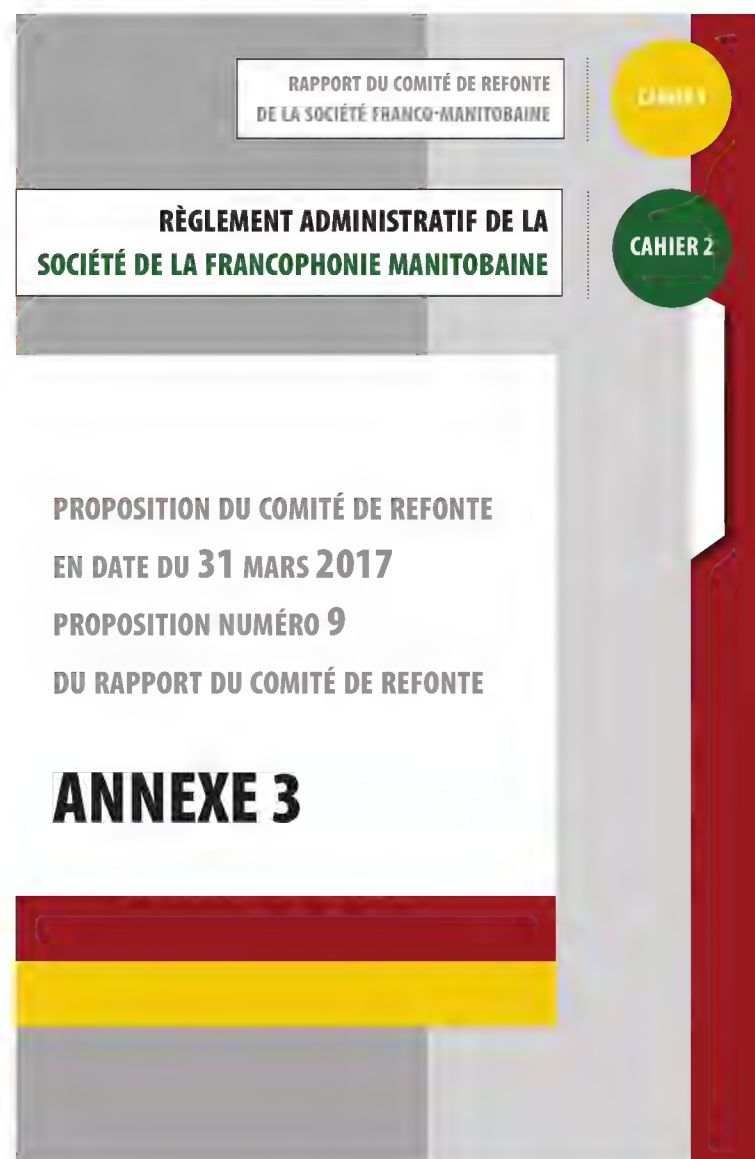
Un plan de mise en œuvre des recommandations qui découleront des travaux des états généraux;

La mise sur pied d’un mécanisme de suivi qui évaluerait la mise en œuvre des recommandations et qui ferait rapport à la communauté annuellement;

Que ce processus s’insère dans le cadre des négociations auprès des gouvernements fédéral, provincial et municipal et toute autre instance.

ANNEXE 3 – RÈGLEMENT ADMINISTRATIF

Le règlement administratif est un ajout à ce document, il vous sera fourni séparément.



**RAPPORT DU COMITÉ DE REFONTE
DE LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE**

CAHIER 1

**RÈGLEMENT ADMINISTRATIF DE LA
SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE**

CAHIER 2

**PROPOSITION DU COMITÉ DE REFONTE
EN DATE DU 31 MARS 2017
PROPOSITION NUMÉRO 9
DU RAPPORT DU COMITÉ DE REFONTE**

ANNEXE 3

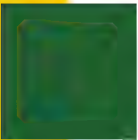


TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - INTERPRÉTATION	3	ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
1.1 Définitions	3	9.1 Composition du conseil d'administration	10
1.2 Titres	3	9.2 Fonctions	10
1.3 Genres	3	9.3 Entrée en fonction	11
1.4 Nombre	3	9.4 Vacances	11
1.5 Sens des mots définis dans la Loi	3	9.5 Démission et retrait des administrateurs	11
ARTICLE 2 - VISION, MISSION ET VALEURS	4	9.6 Destitution par l'assemblée générale	11
2.1 Vision	4	ARTICLE 10 - RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	12
2.2 Mission	4	10.1 Quorum	12
2.3 Valeurs	4	10.2 Nombre de réunions	12
ARTICLE 3 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS	4	10.3 Pouvoir de convoquer les réunions	12
3.1 Rôles et responsabilités	4	10.4 Avis de convocation	12
ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL	5	10.5 Renonciation à l'avis	12
4.1 Siège social	5	10.6 Procédures lors d'une réunion	12
ARTICLE 5 - SCEAU	5	10.7 Langue d'usage	12
5.1 Sceau	5	10.8 Absences non motivées	12
ARTICLE 6 - MEMBRES	5	ARTICLE 11 - COMITÉ EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL	13
6.1 Membres individuels	5	11.1 Composition du comité exécutif	13
6.2 Membres institutionnels	5	11.2 Rôle et attributions	13
6.3 Membres organisationnels de clientèles spécifiques	6	11.3 Convocation	13
6.4 Membres organisationnels sectoriels	6	11.4 Quorum	13
6.5 Membres associés	6	11.5 Fonctions du président	13
6.6 Adhésion à la mission	7	11.6 Fonctions du vice-président	13
6.7 Votes par procuration	7	11.7 Fonctions du secrétaire-trésorier	13
6.8 Démission	7	11.8 Fonction du directeur général	13
ARTICLE 7 - COTISATION DES MEMBRES	7	ARTICLE 12 - INDEMNITÉS ET CONFLITS D'INTÉRÊTS	14
7.1 Cotisation des membres	7	12.1 Rémunération et indemnisation	14
ARTICLE 8 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	8	12.2 Indemnisation en cas de poursuites judiciaires	14
8.1 Assemblée générale annuelle et Forum de la francophonie manitobaine	8	12.3 Divulgence d'intérêt	14
8.2 Questions à l'étude à l'assemblée générale annuelle	8	ARTICLE 13 - COMITÉS	15
8.3 Assemblée générale extraordinaire	8	13.1 Comités	15
8.4 Date, lieu et projet d'ordre du jour	8	13.2 Comités permanents	15
8.5 Convocation	8	13.2 Comités spéciaux	15
8.6 Quorum	8	ARTICLE 14 - SIGNATURE DES DOCUMENTS	16
8.7 Procédures	8	14.1 Signature des documents	16
8.8 Vote	9	ARTICLE 15 - EXERCICE FINANCIER	16
8.9 Élection des administrateurs	9	15.1 Exercice financier	16
8.10 Comité de mises en candidature	9	ARTICLE 16 - MODIFICATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR	16
8.11 Proposition à l'assemblée générale annuelle	9	16.1 Modifications et entrée en vigueur	16
		ARTICLE 17 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION	16
		17.1 Dissolution et liquidation	16

ARTICLE 1

INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement :

- « **Administrateur** » : Membre du conseil d'administration ayant droit de vote.
- « **Assemblée générale** » : Assemblée annuelle ou extraordinaire des membres.
- « **Directeur général** » : Chef de la direction qui répond directement au conseil d'administration.
- « **Francophonie manitobaine** » : Signifie la communauté au sein de la population manitobaine regroupant les personnes de langue maternelle française et les personnes qui possèdent une affinité spéciale avec le français et s'en servent couramment dans la vie quotidienne même s'il ne s'agit pas de leur langue maternelle.
- « **Organisme** » : Personne morale sans but lucratif, Caisse Groupe Financier, Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface et Centre culturel franco-manitobain.
- « **Société** » : Société de la francophonie manitobaine.
- « **Président** » : Le président du conseil d'administration de la Société de la francophonie manitobaine.

1.2 Titres

Les titres adjoints aux dispositions des présentes visent uniquement à en faciliter la consultation et ne doivent pas servir à leur interprétation.

1.3 Genres

Dans les dispositions des présentes visant des personnes, chaque genre vise les deux sexes ainsi que les personnes morales.

1.4 Nombre

Pour l'application des présentes, le singulier s'étend à la plurielle et réciproquement, sauf indication contraire du contexte.

1.5 Sens des mots définis dans la Loi

Les mots et expressions définis dans la *Loi sur les Corporations du Manitoba* ont le même sens dans le présent règlement.

ARTICLE 2 VISION, MISSION ET VALEURS

2.1 Vision

La vision de la Société est la suivante :

Forte de sa diversité et inclusive, la francophonie manitobaine est fière et épanouie; elle rayonne et inspire dans un environnement où chacun peut vivre en français dans tous les aspects de sa vie quotidienne.

2.2 Mission

La mission de la Société est la suivante :

Promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français au Manitoba, revendiquer le droit de communiquer et de s'épanouir en français auprès de tous les paliers de gouvernement et assurer l'offre d'une pleine gamme de services en français.

2.3 Valeurs

Les valeurs de la Société guident ses acteurs – y compris le conseil d'administration, son personnel et ses membres – pour fonder leur jugement et diriger leurs actions.

Elles sont les suivantes :

- a) le respect et la diversité;
- b) l'inclusion;
- c) l'intégrité;
- d) l'engagement et la détermination;
- e) la coopération, la concertation et la collaboration.

ARTICLE 3 RÔLES ET RESPONSABILITÉS

3.1 Rôles et responsabilités

Les rôles et les responsabilités de la Société sont les suivants :

- a) à titre de porte-parole, représenter les intérêts de la francophonie manitobaine et revendiquer ses droits;
- b) voir à la pleine reconnaissance des droits linguistiques et assurer leur respect et leur mise en œuvre;
- c) promouvoir la francophonie manitobaine et la dualité linguistique sur les scènes municipale, provinciale, nationale et internationale;
- d) intervenir auprès des pouvoirs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures législatives et politiques visant à assurer le mieux-être de la francophonie manitobaine;
- e) se concerter, collaborer et coopérer avec les organismes de la francophonie manitobaine et canadienne et les différents paliers de gouvernement;
- f) sauvegarder les acquis linguistiques, juridiques et institutionnels de la francophonie manitobaine;
- g) promouvoir et encourager l'offre active des services appropriés et de qualité en français;
- h) sensibiliser la population manitobaine aux enjeux sociaux, communautaires et institutionnels de la francophonie manitobaine et canadienne;
- i) assumer la responsabilité de tout plan stratégique de la francophonie manitobaine et y assurer sa mise en œuvre;
- j) assurer une communication efficace et continue auprès de la francophonie manitobaine;
- k) attirer, accueillir, intégrer et retenir de nouveaux individus au sein de la francophonie manitobaine;
- l) renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance aux francophonies manitobaine et canadienne.

ARTICLE 4 SIÈGE SOCIAL

4.1 Siège social

Le siège social de la Société est établi à Winnipeg, Manitoba, sur le territoire de l'ancienne ville de Saint-Boniface à l'endroit fixé par le conseil d'administration.

ARTICLE 5 SCEAU

5.1 Sceau

Le sceau de la Société est celui dont l'empreinte apparaît ci-contre. Les personnes autorisées à l'apposer sur un document sont déterminées par le conseil d'administration.

ARTICLE 6 MEMBRES

6.1 Membres individuels

Sont membres individuels en règle de la Société, les personnes physiques :

- a) qui sont âgées de 16 ans ou plus;
- b) qui comprennent et parlent le français;
- c) qui ont le désir de vivre en français au Manitoba, y compris les étudiants qui choisissent d'étudier à l'extérieur du Manitoba;
- d) qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle. Un membre individuel demeure en règle jusqu'avant la tenue de l'assemblée générale annuelle subséquente.

6.2 Membres institutionnels

Sont membres institutionnels en règle de la Société, les personnes morales :

- a) qui représentent des établissements majeurs de la francophonie manitobaine, soit :
 - 1. la Corporation catholique de la santé du Manitoba;
 - 2. la Division scolaire franco-manitobaine;
 - 3. l'Université de Saint-Boniface;
- b) qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle. Un membre institutionnel demeure en règle jusqu'avant la tenue de l'assemblée générale annuelle subséquente.

Le président du conseil d'administration du membre institutionnel ou la personne qu'il désignera par écrit détiendra le vote. Il est à noter que la personne qui détient le vote devra aussi être un membre individuel.

ARTICLE 6 MEMBRES (SUITE)

6.3 Membres organisationnels de clientèles spécifiques

Sont membres organisationnels de clientèles spécifiques en règle de la Société, les personnes morales :

- a) qui représentent des clientèles spécifiques de la francophonie manitobaine, soit :
 - 1. les aînés — La Fédération des aînés franco-manitobains inc.;
 - 2. les femmes — Pluri-elles (Manitoba) inc.;
 - 3. les francophiles — Canadian Parents for French Manitoba Incorporated;
 - 4. les jeunes — Conseil jeunesse provincial (Manitoba);
 - 5. les Métis — Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba;
 - 6. les nouveaux arrivants — L'Accueil francophone (aussitôt qu'elle sera une personne morale distincte de la Société);
- b) qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle. Un membre organisationnel de clientèles spécifiques demeure en règle jusqu'avant la tenue de l'assemblée générale annuelle subséquente.

Le président du conseil d'administration de l'organisme qui est un membre organisationnel de clientèles spécifiques ou la personne qu'il désignera par écrit détiendra le vote. Il est à noter que cette personne devra aussi être un membre individuel.

6.4 Membres organisationnels sectoriels

Sont membres organisationnels sectoriels en règle de la Société, les organismes :

- a) qui sont engagés à pourvoir la gamme de leurs services en français;
- b) qui sont dûment approuvés par les deux tiers (2/3) des administrateurs de la Société;
- c) qui œuvrent au sein des secteurs suivants :
 - 1. culture;
 - 2. économie et finances;
 - 3. éducation;
 - 4. juridique;
 - 5. milieu rural et municipalités;
 - 6. patrimoine;
 - 7. santé et services sociaux;
 - 8. sports;
- d) qui ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle. Un membre organisationnel sectoriel demeure en règle jusqu'avant la tenue de l'assemblée générale annuelle subséquente.

Pour se qualifier à titre de membre organisationnel sectoriel, l'organisme doit être régi par un conseil d'administration dont au moins 50 % des administrateurs comprennent et parlent le français et devra être dirigé par un directeur général qui comprend et parle le français. Aux fins de clarification, les corporations de la Couronne, sauf le Centre culturel franco-manitobain, et tout gouvernement fédéral, provincial ou municipal ne sont pas admissibles.

Les membres organisationnels sectoriels choisiront un des secteurs mentionnés à l'article 6.4 c) qui répond à leur mandat aux fins de l'élection prévue à l'article 8.1 c).

De plus, les membres organisationnels sectoriels, selon leur mandat, préciseront pour les besoins de consultation de la Société les secteurs à l'article 6.4 c) dans lesquels ils ont compétence.

Le président du conseil d'administration de l'organisme qui est un membre organisationnel sectoriel ou la personne qu'il désignera par écrit détiendra le vote. Il est à noter que cette personne devra aussi être un membre individuel.

6.5 Membres associés

Sont membres associés en règle de la Société les personnes physiques qui respectent les conditions suivantes :

- a) leur résidence principale n'est pas au Manitoba;
- b) elles sont âgées de 16 ans ou plus;
- c) elles comprennent et parlent le français;
- d) elles ont payé leur cotisation à la Société avant la tenue de l'assemblée générale annuelle. Un membre associé demeure en règle jusqu'avant la tenue de l'assemblée générale annuelle subséquente.

Les membres associés n'ont pas droit de vote.

ARTICLE 6 MEMBRES (SUITE)

6.6 Adhésion à la mission

Tout membre, toutes catégories confondues, doit adhérer à la mission de la Société.

6.7 Votes par procuration

Les votes par procuration ne sont pas permis.

6.8 Démission

Tout membre peut démissionner sur simple avis écrit au conseil d'administration et n'aura droit à aucun remboursement de la cotisation des membres.

ARTICLE 7 COTISATION DES MEMBRES

7.1 Cotisation des membres

Le conseil d'administration fixe annuellement les frais de cotisation que doivent acquitter les membres en règle.

ARTICLE 8**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE****8.1 Assemblée générale annuelle et Forum de la francophonie manitobaine**

- a) L'assemblée générale annuelle doit avoir lieu dans les huit mois qui suivent la fin de l'exercice financier.
- b) L'assemblée générale annuelle sera précédée d'un Forum de la francophonie manitobaine. Ce Forum sera ouvert à tous les membres. Les membres institutionnels, les membres organisationnels de clientèles spécifiques et les membres organisationnels sectoriels feront circuler un rapport écrit faisant part de leurs efforts et contributions à la réalisation du plan stratégique de la francophonie manitobaine en vigueur. Ils feront aussi part à l'assemblée des points saillants de leur rapport et répondront aux questions des participants.

Ces rapports annuels seront mis à la disposition des membres en règle quatorze (14) jours avant la date du Forum de la francophonie manitobain. Le format papier sera disponible aux bureaux de la Société. La version numérique sera envoyée par courriel à tout membre en règle qui en fera la demande.

- c) Ce Forum de la francophonie manitobaine se terminera par une rencontre des membres organisationnels sectoriels regroupés par secteur, tels qu'énumérés à l'article 6.4. Chaque secteur élira son représentant pour siéger au conseil d'administration de la Société dès la fin de la prochaine assemblée générale annuelle. Pour être éligible, ce représentant devra être un membre individuel. Le directeur général d'un des membres institutionnels, d'un des membres organisationnels de clientèles spécifiques ou d'un des membres organisationnels sectoriels ne sera pas éligible.

8.2 Questions à l'étude à l'assemblée générale annuelle

Les questions suivantes figurent obligatoirement à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle :

- a) l'examen du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle précédente;
- b) l'examen du rapport annuel du conseil d'administration;
- c) l'examen des états financiers audités de l'exercice financier précédent;
- d) la nomination de l'auditeur;
- e) l'élection des quatre (4) administrateurs tel que prévu à l'article 9.1 a);
- f) la confirmation de l'élection des administrateurs par chacun des secteurs selon l'article 8.1 c).

Cette question ne sera pas sujette à un vote de l'assemblée générale.

8.3 Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale annuelle et le conseil d'administration sont tous deux habilités à convoquer à tout moment une assemblée générale extraordinaire. En outre, le conseil d'administration est tenu de convoquer une assemblée générale extraordinaire, à la demande écrite de 50 membres.

8.4 Date, lieu et projet d'ordre du jour

Le conseil d'administration fixe la date, l'heure, le lieu et le projet d'ordre du jour des assemblées générales. Ces renseignements sont fournis dans les avis de convocation aux assemblées générales.

8.5 Convocation

Le secrétaire-trésorier voit à la convocation de l'assemblée générale annuelle par avis donné à tous les membres au moins trente-cinq (35) jours avant la date de l'assemblée.

Le secrétaire-trésorier voit à la convocation de toute assemblée générale extraordinaire par avis donné à tous les membres au moins dix (10) jours avant la date de l'assemblée.

8.6 Quorum

Le quorum aux assemblées générales est constitué lorsque 50 membres sont présents.

Le quorum n'est nécessaire qu'à l'ouverture des séances, à moins qu'un membre ne demande l'ajournement d'une séance déjà en cours, pour perte de quorum.

8.7 Procédures

L'assemblée générale élit un président d'assemblée qui dirige les délibérations et décide des questions de procédure en respectant le présent règlement et, s'il y a lieu, les principes énoncés dans la dernière édition du Code Morin.

ARTICLE 8 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (SUITE)

8.8 Vote

Les membres en règle, à l'exception des membres associés, ont droit de vote aux assemblées générales.

Sous réserve de l'alinéa 8.9 a), le vote se prend à main levée à moins que l'assemblée n'adopte une proposition contraire.

En cas d'égalité des voix, la proposition est défaite.

Le vote par procuration n'est pas permis.

8.9 Élection des administrateurs

- a) L'élection des quatre (4) administrateurs, tel que prévu à l'article 9.1 a), se tient au moyen d'un scrutin secret;
- b) l'assemblée élit un président d'élection qui n'a pas le droit de vote;
- c) l'assemblée nomme au moins trois scrutateurs;
- d) l'assemblée tient un second tour de scrutin lorsque deux candidats ou plus recueillent un nombre égal de voix, qui serait par ailleurs suffisant pour permettre leur élection au conseil d'administration.

8.10 Comité de mises en candidature

Les règles suivantes s'appliquent au comité de mise en candidature pour les quatre (4) membres individuels à élire au conseil d'administration :

- a) au moins soixante (60) jours avant la tenue de l'assemblée générale annuelle, le comité invitera les membres en règle à soumettre des candidatures pour l'élection au conseil d'administration par un envoi à tous les membres avec droit de vote et par publication dans le journal La Liberté, tout en indiquant le nombre de vacances prévues et à combler;
- b) Le comité remet au conseil d'administration une liste de candidats recommandés et cette liste est publiée au moins vingt-et-un (21) jours avant la date de l'assemblée générale annuelle;
- c) Toute personne, dont le nom ne se trouve pas sur la liste remise au conseil d'administration par le comité et qui désire se porter candidate à l'un des postes au conseil d'administration, remet sa candidature appuyée de la signature de dix (10) membres en règle de la Société au président du comité, au moins dix (10) jours avant la date de l'assemblée générale annuelle.

8.11 Proposition à l'assemblée générale annuelle

Les membres seront invités au moins soixante (60) jours avant l'assemblée générale annuelle à soumettre à la Société, au moins vingt-huit (28) jours avant l'assemblée générale annuelle, toute proposition qu'ils désirent soumettre à l'assemblée générale annuelle. Toute proposition soumise à l'avance doit être appuyée par dix (10) membres.

Une copie de toute proposition ainsi transmise à la Société est publiée ou remise aux membres au moins vingt-et-un (21) jours avant la date fixée pour l'assemblée générale annuelle.

Toutefois, l'assemblée générale annuelle peut, par le vote d'au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des membres en règle présents, décider de débattre d'une proposition, à l'exception d'une modification au présent règlement, même si elle ne respecte pas les exigences susmentionnées.

ARTICLE 9 CONSEIL D'ADMINISTRATION

9.1 Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de vingt-et-une (21) personnes physiques, à savoir :

- a) quatre (4) membres individuels élus à l'occasion de l'assemblée générale annuelle. Ces quatre (4) membres individuels ne doivent pas, au moment de leur élection, siéger au conseil d'administration d'un membre institutionnel, d'un membre organisationnel de clientèles spécifiques ou d'un membre organisationnel sectoriel.
Le mandat de ces quatre (4) administrateurs dure jusqu'à la clôture d'une deuxième assemblée générale annuelle subséquente et n'est renouvelable qu'une fois.
Pour la première année après l'adoption du présent règlement, les deux candidats élus ayant le plus de votes jouiront d'un premier mandat de deux (2) ans alors que les deux autres candidats jouiront d'un premier mandat d'un (1) an.
Le président et le vice-président seront un de ces quatre (4) membres individuels et seront élus par le conseil d'administration à sa première rencontre suivant l'assemblée générale annuelle. Si un membre est élu président, son mandat d'administrateur se terminera en même temps que son mandat de président. Le mandat de président dure jusqu'à la clôture d'une deuxième assemblée générale annuelle subséquente et est renouvelable une fois seulement.
- b) Les directeurs généraux des trois (3) membres institutionnels mentionnés à l'article 6.2.
- c) Un membre individuel choisi annuellement par chacun des six (6) membres organisationnels de clientèles spécifiques mentionnés à l'article 6.3. Les directeurs généraux des membres organisationnels de clientèles spécifiques ne seront pas éligibles. Si un des membres organisationnels de clientèles spécifiques n'avait pas élu une personne pour siéger au conseil d'administration par la fin de l'assemblée annuelle, le conseil d'administration sera habilité à combler la vacance et la personne choisie à cette fin occupera son poste jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.
- d) Un membre individuel élu par chacun des huit (8) secteurs énumérés à l'article 6.4. Les directeurs généraux des membres organisationnels sectoriels ne sont pas éligibles. Si un de ces secteurs n'a pas élu la personne pour siéger au conseil d'administration avant la fin de l'assemblée annuelle, le conseil d'administration sera habilité à combler la vacance et la personne choisie à cette fin occupera son poste jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.

Les administrateurs devront avoir au moins 18 ans.

9.2 Fonctions

Le conseil d'administration est responsable de la gestion des affaires de la Société.

Le conseil d'administration adopte les résolutions qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions, lesquelles fonctions incluent notamment :

- a) s'engager envers la vision, la mission, les valeurs et les rôles et les responsabilités de la Société;
- b) s'engager à toujours placer les intérêts de la Société au-dessus de ses intérêts individuels ou des intérêts de groupes particuliers;
- c) adopter les grandes orientations de la Société et les mesures nécessaires afin que la Société puisse assumer pleinement sa mission, tel que stipulé à l'article II, et les rôles et les responsabilités décrits à l'article III du présent règlement;
- d) adopter un plan stratégique à long terme, un plan d'exploitation annuel et un budget annuel de la Société qui assure la viabilité financière et l'utilisation optimale des ressources de la Société;
- e) assurer une bonne gouvernance de la Société;
- f) faire l'évaluation périodique du conseil pour en évaluer le rendement et l'efficacité;
- g) voir à l'embauche et, au besoin, au congédiement du directeur général;
- h) surveiller le degré d'efficacité des programmes de grande envergure;
- i) promouvoir des relations harmonieuses avec les gouvernements, le milieu des affaires et les bailleurs de fonds;
- j) agir avec la plus grande intégrité, au mieux des intérêts de la Société;
- k) s'efforcer d'assurer un comportement éthique et de respecter les principes comptables reconnus, les statuts constitutifs et le règlement administratif de la Société et veiller à respecter les lois et les règlements applicables sur le plan juridique;
- l) veiller à la tenue par la Société de tous les livres et registres exigés selon les règlements de celle-ci et selon toute loi ou règle de droit;
- m) examiner et approuver les états financiers annuels audités de la Société;
- n) organiser le Forum de la francophonie manitobaine tel que prévu à l'article 8.1.

ARTICLE 9 CONSEIL D'ADMINISTRATION (SUITE)

9.3 Entrée en fonction

Les administrateurs entrent en fonction dès la clôture de l'assemblée générale annuelle au cours de laquelle ils sont élus.

9.4 Vacances

Tout administrateur, qui est démissionnaire ou destitué, cesse d'occuper son poste et une vacance est alors créée au sein du conseil d'administration. En cas de vacance, le conseil d'administration demeure apte à siéger à la condition que le quorum soit atteint. Le conseil d'administration est habilité à combler les vacances en son sein et les personnes choisies à cette fin occupent leur poste jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.

9.5 Démission et retrait des administrateurs

Tout administrateur cesse de faire partie du conseil d'administration et d'occuper les fonctions d'administrateur, s'il :

- a) démissionne de son poste d'administrateur en remettant un avis écrit en ce sens à la Société; il est à noter que les trois (3) personnes qui occupent le poste de directeur général des membres institutionnels ne peuvent pas démissionner sans un changement au présent règlement administratif;
- b) fait l'objet d'une déclaration judiciaire portant qu'il est inhabile sur le plan mental;
- c) est en état de faillite ou de cessation de paiements ou conclut un concordat avec ses créanciers;
- d) est destitué de son poste d'administrateur par les membres;
- e) décède.

9.6 Destitution par l'assemblée générale

L'assemblée générale peut destituer un administrateur.

L'avis de convocation de l'assemblée préparé par le conseil d'administration doit faire mention du principal motif invoqué aux fins de la destitution.

L'administrateur susceptible d'être destitué doit recevoir l'occasion de présenter son point de vue à l'assemblée générale. L'assemblée générale peut élire un nouvel administrateur qui termine le mandat de la personne destituée, le cas échéant.

ARTICLE 10**RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****10.1 Quorum**

Le quorum est constitué par la majorité simple des administrateurs.

10.2 Nombre de réunions

Le conseil d'administration se réunit au moins trois (3) fois par exercice financier.

10.3 Pouvoir de convoquer les réunions

Les réunions du conseil d'administration peuvent être convoquées par le président, par le secrétaire-trésorier ou par un avis signé de trois (3) administrateurs.

10.4 Avis de convocation

L'avis de convocation d'une réunion du conseil d'administration doit être expédié par courrier postal ou électronique à chaque administrateur au moins sept (7) jours avant qu'elle ne soit tenue. L'heure, la date et le lieu y sont indiqués et aucun autre avis n'est requis à cet effet.

10.5 Renonciation à l'avis

Une réunion du conseil d'administration peut être tenue sans avis préalable, si tous les administrateurs y sont présents ou s'ils donnent par écrit, avant ou après la réunion, leur assentiment à la tenue de celle-ci sans avis.

10.6 Procédures lors d'une réunion

Les questions soulevées à une réunion du conseil d'administration doivent être réglées à la majorité des voix. Le président exerce son droit de vote uniquement s'il y a égalité des voix. Toutes les questions sont réglées à main levée, à moins qu'un administrateur ne réclame un scrutin secret. Le procès-verbal fait mention de l'adoption ou du rejet de la résolution à moins qu'un administrateur ne réclame un scrutin secret dont le résultat doit être consigné au procès-verbal.

Quand le vote est tenu à main levée, chaque administrateur autorisé à voter a droit à une voix. La déclaration du président qu'une résolution a été adoptée ou rejetée, et l'inscription à cet effet au procès-verbal de la réunion, constituent une attestation suffisante de l'adoption ou du rejet de la résolution, sans qu'il ne soit nécessaire d'indiquer le nombre de voix exprimées, ni la proportion des voix données en sa faveur ou contre elle.

Si un scrutin secret est exigé par un administrateur, la question est réglée à la majorité des voix des administrateurs présents. L'inscription au procès-verbal du résultat du scrutin en fait foi.

Une résolution écrite, signée par tous les administrateurs habilités à voter aux réunions du conseil d'administration, est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée en réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Cette résolution sera portée au livre des procès-verbaux du conseil d'administration par ordre chronologique, au même titre qu'un procès-verbal régulier.

Sous réserve du consentement des administrateurs, ceux-ci peuvent participer et voter à une réunion du conseil d'administration par tout moyen de communication, téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux. Ils sont alors réputés avoir assisté à ladite réunion.

Les procédures énoncées ci-dessus s'appliquent à tous les comités permanents et spéciaux de la Société.

10.7 Langue d'usage

Toute rencontre du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration se tiendra en français.

10.8 Absences non motivées

Sauf pour les directeurs généraux des trois (3) membres institutionnels, le conseil d'administration peut destituer l'administrateur qui s'absente de trois (3) réunions consécutives du conseil et/ou des comités permanents, sans motifs jugés valables par le conseil.

Le conseil d'administration peut également choisir un nouvel administrateur qui occupe son poste jusqu'à l'assemblée générale annuelle subséquente.

ARTICLE 11 COMITÉ EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

11.1 Composition du comité exécutif

Le comité exécutif est composé du président, du vice-président, du secrétaire-trésorier et de deux (2) autres administrateurs. Les membres du comité exécutif sont élus par le conseil d'administration à la première rencontre de ce dernier suivant l'assemblée générale annuelle.

Tel que stipulé à l'article 9.1, le président et le vice-président sont élus parmi les quatre (4) membres individuels élus au conseil d'administration à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

11.2 Rôle et attributions

- En collaboration étroite avec le conseil d'administration et le directeur général, le comité exécutif exerce les pouvoirs que lui attribue le conseil d'administration. De plus, le comité exécutif voit à résoudre des questions ponctuelles ou urgentes dans la mesure où celles-ci respectent les politiques et programmes de la Société. Le procès-verbal de toute réunion du comité exécutif sera envoyé aux administrateurs dans les sept (7) jours suivant la réunion du comité exécutif;
- le comité exécutif évalue la mise en œuvre du plan stratégique de la Société à long terme et du plan d'exploitation annuel;
- Le comité exécutif précise les attentes de rendement mesurables du directeur général en collaboration avec le directeur général, évalue le rendement du directeur général et fixe sa rémunération.

11.3 Convocation

Les réunions du comité exécutif peuvent être convoquées par le président ou par le secrétaire-trésorier. La convocation doit être expédiée par courrier électronique à chaque membre du comité exécutif au moins quatre (4) jours avant qu'elle ne soit tenue. Une réunion du comité exécutif peut être tenue sans les délais exigés ci-dessus, avec le consentement de tous les membres du comité exécutif.

11.4 Quorum

Le quorum est constitué par la majorité simple des membres du comité exécutif.

11.5 Fonctions du président

Le président préside les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif. Il exerce les autres fonctions que lui attribue le conseil d'administration.

À moins d'indication contraire pour des circonstances spécifiques émanant d'une résolution du conseil d'administration, le président agit à titre de porte-parole officiel de la Société et peut désigner une autre personne pour remplir cette fonction.

11.6 Fonctions du vice-président

Le vice-président exerce les fonctions du président, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Il préside le Forum de la francophonie manitobaine prévu à l'article 8.1 b). Il exerce les autres fonctions que lui attribue le conseil d'administration.

11.7 Fonctions du secrétaire-trésorier

Le secrétaire-trésorier voit à l'exécution des tâches suivantes :

- la rédaction des procès-verbaux des assemblées générales et des réunions du conseil d'administration;
- la préparation des états financiers.

Il exerce les autres fonctions que lui attribue le conseil d'administration.

11.8 Fonction du directeur général

En collaboration étroite avec le personnel de la Société, le directeur général met à exécution les politiques élaborées par le conseil et est responsable de l'organisation générale et de l'administration de la Société. Le conseil lui délèguera les pleins pouvoirs de gérer et de diriger les affaires de l'entreprise, à l'exception des questions et des fonctions qui doivent être traitées ou exécutées par le conseil d'administration ou par les membres conformément à la Loi ou aux articles du règlement. Le directeur général doit dans un délai raisonnable remettre aux administrateurs tous les renseignements dont ils ont besoin concernant les affaires de la Société.

ARTICLE 11 COMITÉ EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL (SUITE)

À cette fin, il exerce notamment les fonctions suivantes :

- a) la gestion du fonctionnement général de la Société;
- b) l'exécution des plans d'action et des projets adoptés par les instances décisionnelles de la Société;
- c) le démarchage politique;
- d) la saine gestion du budget;
- e) l'embauche, le soutien et la direction du personnel;
- f) la création et le maintien de liens avec des organismes externes;
- g) toute autre tâche que lui attribue le conseil d'administration.

Le directeur général sera nommé pour un mandat d'un maximum de cinq (5) ans et ce mandat sera renouvelable une fois seulement.

ARTICLE 12 INDEMNITÉS ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

12.1 Rémunération et indemnisation

Les administrateurs et les membres des comités de la Société ne reçoivent pas de rémunération. Ils ont toutefois droit à une indemnité pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'une indemnité pour salaire et avantages sociaux perdus en raison des exigences de leur poste. Le conseil d'administration fixe les indemnités en cause.

12.2 Indemnisation en cas de poursuites judiciaires

Chaque administrateur et agent de la Société et toute autre personne ayant pris un engagement au nom de la Société ou qui s'apprête à le faire en toute honnêteté et de bonne foi dans les intérêts supérieurs de la Société et de ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, et de leur patrimoine, doit, chaque fois qu'il y a lieu, être indemnisé par la Société et recevoir une garantie contre toute responsabilité en regard de :

- a) tous les coûts, frais et dépenses que l'administrateur, le dirigeant et toute autre personne assument ou engagent dans le cadre de toute action, poursuite ou procédure portée, déposée ou engagée contre lui, ou concernant tout acte et geste de quelque nature que ce soit qu'il a posé ou permis dans l'exercice de ses fonctions, ou toute affaire ou question s'y rapportant, ou à l'égard de toute responsabilité de ce genre;
- b) tous les autres coûts, frais et dépenses qu'il a assumés ou engagés dans le cadre de ces affaires, à l'exception des coûts, des frais ou des dépenses occasionnés par sa propre négligence ou défaillance;
- c) dans le cas d'une action ou d'une procédure criminelle ou administrative imposant une amende pour laquelle l'administrateur ou le dirigeant croit qu'il y a des motifs raisonnables de croire que son comportement était légitime.

12.3 Divulcation d'intérêt

L'administrateur, le directeur général ou le dirigeant qui est, selon le cas :

- a) partie directe ou indirecte à un contrat ou à un projet de contrat important avec la Société, à l'exception du contrat d'emploi dans le cas du directeur général;
- b) également administrateur ou dirigeant d'une personne partie à un tel contrat ou projet, ou qui possède un intérêt important dans celle-ci;

doit divulguer par écrit à la Société ou demander que soient consignées au procès-verbal des réunions la nature et l'étendue de son intérêt.

De plus, tous les administrateurs et les employés doivent se conformer à la politique en matière de conflit d'intérêts énoncée dans les politiques de gouvernance générale.

L'intérêt, direct ou indirect, d'un parent ou conjoint, ou d'un enfant de la personne doit être considéré comme aussi l'intérêt de l'administrateur, du directeur général ou du dirigeant.

Tout administrateur, dirigeant et employé de la Société doit signer un « Engagement en matière de confidentialité, de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts » dès qu'il entre en fonction ou est embauché par la société. Ledit « Engagement en matière de confidentialité, de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts » suivra la forme prescrite par le conseil d'administration.

ARTICLE 13 COMITÉS

13.1 Comités

Le conseil d'administration, après avoir bien considéré les recommandations du comité de gouvernance, exerce son droit de nomination des membres des comités du conseil d'administration.

Le président de la Société est habilité à assister d'office aux réunions des comités établis par le conseil d'administration sauf le comité de gouvernance et si le conseil d'administration en décide autrement.

13.2 Comités permanents

La Société est dotée des comités permanents suivants :

a) **Le comité exécutif**

- voir l'article 11.1;

b) **Le comité de finances et vérification**

Le comité de finances et vérification est composé comme suit :

1. le secrétaire-trésorier de la Société qui en assumera la présidence;
2. deux administrateurs autres que les membres siégeant au comité exécutif élus par le conseil d'administration.

Le comité exerce les fonctions suivantes :

1. la préparation de recommandations à l'intention du conseil d'administration concernant le financement et la gestion des finances de la société;
2. la revue des résultats financiers trimestriels par rapport aux budgets;
3. la préparation du budget pour approbation par le conseil d'administration;
4. la gestion des investissements de la Société selon les politiques d'investissements du conseil d'administration;
5. la protection des biens de la Société, la fiabilité de l'information financière, l'utilisation optimale des ressources, la prévention et la détection des erreurs et des fraudes, et le respect des politiques établies.

c) **Le comité de subventions**

Lorsque la Société devra recommander des récipiendaires pour des subventions de Patrimoine Canada ou d'autres instances gouvernementales, le comité de cinq (5) à sept (7) personnes, y compris le directeur général, sera nommé par le conseil de la Société pour revoir les demandes et faire des recommandations.

Les membres de ce comité devront être des personnes qui connaissent bien la communauté. Ne seront pas éligibles à siéger à ce comité les administrateurs et les employés de la Société, les membres des comités établis par le conseil d'administration de la Société, les administrateurs ou les employés d'organismes sujets à recevoir une subvention. Le directeur général de la Société devra toutefois y siéger.

d) **Le comité de gouvernance**

Le comité de gouvernance sera composé de trois (3) administrateurs qui ne siègent pas au comité exécutif, un avocat et un comptable professionnel agréé. Ces deux (2) derniers ne seront pas des membres du conseil d'administration.

Le mandat du comité comprend :

- 1) évaluer les compétences requises au conseil d'administration;
- 2) mettre en œuvre un programme d'auto-évaluation du fonctionnement du conseil d'administration;
- 3) procéder à l'évaluation annuelle du travail du président du conseil d'administration, à savoir s'il s'est bien acquitté de ses fonctions;
- 4) assumer les responsabilités du comité de mise en candidature selon l'article 8.10 et recruter des candidats qui répondent aux besoins identifiés;
- 5) développer et proposer un programme d'intégration et de formation des nouveaux administrateurs;
- 6) recommander les membres des comités permanents;
- 7) revoir annuellement les mandats des comités du conseil d'administration et recommander des changements au besoin;
- 8) revoir périodiquement le règlement administratif et les politiques de la Société y compris la politique sur les conflits d'intérêts et la politique en matière de confidentialité;
- 9) voir à ce que les risques auxquels sont exposés les administrateurs et les dirigeants de la Société soient adéquatement limités et protégés;
- 10) examiner toute question que le conseil d'administration lui pose et, le cas échéant, lui offrir des recommandations.

13.2 Comités spéciaux

L'assemblée générale et le conseil d'administration sont tous deux habilités à établir des comités spéciaux ou des groupes de travail à des fins précises.

ARTICLE 14 SIGNATURE DES DOCUMENTS

14.1 Signature des documents

Les chèques, billets, lettres de change et autres effets de commerce ainsi que les contrats ou conventions engageant ou favorisant la Société doivent être signés par deux personnes, dont :

- a) la première, le directeur général ou un autre employé désigné par le conseil d'administration;
- b) la deuxième, un membre du comité exécutif.

ARTICLE 15 EXERCICE FINANCIER

15.1 Exercice financier

L'exercice financier de la Société commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

ARTICLE 16 MODIFICATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR

16.1 Modifications et entrée en vigueur

Le présent règlement peut uniquement être modifié par résolution adoptée aux deux tiers (2/3) des voix lors de l'assemblée générale annuelle ou d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin.

Les exigences prévues en matière de publicité au paragraphe 8.11 s'appliquent aux propositions de modification du présent règlement.

À moins d'indication contraire par l'assemblée, toute modification au présent règlement entre en vigueur à la clôture de l'assemblée générale ou extraordinaire où la modification a été adoptée.

ARTICLE 17 DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1 Dissolution et liquidation

La dissolution de la Société doit être approuvée et adoptée par les deux tiers (2/3) des membres votants lors d'une assemblée extraordinaire convoquée à cette fin.